

Programme électoral 2018

# **E PLANG FIR LËTZEBUERG**

Équité – Innovation – Efficacité



**KLOER, NO & GERECHT.**



## **NOUS AVONS UN PLAN POUR LE LUXEMBOURG**

Faire de la politique signifie préparer l'avenir.

Nous avons un plan avec des perspectives et des objectifs clairement exprimés.

Un plan intergénérationnel. Ensemble nous voulons moderniser le pays, préserver les traditions et renforcer la cohésion sociale.

Nous voulons guider et accompagner une croissance intelligente. Nous voulons garantir tant une certaine qualité de vie que l'équité sociale.

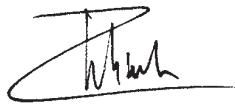
Préparons ensemble le Luxembourg moderne et durable.



**MARC SPAUTZ**  
Président du parti



**LAURENT ZEIMET**  
Secrétaire général



**CLAUDE WISELER**  
Tête de liste

# TABLE DES MATIÈRES

<b>NOUS AVONS UN PLAN POUR LE LUXEMBOURG</b>	<b>3</b>
CHAPITRE 1 – FINANCES, BUDGET, POLITIQUE FISCALE	6
<b>LA POLITIQUE DOIT POUVOIR ÊTRE FINANCÉE</b>	<b>6</b>
1.1. Finances et budget	6
1.2. Politique fiscale	6
1.3. Place financière	8
CHAPITRE 2 – ECONOMIE, TRAVAIL ET EMPLOI	9
<b>INNOVATION EN TANT QUE FACTEUR CLÉ DE LA COMPÉTITIVITÉ</b>	<b>9</b>
2.1. Politique compétitive et soutien aux entreprises	9
2.3. Agriculture	11
2.4. Viticulture	14
2.5. Tourisme	15
2.6. Marché du travail	16
2.7. Digitalisation et dimension sociale	20
CHAPITRE 3 - INTÉGRATION, ENJEUX SOCIAUX ET SANTÉ	22
<b>VIVRE ENSEMBLE EN HARMONIE</b>	<b>22</b>
3.1. Intégration	22
3.2. Asile	23
3.3. Sécurité sociale	23
3.4. Politique familiale	25
3.5. Revenu minimum garanti	27
3.6. Soins médicaux et secteur hospitalier	28
3.7. Place du sport dans notre société	31
3.8. Politique de la jeunesse	32
3.9. Politique du troisième âge	33
3.10. Personnes en situation de handicap	34
3.11. Bénévolat et médiation	35
3.12. Egalité des chances	35
CHAPITRE 4 : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET INFRASTRUCTURES	37
<b>PRÉPARER LE PAYS AUX DÉFIS DE DEMAIN</b>	<b>37</b>
4.1. Aménagement du territoire	37
4.2. Mobilité	38
4.3. Logement	40

CHAPITRE 5 : CONSTITUTION ET INSTITUTIONS	43
<b>DES STRUCTURES MODERNES POUR PLUS D'EFFICACITÉ</b>	<b>43</b>
5.1. Réforme constitutionnelle	43
5.2. Communes et aménagement du territoire	43
5.3. Communautés religieuses	44
5.4. Presse	45
5.5. Fonction publique	45
CHAPITRE 6 : SÉCURITÉ ET LIBERTÉS INDIVIDUELLES	47
<b>VIVRE ENSEMBLE</b>	<b>47</b>
6.1. Justice	47
6.2. Police	48
6.3. Sécurité routière	49
CHAPITRE 7 : ENVIRONNEMENT ET QUALITÉ DE VIE	50
<b>GÉRER LA CROISSANCE DE MANIÈRE RESPONSABLE</b>	<b>50</b>
7.1. Développement durable	50
7.2. Economie circulaire et réduction de déchets	50
7.3. Eau	51
7.4. Protection des sols, pollution lumineuse et protection contre le bruit	53
7.5. Politique climatique et énergétique	54
7.6. Protection de la nature	55
CHAPITRE 8 : EDUCATION, CULTURE ET TECHNOLOGIE	56
<b>MISER SUR LE SAVOIR COMME RESSOURCE</b>	<b>56</b>
8.1. Politique de l'éducation orientée vers la pratique	56
8.2. Ecole fondamentale	56
8.3. Enseignement secondaire	57
8.4. Formation professionnelle	58
8.5. Lifelong learning	59
8.6. Cours de langue et programmes scolaires	59
8.1. Enseignement supérieur, recherche et innovation	59
8.8. Luxembourg digital	60
8.9. Culture	62
CHAPITRE 9: POLITIQUE ÉTRANGÈRE, COOPÉRATION, DÉFENSE	65
<b>UNE EUROPE FORTE EST NOTRE MEILLEURE PERSPECTIVE</b>	<b>65</b>
9.1. Politique étrangère	65
9.2. Politique européenne	65
9.3. Coopération	66
9.4. Défense	67



## LA POLITIQUE DOIT POUVOIR ÊTRE FINANCÉE

### 1.1. Finances et budget

Il y a dix ans commença la plus grande crise financière et économique que le monde connût depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Fin 2008, l'Etat luxembourgeois dut intervenir pour sauver une banque dite systémique de la place financière luxembourgeoise. Le BIP du pays régressa de l'ordre de 4,4% en 2009. En 2012, l'économie luxembourgeoise enregistra encore une baisse du BIP de l'ordre de 0,4%.

Le sauvetage des banques ainsi que la récession économique et son corollaire, le fléchissement d'importantes recettes étatiques, présentaient un risque potentiel élevé. Afin de permettre au pays de traverser cette période de crise, le gouvernement de l'époque, mené par le CSV, mit en place une politique anticyclique comportant des investissements élevés.

Seule une politique anticyclique et courageuse permit au pays, et en particulier aux citoyens, de surmonter la crise de manière largement indemne. Dans un tel contexte, l'augmentation importante de la dette publique fut un mal nécessaire. Tout au long de ces années, et alors que d'autres pays ont perdu leur bonité, notre pays a continué à bénéficier d'une notation maximale, le fameux Triple A.

A partir de 2013, la croissance commença à revenir. Le BIP afficha chaque année un taux de croissance moyen de l'ordre de 4%. Pendant ce temps, la dette continua cependant également à augmenter. A partir de 2013, la dette publique passa de 11 à 12,7 milliards d'euros et atteindra en 2020 environ 13,9 milliards d'euros ce qui représente 21,3% du BIP. Une telle évolution doit être freinée.

Le CSV plaide pour des finances publiques saines.

- Nos objectifs sont :

- l'équilibre budgétaire,
- pas de déficit, et
- la réduction progressive de la dette publique.

- Le CSV vise un taux d'investissement constant de l'ordre de 4% du PIB. Les investissements devront concerner des projets d'infrastructures résolument tournés vers l'avenir. Parmi ces projets, on peut citer les projets prioritaires au niveau ferroviaire et routier. L'offre en matière de logements devra également être augmentée de manière substantielle. La construction de nouvelles écoles, de structures d'accueil pour enfants et des infrastructures sociales devra également continuer à progresser.

- A nos yeux, il est important que l'Etat soit représenté dans les sociétés qui sont stratégiquement les plus essentielles pour notre pays. La gestion des participations étatiques doit être reprise par un fond respectivement une société. Cette société (ou ce fond) gèrera de manière professionnelle les participations de l'Etat et déterminera la stratégie à poursuivre par celui-ci ainsi que ses investissements p.ex. au niveau de Cargolux, Arcelor ou encore auprès de banques systémiques. A moyen et long terme, es dividendes ne devraient plus affluer dans le budget de l'Etat, mais être versés entre les mains du fonds à créer. L'actuel fonds souverain intergénérationnel sera intégré dans ce nouveau fonds respectivement dans cette nouvelle société. Les participations étatiques dans des sociétés seront à l'avenir financées via la nouvelle structure.

### 1.2. Politique fiscale

Notre politique fiscale s'orientera sur les lignes directrices suivantes :

- elle doit respecter le cadre politique budgétaire ;
- elle doit être équitable ;
- elle doit renforcer le potentiel concurrentiel de notre économie ;
- elle doit servir d'outil de pilotage.

Nous allons examiner la possibilité d'élaborer une politique fiscale durable et la mettre en place.

### **Imposition des personnes physiques : plus d'égalité**

Nous envisageons lors de la prochaine législature des adaptations au niveau fiscal. Au niveau de l'imposition des personnes, nous voulons alléger encore davantage les bas salaires.

Un tel allègement se fera via un crédit d'impôt dégressif pour les bénéficiaires du salaire social minimum. Nous plaïdons pour une hausse de la tranche exonérée d'impôts qui passerait de 11.265.- euros à 12.000.- euros. Une telle mesure signifie une nette amélioration pour les personnes touchant de bas salaires.

- Nous allons examiner le coût de la dernière réforme fiscale. S'il existe une marge de manœuvre financière, nous voulons adapter l'imposition des classes moyennes via une adaptation du crédit d'impôt.
- Nous sommes en faveur d'une adaptation régulière des barèmes d'imposition à l'inflation.
- Nous allons examiner le régime de la classe d'imposition 1A. Nous visons un allongement de la période transitoire de trois à cinq ans. Un alignement de la classe d'impôts 1A sur la classe d'impôts 2 est également envisagé.
- Le système actuel des « stock options », qui se base sur une circulaire, sera supprimé. Nous visons un système de privilèges fiscaux pour des participations à long terme dans les propres entreprises et en particulier dans le domaine des start-ups. Un tel système sera encadré par une loi.
- Au niveau de l'imposition des personnes, nous ambitionnons un allègement supplémentaire des bas salaires. Il s'agit de responsabiliser davantage les personnes disposant de revenus élevés.
- Nous plaïdons pour la mise en place d'un système d'imposition spécial pour les « expats », et ce sur le modèle de qui existe à l'étranger et notamment en France, en Italie et en Espagne. Nous voulons créer à travers une telle mesure un environnement fiscal favorable qui permette de continuer à attirer au Luxembourg les talents dont notre économie a besoin.
- Nous sommes clairement opposés à l'introduction d'un impôt sur la fortune pour les personnes physiques.
- L'impôt foncier sera réformé et adapté aux valeurs immobilières actuelles. L'impôt foncier, qui est et restera un impôt communal, doit permettre aux communes de remplir leurs missions et tâches nouvelles.

### **Imposition des entreprises : plus de compétitivité**

Le pays a besoin d'un environnement fiscal favorable aux entreprises. Celles-ci ont, quant à elles, besoin de perspectives de développement et d'une réelle simplification administrative au niveau des démarches à faire et des formalités à remplir. C'est la *conditio sine qua non* pour qu'une entreprise puisse s'agrandir de manière réussie et créer des emplois.

- Le CSV modernisera l'ensemble des dispositions et mesures fiscales, afin d'aboutir à une stratégie fiscale à long terme qui prévoit une réduction du taux d'affichage.
- Le CSV vise progressivement une réduction de la totalité de la charge fiscale pesant sur les entreprises pour la rapprocher de la barre des 20%, et ce afin que notre économie demeure compétitive tant au niveau international qu'au niveau européen. En Europe, le taux d'imposition moyen des entreprises est de l'ordre de 21%.
- Le CSV élaborera un plan d'action ayant pour but la modernisation et la simplification du dispositif législatif fiscal.
- Le CSV poursuivra les efforts en vue de mettre en place un système de gestion de données performant devant permettre une lutte plus efficace contre l'évasion fiscale. Les contrôles en la matière seront optimisés à l'avenir.
- Le CSV présentera un plan d'action stratégique comportant des solutions technologiques, afin de permettre à l'administration des impôts d'entrer pleinement dans le 21<sup>e</sup> siècle grâce à une automatisation des déclarations et perceptions fiscales.
- Un dialogue transparent entre les administrations respectivement le ministère des Finances et les entreprises sera rétabli.
- La pratique des « tax ruling » sera limitée au strict minimum et ne saurait devenir la règle.
- Les relations de l'administration des impôts avec les entreprises doivent être justes, efficaces et ouvertes. Un « code de bonne conduite » sera élaboré dans ce contexte.
- Le CSV plaide pour de plus amples allègements fiscaux en faveur du capital risque, afin de favoriser la création de start-ups.

### 1.3. Place financière

Nous soutenons la place financière dont nous sommes fiers, place que nous avons contribué à créer. Elle constitue aujourd'hui un pilier prospère et stable de notre économie nationale. Nous continuerons à soutenir, à promouvoir et à développer ce secteur important.

Le maintien du Triple, A ainsi qu'une politique fiscale innovante sont d'une nécessité incontournable également pour la place financière.

#### **Diversification et développement durable de notre place financière**

Notre place financière compte parmi les places de premier plan. Afin que le Luxembourg continue de figurer parmi les leaders au niveau européen et international, nous voulons continuer à développer la coopération entre les différents acteurs et à améliorer leur connectivité. Ainsi nous pourrions garantir un développement cohérent de la place financière.

La place financière a investi le domaine de la finance verte et durable pour devenir une place de référence en la matière (mots clé : « Green Bonds »). Il en va de même du domaine « FinTech » où il importe de légiférer le plus rapidement possible, afin d'encadrer les diverses nouvelles technologies (Blockchain etc.). Nous voulons soutenir les acteurs concernés et créer un cadre attractif dans ce domaine hautement compétitif, dans le but de renforcer l'attractivité de la place financière luxembourgeoise par rapport à ses concurrents.

- Nous voulons soutenir la création de nouveaux secteurs dans le domaine des finances.
- Nous voulons que le Luxembourg façonne l'industrie financière de demain. Ainsi, nous devons analyser, encadrer et améliorer dès aujourd'hui les instruments financiers de demain.
- Nous voulons créer un environnement compétitif pour la « FinTech ».
- La diversification de l'industrie des fonds continuera à être promue. Nous entendons soutenir tout particulièrement les initiatives dans le domaine des « Green Bonds ».
- Nous créerons un cadre législatif optimal, afin que les projets d'avenir tels que p.ex. les « DLT-based Funds » (« blockchain-related ») puissent se développer parfaitement au Luxembourg.
- La technologie de stockage et de transmission d'informations dite « Blockchain » ainsi que la monnaie électronique (« Bitcoin ») sont en train de révolutionner le monde de la finance. Notre pays a une carte à jouer dans ce domaine. Il doit saisir cette opportunité, mettre en exergue ses avantages compétitifs et répondre aux exigences d'une place financière moderne et concurrentielle. Une réglementation et des standards de sécurité adaptés sont un must. Le CSV se prononce dans ce contexte pour une réglementation commune européenne.

Dans le domaine des finances, il ne sera possible d'offrir des produits et des techniques de qualité, que si l'Etat et le secteur privé font de la recherche en général et de la recherche dans le domaine des finances en particulier une priorité commune.

- Nous voulons continuer à développer la place financière et à améliorer sa visibilité dans le cadre d'une législation européenne et internationale.
- Nous entendons redevenir un « First Mover » et mettre à la disposition de notre pays les moyens pour y parvenir. Par le passé, des dossiers importants n'ont pas été traités avec la détermination nécessaire (MiFID II, directives européennes relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, lignes directrices en matière de prêt hypothécaire etc.).
- En matière de transposition des lignes directrices européennes, on évitera dans la mesure du possible le soi-disant « goldplating ».
- Nous allons continuer à soutenir l'agence pour la promotion de la place financière « Luxembourg for Finance ».
- Le CSV mettra en place une task force spéciale dont la mission sera d'accompagner et de promouvoir les nouvelles technologies respectivement d'en discuter les aspects réglementaires. Des membres de l'administration et du secteur feront partie de cet organe. La CSSF doit étendre son engagement dans ce domaine et mettre en place une espèce de « Infodesk ». Les professionnels trouveront ici les informations nécessaires relatives aux « Blockchain » et à la monnaie électronique.
- Le développement de la place financière va de pair avec un renforcement simultané de la lutte contre la criminalité financière. L'Etat, avec ses administrations et services, doit s'organiser de telle manière à pouvoir répondre aux enjeux et défis européens et internationaux. Dans cette perspective, nous poursuivront le processus de réflexion concernant le recrutement au niveau de la fonction publique.



## **INNOVATION EN TANT QUE FACTEUR CLÉ DE LA COMPÉTITIVITÉ**

### **2.1. Politique compétitive et soutien aux entreprises**

Notre pays a besoin d'une politique économique capable de promouvoir de nouvelles activités.

- Université, recherche et entreprises, ces trois mondes doivent se rapprocher encore davantage.
- Le Luxembourg doit devenir une plate-forme de référence en matière de digitalisation, de robotique (« robotics »), de big data et de stockage numérique (« digital storage »), d'argent codé (« coded money ») et de cyber-sécurité.
- Les secteurs promoteurs tels que l'économie circulaire ou encore la création de centres de santé reconnus (« Health Hub ») doivent être fiscalement et financièrement encouragés. Les clusters traditionnels de notre pays, le secteur des finances et des assurances, les technologies de l'informatique (« ICT »), les biotechnologies ainsi que le secteur de la logistique doivent continuer à être promus et développés. Les technologies spatiales font également partie des clusters sur lesquels il s'agit de miser.

Notre pays a besoin d'un environnement fiscal favorable aux entreprises :

- Nous voulons offrir un environnement attractif pour les entreprises pour que celles-ci puissent demeurer compétitives au niveau international.
- L'environnement fiscal ainsi que les charges sociales doivent rester concurrentiels. La réduction des charges administratives doit devenir encore plus efficace. Il s'agit d'un processus constant.
- L'amélioration des « guichets uniques » doit aider à simplifier les procédures administratives et à les accélérer.
- Les procédures relatives à la création d'entreprises doivent être revues pour permettre au Luxembourg de se positionner de manière plus compétitive par rapport à d'autres pays.
- Le principe « silence vaut accord » doit à l'avenir, et dans la mesure du possible, pouvoir jouer après un délai à déterminer au niveau des procédures d'autorisations.
- Quant au principe « Toute la directive et rien que la directive », celui-ci guidera la transposition des textes législatifs européens.
- Nous allons introduire un système de contrôle des investissements étrangers directs notamment de la part de pays tiers. La conception et le champ d'application de cette procédure seront esquissés après examen des systèmes existants d'ores et déjà à l'étranger.

### **Reconnaître les petites et moyennes entreprises comme moteur de l'économie**

Les PME ainsi que l'artisanat ne doivent pas être négligés. Ce segment de l'économie doit être revitalisé.

- Des centres de compétences doivent accompagner les entreprises notamment au niveau de la digitalisation.
- Un état des lieux des différentes mesures d'aide et de soutien des différentes chambres professionnelles dans le domaine de la digitalisation doit être réalisé. Les mesures existantes doivent être coordonnées et, au besoin, être dotées de moyens financiers supplémentaires.
- Le CSV propose la création de guichets décentralisés sur le modèle du « guichet unique » pour les PME, et ce dans le but de simplifier le déroulement des différentes procédures administratives.

La simplification administrative doit être un processus en continu. La pertinence des procédures doit être périodiquement évaluée et les procédés devront, le cas échéant, être modifiés et adaptés aux nouveaux besoins des entreprises.

Dans ce domaine, il s'agit surtout de prendre en compte :

- la simplification des procédures administratives en matière de questions environnementales ;
- le refus de voir désigner des biotopes supplémentaires sur les terrains constructibles dans les PAG ;
- l'élaboration d'un plan national pour les décharges de déchets de construction (« Bauschuttdeponie ») ;

- la désignation de zones d'activités industrielles supplémentaires ainsi que le reclassement de terrains en des zones d'activités nationales.

Le système fiscal doit à l'avenir être aménagé afin de mieux tenir compte des besoins des PME. De nouvelles voies en matière de promotion des investissements doivent être empruntées. Il en est ainsi p.ex. pour les réinvestissements en matière d'innovation.

- Nous voulons introduire des avantages fiscaux pour les entreprises qui mettent en œuvre des mesures dans le domaine digital. Des crédits d'impôts doivent être introduits dans ce contexte.
- Nous souhaitons instaurer l'exonération fiscale de la base commerciale lors de la reprise d'une entreprise par un membre de la famille propriétaire.
- Nous allons revoir les services offerts par la SNCI en tenant compte des besoins des PME et en portant notre attention tout particulièrement sur les investissements planifiés dans le domaine des énergies renouvelables et de l'acquisition de matériaux durables par les entreprises.
- Afin d'accroître le potentiel d'investissement des PME, nous allons mettre en place l'immunisation fiscale préalable.
- Le brevet professionnel sera adapté. La réforme du brevet de maîtrise respectivement l'examen correspondant aux différents métiers envisagés aura lieu et le texte législatif correspondant sera adapté.
- Le « bachelor professionnel » sera défini et l'égalité de traitement avec le brevet de maîtrise examiné.

L'Inspection du travail et des mines (« ITM »), en tant que partenaire des entreprises, doit pouvoir remplir de manière renforcée ses missions.

- Le CSV veut réformer l'ITM. Les méthodes de recrutement doivent en particulier être revues. L'ITM a besoin de plus de moyens tant au niveau des compétences que du personnel.
- Nous voulons simplifier les conditions d'utilisation du « badge social » et des moyens de contrôle y afférents. Il s'agit de lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale.

## 2.2. Start-ups et nouveaux clusters

Nous voulons créer un environnement approprié et compétitif pour les start-ups.

Dans les domaines économiques de l'avenir, les nouvelles entreprises et leurs fondateurs donnent le ton. Investir dans des start-ups signifie investir dans des technologies clés comme l'intelligence artificielle, la robotique, le block-chain, etc. Les start-ups doivent disposer partout des meilleures chances et pouvoir développer leurs idées entrepreneuriales innovantes.

- Nous voulons faciliter l'accès au capital risque pour les start-ups via des avantages fiscaux supplémentaires.
- Le Luxembourg devra s'investir de manière renforcée dans le domaine de la simplification administrative, si nous souhaitons que notre pays puisse se positionner de manière concurrentielle par rapport à d'autres pays européens comme « start-up nation ».
- Nous sommes favorables à la mise en place d'une commission étique dédiée à l'intelligence artificielle qui analysera les questions et règles éventuelles en matière de IA.

Le Luxembourg doit pouvoir miser également à l'avenir sur les clusters reconnus :

- A côté du mode financier et des assurances, des technologies de l'information (ICT), de la biotechnologie et de la logistique, il importe de créer et de développer d'autres voire de nouveaux clusters. Le CSV voit dans les technologies spatiales un domaine avec un énorme potentiel d'avenir pour notre économie.
- Nous voulons que le Luxembourg devienne un « Health hub » internationalement reconnu où la recherche, la médecine clinique et l'industrie, qui se trouvent sur un espace réduit mais très interconnecté, seront amenés à fusionner afin de devenir un « carrefour santé transfrontalier » qui puisse s'établir comme un nouveau pilier de notre économie nationale. Les organes, institutions et structures existantes (Université, LIH, FNR, etc.) seront interconnectés de manière pertinente et coordonnée dans le cadre du « Health hub ». De nouvelles structures devront être créées (p.ex. une « Medical and Research School »).

- Le Luxembourg doit jouer le rôle de précurseur en matière de « Circular Economy ». L'économie circulaire doit être promue de manière conséquente et la recherche ainsi que la production doivent se réunir de manière intelligente dans ce domaine. Wiltz doit continuer à jouer un rôle précurseur en tant que « Hotspot » en matière d'économie circulaire. La Nordstad pourrait devenir pour tout le Nord du pays et l'ensemble de la Grande Région un aimant pour ce secteur d'avenir. Tous les centres urbains du Nord du pays doivent pouvoir profiter de cette nouvelle dynamique.
- Dans les zones d'activités reconnues, la priorité sera donnée aux entreprises qui correspondent à la stratégie de diversification et au concept de cluster.
- Il est indispensable d'attirer les investisseurs étrangers à travers une politique ciblée. Nous devons trouver un équilibre entre l'économie d'une part, et l'écologie d'autre part et élaborer des stratégies sectorielles clairement définies. Il s'agit d'une approche essentielle pour guider la croissance économique et l'activité économique de manière générale. Il est dès lors logique d'accorder également dans les zones concernées la priorité aux entreprises existantes qui souhaitent investir et/ou s'agrandir.

### **Un approvisionnement énergétique adéquat : essentiel pour la compétitivité**

Le CSV continuera à s'investir à l'avenir afin de minimiser la dépendance énergétique et veillera à assurer aux entreprises un approvisionnement en énergie propre, renouvelable, durable et abordable.

Un approvisionnement énergétique est essentiel pour notre compétitivité. Une économie d'énergie et l'efficacité énergétique constituent dès lors pour nous des priorités nationales.

- Nous continuerons à investir dans des réseaux intelligents et performants ainsi que dans de nouvelles possibilités de stockage.
- Le conseil en énergie en particulier des PME sera élargi.
- La mobilité électrique sera promue via des subventions étatiques en ce qui concerne les investissements, mais également de manière directe au niveau fiscal.

### **L'image est importante**

A l'extérieur, le Luxembourg doit clairement mettre en avant les avantages compétitifs de son économie. La promotion doit faire partie intégrante d'une stratégie globale dans le but de rendre attrayante la marque « Luxembourg » pour des investisseurs étrangers potentiels. Le « Nation Branding » est plus qu'un gadget marketing. Il s'agit d'un procédé important qui doit être adapté en permanence.

## **2.3. Agriculture**

Le Luxembourg et l'agriculture ne sont pas seulement liés étroitement d'un point de vue historique. L'agriculture est également un secteur économique important. Pour le CSV, il est clair que nous avons besoin non seulement d'un ministère de l'Agriculture propre, mais d'un ministère qui puisse agir et prendre des décisions indépendantes.

La participation est d'une grande importance également en matière d'agriculture. Nous voulons institutionnaliser les réunions régulières avec les acteurs concernés du monde agricole.

Une sécurité alimentaire renforcée fait partie intégrante de la croissance qualitative que nous envisageons pour notre pays. Notre agriculture peut ainsi contribuer de manière significative à notre qualité de vie.

Au niveau de la production alimentaire, nous ne devons plus continuer de dépendre de l'extérieur.

Nous devons soutenir l'agriculture qui agit en accord avec la nature, la production alimentaire, la transformation et la commercialisation de nos produits. Un lien/une coopération renforcé(e) entre le consommateur et le producteur permettra de mettre en place un système de production agricole qui soit durable et conforme à l'intérêt de la population luxembourgeoise.

Les intérêts nationaux du secteur agricole sont étroitement liés aux décisions prises au niveau européen. Le CSV s'engage en faveur d'une politique agricole commune forte.

- Nous utiliserons pleinement notre marge de manœuvre nationale pour soutenir nos agriculteurs et nous nous exprimons, dans la mesure du possible, contre de nouvelles réductions financières au niveau du budget agricole.
- Nous nous engageons à mettre en œuvre rapidement la prochaine réforme de la politique agricole.

### **Pour une production agricole diversifiée et compétitive**

Les exploitations agricoles exploitées à titre principal et secondaire sont importantes pour l'agriculture luxembourgeoise. Le Luxembourg a besoin à la fois de l'agriculture conventionnelle intégrée et de l'agriculture biologique. Les deux branches doivent être soutenues.

Le Luxembourg a néanmoins davantage besoin d'exploitations agricoles qui fonctionnent selon les critères et normes biologiques.

- Afin de pouvoir évaluer correctement la demande concrète de produits biologiques au Luxembourg, une analyse de marché doit être réalisée. Une autre analyse auprès des agriculteurs doit permettre d'identifier les raisons pour lesquelles si peu d'agriculteurs franchissent le pas pour passer à une production biologique.
- Le CSV veut revoir le plan d'action de la promotion de l'agriculture biologique, afin d'augmenter la part des produits alimentaires biologiques issus de la production luxembourgeoise.

### **Les produits régionaux rapprochent consommateurs et agriculture**

Le caractère régional est essentiel pour l'agriculture indigène. Nous voulons promouvoir le caractère régional de manière ciblée.

Nous proposons les mesures suivantes :

- Développement d'un concept marketing pour nos produits régionaux.
- « Match Maker » pour l'agriculture.
- Soutien des programmes LEADER.
- Augmentation de la part de produits régionaux dans la restauration collective (meilleur bilan CO2 en raison des courtes distances que les aliments parcourent).
- Promotion du marketing direct.
- Campagnes d'information et de sensibilisation / communication sur l'agriculture.
- Promotion d'initiatives afin d'améliorer l'image de l'agriculture et de fournir des informations au grand public sur ce secteur économique.
- Coopération étroite entre les exploitations agricoles et les écoles au niveau communal (préparation de matériel didactique spécifique).
- Adaptation du projet de loi relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles en coopération avec le secteur en vue d'améliorer la commercialisation des produits régionaux de qualité.
- Promotion des entreprises actives dans la transformation et la commercialisation des produits alimentaires régionaux. Les méthodes innovantes telles que la robotisation et les machines économes en ressources seront particulièrement soutenues.
- Elaboration d'un plan d'action pour l'agriculture et l'industrie alimentaire régionale.
- Intégration des produits régionaux dans la plateforme de commerce électronique « Letzshop.lu. ».

Nous voulons que l'agriculture soit préparée pour l'avenir.

- La « Maison de l'agriculture » qui sera créée sur le site du lycée technique agricole de Gilsdorf agira comme centre de compétence et d'innovation et constituera un organisme de référence. La Chambre d'agriculture et certaines administrations agricoles trouveront leur place au niveau de ce centre de compétence et ce dans le sens de la plus grande proximité et de la plus grande coopération possible entre les différents acteurs du secteur.
- Le système de consultation actuel va être analysé, adapté et élargi en raison de l'importance des services de conseil.
- Un centre de conseil en matière d'innovation doit être mis en place afin que les agriculteurs puissent disposer d'un interlocuteur concret en la matière.
- Pour le CSV, l'attention devra également être portée sur la formation initiale et continue des agriculteurs qui devront progresser de manière constante.
- Le système d'aide à l'investissement doit être révisé. La croissance qualitative est aujourd'hui bien plus importante que la croissance purement quantitative, en particulier dans le secteur agricole.
- La digitalisation de l'agriculture sera promue, et ce dans le sens d'une gestion agricole plus efficace et une production plus respectueuse de l'environnement. Outre les investissements nécessaires, il faudra créer à l'attention des agriculteurs des bases de données agricoles générales.
- Le CSV propose d'intégrer le congé de paternité (« Pappe-Congé ») dans le cadre du régime des aides aux exploitations.
- Un soutien particulier sera accordé aux jeunes agriculteurs. Un point de chute dédié exclusivement aux jeunes agriculteurs sera créé.

### **L'agriculture a besoin d'innovation**

Au regard d'idées commerciales nouvelles et singulières, il importe d'accorder à l'innovation dans le secteur agricole une importance accrue. Les performances environnementales devront être commercialisées de cette manière.

- Les productions à faible degré d'autosuffisance (culture maraîchère, élevage de volailles...) seront soutenues de manière ciblée par le CSV.
- Les problèmes, qui existent actuellement dans le domaine de la culture maraîchère, devront être abordés et des solutions élaborées.
- Nous allons promouvoir de manière ciblée le développement de nouveaux produits et leur commercialisation. Une coopération avec « Luxinnovation » est souhaitable.
- Le PEI (« Partenariat européen d'innovation et de recherche pour la productivité et le développement durable de l'agriculture ») doit être élargi et davantage utilisé.

### **Simplification administrative**

Les tâches administratives ne cessent d'augmenter pour les agriculteurs. Une analyse, à effectuer ensemble avec tous les acteurs du secteur agricole, doit permettre d'identifier les domaines dans lesquels des simplifications sont possibles, et ce conformément aux exigences de l'UE.

- Dans le domaine des autorisations de construction, un « guichet unique » doit être créé comme point de chute pour les agriculteurs (les réglementations et procédures administratives actuelles doivent être simplifiées) ;
- Dans le domaine du « Flächenantrag », une demande conjointe pour toutes les subventions et primes sera élaborée. Dans ce contexte, la création de points de chute régionaux est indispensable ;
- Un « guichet unique » devrait également servir de point de chute en cas de reprises d'entreprises ;
- Dans l'intérêt d'une disponibilité rapide des données comptables, les administrations doivent être optimisées.

### **Politique agricole est politique environnementale**

L'agriculture et l'environnement sont étroitement liés. La protection de l'eau et de la nature font également partie des missions de l'agriculture.

Pour atteindre les objectifs fixés en matière de protection climatique, de l'environnement et de l'eau, il est indispensable de coopérer avec l'agriculture. Il ne doit plus être possible de prendre des décisions sans consultation du monde agricole.

Nous aurons besoin dans ce contexte d'un système de suivi efficace et objectif qui permette de déterminer les objectifs communs à atteindre en matière de protection climatique, de l'environnement et de l'eau.

Une protection de la nature active présuppose des incitations positives, des conseils ciblés et la disponibilité d'alternatives. Un soutien supplémentaire aux agriculteurs devrait également être possible via le fonds pour la gestion de l'eau et le fonds climat et énergie.

Les incitations financières seules ne suffisent pas. La recherche dans le secteur de l'environnement doit être encouragée, y compris en vue de la réduction de l'utilisation de pesticides. Les résultats scientifiques doivent être appliqués plus rapidement dans la pratique. Les technologies dites « durables » ou pouvant être classées comme telles, doivent par ailleurs être promues de manière spécifique via la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

- Bien que marginal, l'incinération à l'air libre des déchets de verdure, n'est pas un problème à sous-estimer. Nous voulons analyser les réglementations actuelles en tenant compte de leur empreinte énergétique. Au besoin, elles seront adaptées. Des dérogations pourraient par exemple être envisagées pour les surfaces qui ne peuvent pas être atteintes par les machines agricoles.
- Avec les nouvelles délimitations des « zones défavorisées », il importe d'éviter autant que possible tout patchwork, afin que les indemnités compensatoires puissent continuer à être versées systématiquement.
- Les programmes agro-environnementaux et ceux relatifs à la protection de la nature doivent être encouragés indifféremment de manière ciblée. Le ministère de l'Agriculture doit être l'interlocuteur des agriculteurs pour tous les programmes qui leur sont destinés.
- Au Luxembourg, la consommation foncière est élevée. Les terrains à forte valeur agricole situés en dehors des zones protégées ou réserves naturelles, ne peuvent plus servir à des fins de compensation.
- L'actuel système « d'éco-points » fera l'objet d'une analyse et sera, le cas échéant, adapté dans le sens d'une compensation plus extensive (accompagné d'une consommation foncière plus faible). C'est surtout dans ce domaine qu'il faudra développer des idées innovantes.
- Étant donné que les exploitations agricoles, situées dans les localités, se voient de plus en plus confrontées à des problèmes de voisinage, il importe que la volonté de s'implanter en zone verte ne s'accompagne pas de réglementations inutiles. La notion d'« activité agricole » ne doit pas être interprétée de façon trop étroite. Des alternatives doivent également être possibles dans la zone verte.
- Le « plan d'action et de gestion relatif au loup au Luxembourg » doit être révisé au niveau des mesures de prévention et de compensation.

## 2.4. Viticulture

Le CSV veut un secteur viticole dynamique et attractif. A l'instar de l'agriculture, il échet de minimiser également les charges et les exigences administratives au niveau du secteur de la viticulture.

La liste des machines éligibles à subventionnement doit être révisée si, après examen, une telle liste devait s'avérer nécessaire. Dans ce domaine également, il ne s'agit pas d'opposer la culture conventionnelle et biologique. Les deux cultures méritent d'être soutenues.

Les changements structurels affectent depuis longtemps le secteur viticole. En l'espace d'une génération, les villages viticoles de la Moselle n'abriteront plus que quelques domaines viticoles voire - en certains endroits - plus d'un seul. Actuellement, nous comptons moins d'un établissement nouveau par an.

La succession et la reprise d'une entreprise doivent partant être accompagnées encore plus étroitement.

- Le CSV veillera à ce que les jeunes viticulteurs, qui osent démarrer leur carrière et reprendre une exploitation reçoivent une aide intégrale de la part de l'Institut viti-vinicole et éventuellement de l'administration. Un « tuteur » devrait les soutenir activement dans toutes les questions relatives à la création et à la reprise de l'entreprise, y compris vis-à-vis des administrations tierces, et prendre également en charge les démarches administratives. Les services de conseil sont et demeurent d'une importance capitale. Ils doivent être offerts de manière individuelle et personnalisée.



- Le CSV renforcera encore le rôle de l'Institut viti-vinicole de Remich en tant que centre de compétence et « guichet unique » pour les viticulteurs. Ce rôle sera étendu au dialogue avec les administrations tierces. Le siège administratif de Remich sera conservé. Le soutien au niveau des requêtes ainsi que les services de conseil seront encore plus personnalisés.

Les vignobles doivent pouvoir former un ensemble cohérent. Ceci vaut également en ce qui concerne la distance minimale et les zones tampons. Ce n'est que de cette manière que la viticulture est moins sujette aux attaques de parasites et peut contribuer à la préservation du paysage culturel spécifique et du paysage typique de la Moselle. C'est également dans l'intérêt du tourisme, de l'œnotourisme et du tourisme culturel, pour lesquels la vallée de la Moselle représente un grand potentiel et doit être développée.

Toutes les exploitations, tant celles à temps plein que celles à mi-temps, ont le même rôle important à jouer.

- L'accent doit continuer à être mis sur une production de qualité. Une réglementation spécifique pour les bars à vins qui proposent une consommation de produits locaux et régionaux sera développée. La signalisation touristique pour la promotion de la région et des vins doit être revisitée.

De nouveaux efforts seront nécessaires dans le secteur du marketing, afin de contrer la baisse de la consommation de vins luxembourgeois.

L'entrée sur les grands marchés des pays étrangers voisins doit être optimisée. L'étude de marché doit être mise en œuvre de telle manière que les résultats puissent atteindre le viticulteur.

Les produits viticoles à haute valeur ajoutée doivent être promus. Les actions devraient être conçues en collaboration avec le secteur HORECA. Il faudra déterminer de nouveaux groupes cibles.

- La création d'un « bar à vin » dans la capitale, d'une maison du vin et des produits régionaux doit être réalisée en collaboration avec le secteur.
- Le CSV exige également la mise en place d'une « maison du vin et des produits régionaux » à Bruxelles.
- Le CSV soutient la construction du « Centre mosellan » à Ehnen. Une vinothèque offrant tous les vins luxembourgeois y sera e.a. intégrée.
- Le facteur plaisir du vin et du crémant doit être intégré dans une stratégie touristique (nationale) globale pour le Luxembourg en tant que pays gourmet, pays dans lequel il fait bon d'y séjourner, y vivre et y savourer la vie.
- La viticulture a un potentiel de commercialisation externe et peut également être promue dans cette direction.
- Le CSV est d'avis qu'après les « assises agricoles », il faut organiser les « assises viticoles ».

## 2.5. Tourisme

Nous développerons un concept stratégique pour un tourisme de qualité. Ce concept comprend le tourisme de congrès et d'affaires, le tourisme culturel, le tourisme industriel, le tourisme sportif, le tourisme rural et le tourisme interne.

Le tourisme est devenu un facteur économique important, représentant aujourd'hui plus de six pourcent du PIB. Nous voyons encore un potentiel de croissance dans ce domaine.

- Nous encouragerons une plus grande professionnalisation des prestataires de services touristiques. Ces derniers doivent repenser, redéfinir et, si nécessaire, réaligner leurs rôles et domaines de compétences respectifs.
- Nous continuerons à améliorer de manière continue la qualité du tourisme.
- Nous allons promouvoir le Luxembourg en tant que destination touristique dans le cadre de notre stratégie générale de promotion à l'étranger.
- La simplification administrative dans l'intérêt des prestataires de services touristiques se poursuivra.
- Le tourisme culturel sera pris en compte de manière renforcée dans le marketing touristique.

- Nous allons promouvoir de manière ciblée le tourisme de loisirs. Les pistes cyclables ainsi que le réseau VTT seront étendus. La signalisation des sentiers de randonnée sera, quant à elle, améliorée. Des cartes numériques complètes avec une application correspondante seront créées.
- Nous moderniserons de manière durable les infrastructures et les installations importantes dans la région du lac de la Haute-Sûre.
- Le Luxembourg doit être renforcé en tant que lieu de tourisme de randonnée. Les sentiers doivent être mieux signalisés et reliés à d'autres activités touristiques. Les friches industrielles, les vignobles et les offres gastronomiques devront être connectés avec les produits de randonnée.
- La région du Lac de la Haute-Sûre doit être revalorisée à des fins touristiques. Il s'agit d'élaborer un concept global pour un tourisme axé sur la nature et de le combiner avec l'hébergement et les activités de loisirs.

## 2.6. Marché du travail

Le nombre de salariés n'a jamais été aussi élevé au Luxembourg. Il y a plus de personnes qui travaillent dans notre pays que de Luxembourgeois. Tous contribuent au bien-être de notre pays. Notre marché de l'emploi s'effondrerait sans immigration et sans les frontaliers.

En même temps, nous ne parvenons malheureusement pas à intégrer tous les résidents - Luxembourgeois et non-Luxembourgeois - sur notre marché de l'emploi. Cette situation ne s'explique pas par la présence de frontaliers sur notre marché de l'emploi, mais par une inadéquation entre les qualifications des demandeurs d'emploi et celles requises sur notre marché de l'emploi voire par une absence de qualifications côté demandeurs d'emploi.

Il importe dès lors d'adapter davantage les formations et qualifications sur celles requises sur le marché du travail, mais aussi de mieux informer les personnes concernées sur les défis du marché de l'emploi luxembourgeois.

- Une stratégie nationale de conseil et d'information est dès lors indispensable.
- La « Maison de l'orientation », qui vient d'être créée, devra héberger tous les services de conseil étatiques - scolaires, professionnels et universitaires. Il est essentiel que les ministères de l'Economie et du Travail soient impliqués dans la conception et l'orientation de la « Maison de l'orientation ». Le Ministère de l'Education ne peut et ne doit pas être seul compétent en la matière.
- Le contrat de travail à durée indéterminée est le garant des droits sociaux et offre aux personnes concernées une certaine sécurité pour la réalisation de leurs projets d'avenir/de vie individuels. Le CSV veillera à ce que le contrat de travail à durée indéterminée demeure la règle en matière de relations de travail.

### **Pour une adaptation régulière du salaire social minimum**

Le salaire social minimum doit protéger contre la pauvreté et permettre à ceux qui le touchent de mener une vie décente. Il s'agit d'une question de dignité. La valeur du travail doit être reconnue à sa juste valeur.

- Le CSV souhaite une augmentation « nette » du salaire social minimum. Le CSV s'engage à adapter le salaire social minimum régulièrement à l'évolution salariale. La politique en matière de salaire social minimum doit tenir compte du coût de la vie, ainsi que des réalités économiques.

Aucun poste déclaré ne doit rester inoccupé en raison d'un manque de personnel qualifié.

- Viser le plein emploi signifie qu'il faut investir dans la formation professionnelle initiale et continue. Nous allons développer et mettre en œuvre de manière ciblée de nouveaux programmes de formation professionnelle initiale et continue.
- Le CSV souhaite mettre en œuvre un concept national de formation tout au long de la vie et ce en collaboration avec les chambres professionnelles, les fédérations professionnelles, les entreprises et les opérateurs de la formation professionnelle continue.

- Les offres de formation tout au long de la vie doivent obtenir un label de qualité étatique et être soutenues financièrement. La formation professionnelle continue dans les entreprises doit être promue de manière plus ciblée par l'Etat. La législation y afférente doit de ce fait être améliorée. Le financement doit à nouveau être assuré.
- Le système de la formation duale doit être renforcé et étendu. Partant du constat qu'une interaction étroite entre le monde scolaire et le monde du travail est propice à une bonne intégration sur le marché du travail, les formations de technicien et de BTS doivent être davantage dispensées en système dual.

Dans ce domaine, l'Etat devra lui aussi enfin assumer son rôle de formateur et déclarer des postes de formation professionnelle dans les ministères, les administrations et les établissements publics.

Les efforts bilatéraux du Luxembourg au niveau de la Grande Région pour développer les formations transfrontalières doivent être renforcés et étoffés.

## **Réorganiser la vie active**

Les familles doivent avoir plus de temps à passer ensemble. Il est dès lors essentiel de réorganiser la vie active.

- Les familles doivent pouvoir organiser librement leur vie. Nous nous engageons à améliorer la conciliation entre vie de famille et vie professionnelle. Grâce à un droit à une nouvelle organisation du temps de travail, de nouveaux modèles de temps de travail plus flexibles doivent pouvoir être conçus, afin de permettre aux familles de passer plus de temps ensemble. Le CSV met en place un cadre clair pour le « télétravail » et prévoit des possibilités pour effectuer son travail à domicile (« home office »).
- Les comptes d'épargne-temps font partie intégrante d'une organisation du temps de travail moderne qui s'étend sur toute la vie active. Le CSV s'engage à introduire les comptes épargne-temps dans le secteur privé et mettra en place un cadre endéans duquel les partenaires sociaux pourront ficeler des accords solides.

Il sera créé pour les salariés, qui décident de travailler à temps partiel, un droit de retour préférentiel à la durée de travail antérieure. Ce droit se basera sur des règles claires.

Il est également essentiel à nos yeux de développer l'occupation des salariés handicapés sur le marché du travail primaire.

- Le CSV insistera de manière renforcée, afin que le quota étatique d'emploi de salariés handicapés soit respecté.

Les adolescents présentant un handicap doivent se voir offrir des opportunités de formation. Il importe donc de mettre en place des structures et offres adéquates.

La digitalisation du monde l'emploi nous confronte à d'énormes défis. Elle offre cependant aussi des opportunités en termes de création de nouveaux emplois.

- Les nouvelles technologies doivent servir à améliorer la vie des personnes. La digitalisation doit être au service de celles-ci (cf. chapitre « digitalisation »).

La digitalisation du monde du travail entraîne des bouleversements majeurs au niveau des profils d'emploi, mais aussi au niveau des exigences auxquelles doivent répondre employeurs et salariés. A l'avenir, on travaillera de manière plus mobile et flexible. Beaucoup de personnes s'inquiètent de la perte d'emploi et des changements sur le lieu de travail. Il ne s'agit pour nous ni de suivre aveuglément l'évolution technologique ni de l'empêcher, mais de la façonner activement et tout en mesure.

- Conformément à notre volonté de mieux équilibrer vie professionnelle et vie privée, le droit à la « déconnexion », i.e. la possibilité de se déconnecter du travail doit être soutenu. Une adaptation du cadre réglementaire actuel devrait prendre en compte les aspects de sécurité au travail et de protection sociale du salarié ainsi que les impératifs du monde numérique du travail.

- Le CSV plaide pour une nouvelle loi sur la régulation flexible des horaires d'ouverture des magasins. La loi doit définir les principes de base et offrir un cadre pour les conventions collectives afin de faire converger, de manière flexible et précise les diverses attentes des employeurs et des salariés.
- Des postes de travail décentralisés supplémentaires seront créés. Des espaces de « coworking » pour certaines administrations seront organisés de manière décentralisée.

Attachement au modèle luxembourgeois de dialogue

### **Le modèle social luxembourgeois doit être consolidé.**

- Le dialogue social doit être dynamisé. Depuis des décennies, il est le garant de la paix sociale au Grand-Duché et partant du progrès économique.

Les comités nationaux, tels que la « Tripartite » et le « Conseil économique et social », ne doivent pas seulement être conservés, mais leurs tâches doivent avant tout être adaptées à la réalité.

- Un dialogue permanent entre les partenaires sociaux doit avoir lieu au sein du « Conseil économique et social ».
- La « Tripartite » doit servir en tant qu'instrument de crise et le gouvernement doit mener un dialogue bilatéral régulier et ouvert avec les partenaires sociaux.

La législation sur la négociation collective est et reste la pierre angulaire du modèle social luxembourgeois. La consolidation des conventions collectives garantit participation et salaire équitable.

- Le CSV révisera la loi de 2004 sur les conventions collectives et l'adaptera à l'évolution du monde du travail.
- Au sein des entreprises, il s'agira de réformer la loi sur les délégations du personnel, avec notamment pour objectif que les résultats électoraux dans l'allocation des crédits d'heures soient respectés, à l'instar des règles applicables en matière de congé politique au niveau communal.
- Dans le domaine de la politique de l'emploi, les coûts salariaux doivent être conçus de manière à favoriser la création d'emplois supplémentaires.
- La législation sur le maintien dans l'emploi sera évaluée et, si nécessaire, adaptée.
- La protection des salariés en cas de faillite doit être améliorée. Le CSV veut adapter les dispositions légales y relatives dans le cadre de la législation des plans sociaux.
- Il est inconcevable que, dans le secteur privé, les malades de longue durée doivent craindre de perdre leur emploi et de chuter socialement. Il importe de réviser les dispositions actuelles et en particulier la règle arbitraire des 78 semaines de congé. En cas de maladie de longue durée, le malade ne doit pas s'inquiéter d'une cessation automatique de son contrat de travail au cas où la limite maximale de congé maladie serait atteinte. Le malade devrait dans ce cas pouvoir recourir à des règles d'exception spécifiques. Une réforme des contrôles médicaux des caisses de maladie, de pension et de la médecine du travail s'avère dans ce contexte absolument nécessaire. Un service de médiation doit être envisagé au cas où les différentes instances en question prennent des décisions contradictoires. Les professions de la médecine du travail et des infirmières d'entreprise devraient être rendues plus attrayantes et plus efficaces.
- Nous allons revoir la loi sur le reclassement professionnel. Celui qui ne peut plus effectuer son travail habituel pour des raisons de santé ne doit pas être puni une deuxième fois. Les dispositions légales existantes doivent être adaptées afin de remédier aux situations préjudicielles pour les salariés en situation de reclassement. La réforme des contrôles médicaux occupe également dans ce contexte une place essentielle en tant qu'instrument favorisant une approche plus préventive et qui permet des conditions de travail flexibles pendant la phase de récupération. L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) doit disposer des ressources nécessaires afin d'offrir un meilleur encadrement aux personnes concernées.

Le CSV veillera à ce que les salaires et les pensions soient en phase avec l'évolution du coût de la vie.

- L'indexation des salaires et des retraites reste un élément essentiel de notre politique.

## **Pour un monde du travail plus humain**

Il est primordial de réaliser une analyse de la qualité des emplois au Luxembourg. Ensemble avec le bien-être au travail, il est important d'améliorer les conditions de travail au Luxembourg grâce à une culture du travail appropriée et, le cas échéant, un cadre juridique pour la prévention et l'évaluation des risques psychosociaux sur le lieu de travail.

L'accord sur le harcèlement et la violence au travail, y compris l'intimidation, devrait également y être inclus.

Le stress et la pression sur le lieu de travail peuvent causer de longues absences, du mobbing, de l'épuisement professionnel (« burn-out ») et de l'épuisement professionnel par ennui (« bore-out »). Il est important d'investir massivement dans le bien-être au travail et la détection précoce dans une approche de prévention.

- Le CSV veut promouvoir l'humanisation du monde du travail.
- Nous voulons améliorer les conditions de travail afin que les salariés sains et motivés aient une vie professionnelle épanouissante.

En ce qui concerne le chômage, il est important de mettre toutes les mesures au banc d'essai et de les adapter de telle manière afin que davantage de demandeurs d'emploi puissent trouver un emploi. Qualification, formation et reconversion professionnelle sont les maîtres-mots pour lesquels il importe dès lors de débloquer les fonds nécessaires. Le marché du travail évolue constamment. Il n'existe quasiment aucune autre administration, comme l'ADEM, qui soit confronté à des changements perpétuels.

- L'ADEM doit disposer des ressources humaines, financières et techniques nécessaires, afin non seulement de suivre les évolutions du marché du travail, mais également pour pouvoir les anticiper.

## **La lutte contre le chômage des jeunes est une priorité**

Dans la lutte contre le chômage des jeunes, la prévention joue un rôle essentiel. Nous voulons prévenir le chômage des jeunes en renforçant respectivement en développant la formation professionnelle en alternance.

Le nombre de jeunes ayant quitté prématurément l'école, i.e. les jeunes qui quittent l'école sans diplôme doit diminuer. Les efforts pour leur fournir une formation qualifiée seront intensifiés.

- Le CSV veut mettre l'accent sur les stages en entreprises, tout en veillant à ce que les jeunes ne soient pas exploités comme main d'œuvre bon marché.

Le chômage de longue durée sera réduit par le biais de mesures ciblées.

- La loi contre le chômage de longue durée de juillet 2017 sera soumise à une évaluation. Son champ d'application pourra être étendu au-delà des organismes étatiques, communaux et des associations sans but lucratifs.

Le CSV s'efforcera de réduire les réserves injustifiées au niveau de l'embauche de chômeurs de longue durée et les demandeurs d'emploi âgés.

Les demandeurs d'asile ayant obtenu le statut de réfugiés doivent être aidés dans leurs démarches pour trouver un emploi.

L'information et le conseil concernant le monde du travail et les métiers sont également un outil de prévention du chômage. A cet égard, la « Maison de l'orientation » joue un rôle central. Il faudra réfléchir au profil auquel doit répondre un conseiller professionnel.

- Le CSV veut revoir toutes les dispositions législatives relatives aux mesures pour l'emploi ainsi que les évaluer quant à leur efficacité et, le cas échéant, les adapter.

- Une réforme de l'Inspection du Travail et des Mines s'impose. La question de la sécurité au travail, les contrôles concernant le respect des conventions collectives et ceux relatifs au respect de la législation sociale et du travail, de même que la lutte contre les discriminations et l'emploi illégal sont des priorités absolues.
- Le « Code du Travail » sera révisé.

## 2.7. Digitalisation et dimension sociale

La digitalisation offre de nombreuses possibilités aux citoyens. La vie quotidienne, les loisirs et l'organisation de la vie sont enrichis et facilités par la numérisation. Une digitalisation réfléchie et utilisée de manière responsable, offre une meilleure qualité de vie à tout un chacun.

Le virage numérique changera le monde du travail. Il est partant nécessaire que la formation puisse s'appuyer sur de solides connaissances digitales.

Pour les travailleurs, la numérisation peut signifier davantage d'autodétermination et de flexibilité. L'activité professionnelle n'est plus liée à des considérations de temps et de lieu. La numérisation peut être une opportunité en vue de l'humanisation du travail.

La politique a pour tâche d'accompagner les changements et de veiller à l'application de règles de jeu équitables afin que tous les membres de la société puissent participer au progrès technologique, économique et social.

Nous avons besoin d'une dimension sociale pour l'ère numérique.

### **Une réglementation claire pour les heures de travail**

La question du temps de travail est étroitement liée à la numérisation du monde professionnel. L'utilisation des technologies numériques donne aux travailleurs la possibilité d'avoir des horaires de travail ou de présence plus flexibles.

Le CSV souhaite un ensemble de règles claires:

- Le salarié doit être libre d'avoir recours à un emploi du temps de travail voire d'un temps de présence plus flexible. Aucun travailleur ne peut être obligé à un tel recours.
- Pas de sous-traitance possible: les salariés ayant des horaires de travail voire de présence flexibles font toujours partie intégrante du personnel de l'entreprise et ne peuvent donc pas, sans y voir consenti, être affectés à un autre poste de travail ou mutés vers un autre lieu de travail. Cela vaut également pour les employeurs du secteur public. Le volume du temps de travail reste globalement inchangé.
- Le système de l'horaire mobile est déterminé conjointement par l'employeur et le salarié.
- Les heures de travail doivent être correctement enregistrées et des définitions claires des heures supplémentaires doivent être garanties.
- Les objectifs définis dans le cadre d'une organisation de travail mobile doivent être réalistes et réalisables.

### **Sécurité dans le monde du travail 4.0**

La tâche commune de la politique, des syndicats et des organisations professionnelles est de faire en sorte que les normes sociales durement acquises continuent à être respectées dans le cadre du monde du travail 4.0 (le monde du travail digitalisé). Les dispositions substantielles du contrat de travail ne doivent en aucun cas être vidées de leur contenu.

- Le CSV préconise l'adaptation de la santé et de la sécurité au travail. Il faudra fixer des limites, définir des droits légaux et mettre en place des contrôles afin de prévenir systématiquement les risques pour la santé et les troubles mentaux y associés. Des dangers tels que l'auto-exploitation doivent être empêchés de manière ferme.



### **Traitement responsable des données personnelles**

La protection des données personnelles fait partie intégrante des droits des travailleurs. Les salariés doivent être protégés contre un contrôle numérique excessif de la part de leurs employeurs.

- Nous sommes de ce fait en faveur d'une réglementation claire et nette en matière de stockage et de traitement des données personnelles dans le contexte professionnel. L'élaboration d'une loi sur la protection des données des salariés autonome et adaptée au monde du travail numérique doit être soumise à examen.

### **Travail numérique sur une base sociale sécurisée**

Nous voulons que tous les travailleurs de l'ère numérique travaillent sur une base sociale sécurisée. Chacun qui fournit son travail sur le web et qui augmente ainsi la productivité de l'entreprise concernée de même que sa valeur économique, doit en sus d'une rémunération équitable avoir également droit à une part équitable de la valeur ajoutée ainsi générée et bénéficier d'une couverture sociale.

L'activité indépendante sur le web ne doit être soumise aux obligations et notamment aux cotisations de la sécurité sociale. Nous devons compléter respectivement refondre les structures de sécurité sociale correspondantes.

### **Pour une culture de formation continue offensive**

La qualification et la formation continue des travailleurs est un aspect particulièrement important d'une numérisation du monde du travail réussie ou de la quatrième révolution industrielle. La formation et la qualification sont la clé du succès futur du Luxembourg en tant que lieu de travail et site d'affaires.

- Nous voulons créer des incitatifs pour motiver les salariés à participer aux mesures de formation continue. La volonté des entreprises d'offrir à leurs salariés une formation professionnelle continue axée sur leur profession et intégrée dans leur cursus professionnel doit également être renforcée par un soutien attractif.

La robotisation et l'automatisation progressives vont entraîner la suppression graduelle des emplois peu qualifiés : Il faudra être dès lors à même d'offrir, de manière préventive, une formation professionnelle intégrale. L'e-apprentissage offre également de nouvelles opportunités pour motiver les salariés qui n'arrivent pas à suivre les cours traditionnels.

## **VIVRE ENSEMBLE EN HARMONIE**

### **3.1. Intégration**

Le Luxembourg est un bel exemple de politique d'intégration réussie. Peu de pays ont fait preuve d'autant d'ouverture d'esprit et sont allés aussi loin dans leur volonté de faire participer les citoyens étrangers à la vie économique, sociale et politique du pays.

Le CSV se réclame d'une politique d'intégration offensive et volontaire et souligne le caractère multiculturel comme un aspect essentiel d'une société ouverte.

Le CSV veut promouvoir la participation et l'intégration. Il s'agit de la *conditio sine qua non* pour renforcer la cohésion. Or, notre société a besoin de cohésion. Il incombe à la politique de poser les jalons correspondants.

#### **Utiliser la langue comme vecteur d'intégration**

Le luxembourgeois constitue pour nous la langue d'intégration et de communication par excellence. Notre langue constitue aussi une partie importante de notre identité, de même que le plurilinguisme et l'approche pragmatique d'une telle multitude dans la vie quotidienne.

Promouvoir le luxembourgeois ne signifie dès lors pas pour nous dévaloriser les autres langues.

L'intégration signifie avant tout un échange. Dans ce contexte, la langue fait partie des éléments de rassemblement les plus importants. Nous voulons en conséquence faciliter aux étrangers leur intégration grâce à de meilleures connaissances en langue luxembourgeoise et favoriser ainsi une meilleure vie en commun.

- Les entreprises, qui offrent des cours de langue, seront directement soutenues par l'Etat. Les réductions des aides financières décidées en l'espèce seront annulées.
- Nous agissons afin d'essayer d'obtenir un nouveau statut des langues de l'Union européenne lors des modifications au niveau des traités fondamentaux de l'Union. Ainsi, la langue luxembourgeoise pourrait se voir reconnaître le statut de langue officielle de l'Union sans devoir devenir une langue de communication officielle des institutions européennes (avec l'obligation d'une traduction simultanée et la nécessité de devoir traduire l'ensemble des documents de l'Union Européenne en luxembourgeois).
- La langue luxembourgeoise doit aussi être promue chez les Luxembourgeois eux-mêmes. Nous allons renforcer les instruments afin de faciliter l'apprentissage de la langue et les compétences rédactionnelles en luxembourgeois.

#### **Participation**

Aux yeux du CSV, l'accès à la nationalité luxembourgeoise constitue la meilleure voie pour renforcer l'intégration des citoyens étrangers et leur participation politique complète.

Le CSV soutient une politique qui permette aux citoyens de façonner ensemble l'avenir de notre pays. Nous avons déposé une proposition de loi ayant pour but de simplifier l'accès à la nationalité luxembourgeoise. La réforme de la loi sur la nationalité de l'actuel gouvernement reprend les propositions du CSV et a été adoptée avec nos voix.

- Le CSV soutiendra les commissions communales, les initiatives tant nationales que locales qui œuvrent en faveur de plus d'intégration et de cohabitation interculturelles. Parmi ces initiatives, on peut citer p.ex. le parrainage linguistique. Dans le cadre de telles actions, les établissements scolaires devront être soutenus de manière renforcée.
- Le CSV plaide pour une revalorisation et une restructuration du « Conseil national pour étrangers » afin que les citoyens étrangers se sentent mieux représentés par cet organe. Cette mesure est le signe d'une politique d'intégration réelle et vécue au quotidien et entend promouvoir une participation politique des étrangers renforcée.

## 3.2. Asile

Les flux migratoires constituent un défi pour l'Europe et notre pays. La crise migratoire exige une réponse européenne commune.

Si la crise migratoire exige une réponse européenne commune, il n'en demeure pas moins que cette réponse ne saurait à elle seule suffire. Chaque pays, aussi le nôtre, est sollicité. Une stratégie à long terme, claire et cohérente est requise.

Un cahier de charges doit définir les devoirs et obligations des différents acteurs concernés (Etat, communes, associations caritatives).

Beaucoup de communes sont prêtes à accueillir des réfugiés. Ils ont cependant besoin d'un interlocuteur et de règles qui soient claires. Il en va de même pour les associations caritatives. Celles-ci doivent savoir ce qui est attendu d'elles concrètement et comment elles peuvent s'investir aux côtés des autres acteurs, afin d'accueillir et d'encadrer correctement les réfugiés.

A partir du moment où les devoirs de chaque acteur sont clairement définis, on aura besoin d'un plan national d'intégration.

L'accueil et l'encadrement des réfugiés doivent se faire en trois temps :

### **1.Phase : le premier accueil ou « First response »**

Lors de cette première phase, les réfugiés seront accueillis et hébergés dans des structures étatiques (Weilerbach, village container, ...etc.). Ce premier accueil incombe à l'Etat.

Les demandeurs de protection internationale souffrent en particulier de stress post-traumatique. Il n'est pas rare que les femmes aient fait l'expérience de violences extrêmes. Les personnes particulièrement vulnérables doivent être accompagnées dès le début de la procédure par un personnel qualifié et être prises en charge et protégées sans délai d'attente.

### **2. Phase : pendant la procédure d'asile**

Lors de cette phase, les communes seront intégrées, à condition que les devoirs et obligations entre l'Etat et les communes aient été préalablement définis selon des règles toutes aussi explicites (chaque commune doit être traitée de la manière), que l'Etat ait émis des propositions précises dans le cadre du cahier de charge dans les domaines de la prise en charge et la gestion des structures d'accueil, de l'encadrement des réfugiés, ainsi que de la prise en charge scolaire des enfants.

Nous avons également besoin d'un « plan sectoriel pour structures d'accueil » pour déterminer les sites des centres d'accueil.

### **3. Phase : après la clôture de la procédure d'asile**

Dans le cas où la demande d'asile n'a pas reçu de réponse favorable : les réfugiés devront repartir le plus tôt possible pour leur pays d'origine. Une adaptation régulière de la liste des pays sûrs de même que des procédures plus rapides sont partant un « must ».

Dans le cas où le statut de réfugié a été accordé : il est important que les personnes concernées quittent le plus rapidement possible les structures d'accueil afin que celles-ci puissent accueillir de nouveaux arrivants. Dans ce contexte, la solidarité des communes devra jouer. Un système de quotas sera introduit, le cas échéant.

### 3.3. Sécurité sociale

Un vaste système de sécurité sociale constitue la meilleure garantie en cas de risques imprévisibles tels que maladie, accident, invalidité, chômage ou encore en cas de vieillesse. Il compense les éventuelles pertes de revenus de la personne affiliée, mais étend son système de protection aussi aux membres de la famille de l'assuré, à savoir les co-assurés. Un tel système prend en charge les frais de santé et de soins, compense les charges qui pèsent sur les familles ayant des enfants et prévient la pauvreté et l'exclusion. Ce réseau s'est construit à partir de la solidarité entre les riches et les pauvres, entre les vieux et les jeunes, les bien-portants et les malades, entre les personnes ayant un emploi et celles qui sont au chômage. Son financement est garanti par les cotisations des assurés et les entreprises ainsi que par les contributions des pouvoirs publics. Il dépend dès lors de la situation conjoncturelle respective.

Les moyens financiers de l'Etat ne sont pas illimités, mais dépendent de l'évolution économique.

Seule une croissance qualitative via un gain de productivité et plus d'emplois permettra de supporter les charges supplémentaires et inévitables dues à l'évolution démographique. Le rapport entre les bénéficiaires de prestations sociales et les cotisants changera avec l'augmentation de l'espérance de vie. Le contrat intergénérationnel entre les personnes actives et celles à la retraite pourrait être ainsi sérieusement mis à l'épreuve. Les dépenses de santé et de soins continueront à augmenter avec une plus grande proportion de personnes âgées.

#### **Garantir les pensions de vieillesse à long terme**

Les promesses qui ont été faites aux assurés actifs actuels au niveau de leurs droits à une pension vieillesse seront tenues. Les pensions de vieillesse ne seront pas réduites.

Au-delà, le CSV se porte garant de la viabilité financière du système social à long terme afin d'éviter des coupes et autres régressions sociales importantes.

La nécessité d'agir au niveau des pensions de vieillesse demeure. Les chiffres de l'Inspection générale de la sécurité sociale de décembre 2016 parlent d'eux-mêmes : Les réserves du régime général d'assurance pension seront épuisées d'ici 2043 et ce en partant d'un taux moyen de croissance économique de l'ordre de 2,9% jusqu'en 2030 respectivement de 2,5% jusqu'en 2045. A partir de 2023, les dépenses excéderont les recettes et le régime de pension accusera un solde annuel négatif. La réserve de compensation qui doit être supérieure à 1,5 fois le montant des prestations annuelles passera en 2035 en-dessous de ce taux minimal.

Ceux qui refusent toute discussion concernant des réformes futures dans le cadre du régime de pension, et ce en période de conjoncture économique favorable, mettent en péril les acquis sociaux au détriment des générations futures. Pour le CSV, une telle approche n'est pas acceptable. Nous exigeons dès lors une réforme du système des pensions de vieillesse.

A nos yeux, la réforme devra répondre à plusieurs impératifs formels, à savoir :

- Il est nécessaire de procéder à une analyse objective détaillée du système en question de même que de son financement à moyen et long terme.
- Le contrat intergénérationnel sera maintenu et la responsabilité entre les générations consolidée.
- La réforme et la recherche de solutions devront se faire dans le dialogue avec les partenaires sociaux.
- L'objectif est de maintenir les promesses qui ont été faites au niveau des pensions de vieillesse.
- On ne saurait s'engager dans la voie de nouvelles promesses que si leur financement peut être assuré à moyen et long terme.

Toute inaction signifie en l'espèce mettre en péril à moyen terme le système actuel des pensions et des prestations y afférentes, ce qui explique notre revendication de revoir le système des pensions de vieillesse.

## **Améliorations au niveau de l'assurance maladie et l'assurance dépendance**

Le régime de l'assurance maladie de même que celui de l'assurance dépendance se caractérisent régulièrement par des recettes excédentaires. Grâce à ces excédents, qui s'expliquent en grande partie par la conjoncture économique actuelle, nous sommes en mesure de relever de nouveaux défis. En tenant compte du principe de l'utile et du nécessaire et en se basant sur les nouvelles connaissances scientifiques, nous nous engageons à

- développer la médecine préventive.
- à élargir la nomenclature des actes et services remboursés.
- à étendre le système du tiers-payant. Le système du tiers payant social sera élargi. Ce système devra pouvoir être activé automatiquement en présence d'honoraires médicaux élevés dont le montant exact reste à déterminer. En cas de maladies de longue durée, de maladies chroniques et d'opérations chirurgicales, un système général du tiers payant doit pouvoir jouer.
- à adapter le système protecteur contre le licenciement en cas de maladie, la soi-disant règle des 78 semaines. Les malades de longue durée ne doivent pas être préoccupés par un licenciement automatique respectivement par une perte au niveau des revenus. Si la durée de la maladie dépasse le seuil des 78 semaines, les malades concernées doivent pouvoir recourir à des mesures d'exception spécifiques.
- Les modifications apportées au système de l'assurance dépendance, qui sont entrées en vigueur le 1 janvier 2018, ont fait l'objet de mécontentement et d'insécurité. La réforme pénalise en particulier les personnes à mobilité réduite et celles souffrant de démence. Une telle situation est inacceptable pour le CSV. Après de longues tergiversations, le ministre de tutelle a fini e.a. sur pression du CSV, par apporter des modifications au texte de loi. Nous nous assurerons que toutes les prestations utiles et nécessaires seront réintroduites et garanties par la loi.

### **3.4. Politique familiale**

L'évolution démographique et celle des modes de vie ont abouti à un pluralisme des formes et organisations familiales. La famille d'aujourd'hui est plus variée. Elle se décline en une multitude d'images diverses.

#### **Respecter et soutenir le choix des familles**

- La politique a pour mission de prendre en considération et de soutenir les différentes conceptions de vie et formes d'organisation familiale.
- Pour le CSV, le bien-être des familles et des enfants est au centre des préoccupations de la politique. La réalisation d'un tel objectif présuppose que les personnes soient libres de déterminer leur mode de vie et d'organisation familiale.
- Pour le CSV, la politique doit promouvoir les familles et non un modèle familiale en particulier. Les parents doivent pouvoir décider eux-mêmes comment ils entendent vivre et élever leurs enfants respectivement organiser leur accueil s'ils exercent tous les deux une activité professionnelle. Les parents sont principalement responsables de l'éducation et du développement de leurs enfants.

Le rôle de la politique consiste en l'espèce à soutenir les parents dans leurs choix et à prendre les mesures qui s'imposent afin de garantir le libre choix des parents et le bien-être de l'enfant.

En supprimant l'allocation d'éducation et de maternité, en uniformisant parallèlement les allocations familiales, en réformant en même temps le congé parental ainsi qu'en introduisant toujours en parallèle le principe de la gratuité partielle de la garde d'enfants âgés de un à quatre ans, le gouvernement privilégie clairement un modèle familial donné.

Nous voulons à nouveau garantir le choix des familles. Nous voulons à ce titre :

- Retravailler les dispositions législatives relatives au congé parental. Nous voulons flexibiliser encore plus le congé parental. Les parents doivent avoir la possibilité de prendre un congé parental de huit mois à temps plein. Nous souhaitons également que les parents puissent répartir à l'intérieur même d'un modèle de congé parental, et de l'accord de leur employeur, la durée du congé.

- Les mères, qui bénéficient du revenu d'inclusion sociale (« Revis ») n'ont pas besoin d'être disponibles pour le marché du travail pendant une durée de douze mois à partir de la naissance de leur enfant.
- Le CSV veut modifier les dispositions relatives aux années bébé (« Baby-Years »). Pour les parents, qui interrompent leur carrière professionnelle pour s'occuper de l'éducation de leurs enfants, la période mise en compte au titre de l'assurance pension obligatoire passe de deux à trois ans. Si au moment de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, l'intéressé(e) élève au moins deux autres enfants ou si l'enfant est atteint d'une déficience grave, la durée de la période « Baby-Years » passe de quatre à cinq ans.
- Le CSV s'était prononcé contre la suppression de l'allocation d'éducation. Une telle suppression enlève aux parents toute latitude en matière d'organisation familiale. Elle désavantage surtout les familles socialement défavorisées, et plus particulièrement les familles nombreuses, qui ont déjà été lésées par l'uniformisation des allocations familiales. Celles-ci se retrouvent doublement pénalisées. L'allocation d'éducation avait une composante sociale et était également versée à des parents exerçant une activité professionnelle dès lors que leurs revenus ne dépassaient pas un certain niveau. Nous voulons introduire un modèle alternatif à l'allocation d'éducation pour les familles socialement défavorisées.
- Le CSV veut également vérifier si les mesures de réinsertion actuelles produisent leur effet. Le cas échéant, il envisage de les réadapter voire de les perfectionner.
- La collaboration entre les différentes organisations actives dans le domaine de la réinsertion des femmes et l'administration de l'emploi (« Adem ») doit être intensifiée.

Le temps de travail ainsi que l'organisation du travail doivent correspondre davantage au rythme des familles et aux besoins des enfants. Nous avons besoin d'une politique du travail plus familiale qui laisse aux parents actifs plus de temps et de liberté afin qu'ils puissent se consacrer à leur famille.

Le CSV entend promouvoir le temps partiel qu'il s'agit de redéfinir et de rendre plus attrayant.

### **Une garde d'enfants de grande qualité**

Les familles avec enfants ont besoin de temps, mais aussi de possibilités de garde et d'accueil innovantes.

- Le CSV entend continuer à consolider de manière conséquente et à travers tout le pays l'offre en matière de possibilités de garde d'enfants. L'offre doit être conçue en tenant compte des besoins différents des familles et des enfants.
- Le CSV soutient les modèles innovants ou atypiques de garde d'enfants tels que p.ex. les soi-disant « crèches parentales » où les parents des enfants sont directement impliqués.
- Le CSV soutient des structures d'accueil ayant des concepts pédagogiques spécifiques et proposant un accompagnement familial. Les prestations particulières doivent, par conséquent, être prises en charge. Nous adapterons le cadre législatif dans ce sens.
- Nous entendons encourager la mise en place de structures collectives d'accueil pour enfants en tant que projet commun de plusieurs entreprises. Les entreprises qui participent à un tel projet vont recevoir un label, à savoir celui d'« entreprise favorable à la famille ». Un tel label pourra s'appliquer au niveau des soumissions des marchés publics.
- Nous allons évaluer les dispositions actuelles dans le cadre de l'accueil multilingue gratuit de même que l'utilisation du « Chèque-service-accueil » (CSA) et y apporter le cas échéant des adaptations.
- La qualité de l'accueil des enfants revêt une importance capitale. Les critères de qualité doivent être constamment adaptés aux exigences d'un accueil de qualité. Les contrôles sur place seront organisés de manière plus efficace. Nous voulons renforcer les familles et remettre la responsabilité des parents au premier plan.
- Nous allons continuer à promouvoir l'école des parents.
- L'Etat offrira des cours aux futurs parents respectivement aux jeunes parents afin de mieux les soutenir dans leur rôle de parents.
- Les crèches, foyers de jour et les maisons relais doivent évoluer à moyen et à long terme en des centres familiaux où les parents ont la possibilité de s'échanger avec des professionnels. Il faudra développer l'échange et l'offre en information avec les structures d'accueil des enfants.
- Afin de mieux soutenir les parents, nous allons introduire des courriers destinés aux parents. Grâce à ces courriers, les parents recevront des informations en fonction de l'âge des enfants et concernant des questions de santé, de développement ou encore de compétences sociales des enfants ainsi que des informations concernant les différents



prestataires de services œuvrant en la matière. Ces courriers contiendront également des informations relatives à des dispositions légales, ou concernant l'éducation formelle ou non formelle.

### **Pour un accueil et encadrement plus efficace des enfants dès l'école fondamentale**

L'Etat doit garantir le choix des parents jusqu'à ce que l'enfant ait trois ans. A partir de trois ans, l'Etat a le devoir de garantir un enseignement précoce optimal.

- Le CSV veut introduire par étapes l'accueil et l'encadrement gratuit des enfants dès l'école fondamentale.
- Pour le CSV, tout enfant a droit prioritairement à un soutien au niveau des devoirs scolaires et de l'apprentissage. Ce soutien doit être organisé en étroite collaboration entre l'école et les différentes structures d'accueil et d'encadrement pour enfants.
- Le « plan d'encadrement périscolaire – PEP » est élaboré depuis la rentrée 2013-2014 par les écoles et les responsables des structures d'éducation non formelle afin d'encourager la collaboration des deux acteurs, de développer des initiatives ainsi que de promouvoir et de restructurer la qualité des offres pédagogiques. Le PEP est et demeure un instrument innovant pour le CSV. Ce plan doit être évalué et, le cas échéant, adapté.

### **Soutien financier pour les familles nombreuses**

Les prestations familiales réduisent le risque de pauvreté. Elles sont et demeurent indispensables. L'uniformisation des allocations familiales c.-à-d. l'introduction du montant unique pour chaque enfant place surtout les familles nombreuses dans une situation désavantageuse.

Nous voulons de ce fait introduire une « allocation complémentaire pour familles nombreuses » pour les familles ayant trois enfants ou plus. Une telle allocation serait socialement dégressive.

### **Soutien coordonné pour les enfants en difficultés**

La détection précoce des enfants et parents en difficultés et le réseau d'aide précoce seront optimisés. Le soutien éducatif ambulatoire des familles doit être favorisé et amélioré qualitativement.

Le CSV veut effectuer un état des lieux des services et organismes existants afin d'aboutir à une meilleure coordination et interconnexion entre les différentes offres d'aide.

L'office national de l'enfance - « ONE » - doit être réformé. Cet organisme a e.a. besoin des moyens nécessaires afin d'assurer après la première intervention, une prise en charge individuelle régulière et coordonnée.

## **3.5. Revenu minimum garanti**

Il était nécessaire de réformer la loi sur le revenu minimum garanti (RMG). Bien que la réforme actuelle contient certaines améliorations ponctuelles, la réforme manque son objectif initial, à savoir que tout un chacun quelle que soit la situation dans laquelle il se trouve doit pouvoir être aidé de telle manière à ne pas tomber à travers les mailles du système social. La lutte contre la pauvreté et la sauvegarde des moyens d'existence de tout un chacun ne sont plus que secondaires depuis la réforme actuelle. L'activation des bénéficiaires du Revis, qui sans ce revenu ne disposeraient d'aucune autre forme de revenu (et qui ne représentent que 7,2% de tous les bénéficiaires) est prioritaire.

- Le CSV souhaite combattre la pauvreté non pas les personnes pauvres. Pour le CSV, il importe dès lors de garantir à chaque citoyen un revenu minimal au cas où et pour quelques circonstances que ce soient, les citoyens ne sont pas à même de subvenir à leurs besoins.
- Afin que le travail continue d'être payant, le CSV envisage une adaptation régulière du salaire social minimum notamment en termes de salaire net.
- Certains bénéficiaires du Revis connaissent une perte en termes de prestations suite à l'introduction du nouveau système d'immunisation dans le cadre de la réforme. Nous apporterons des adaptations aux dispositions en question

afin de tenir compte de leur situation. Certains bénéficiaires ne peuvent voir augmenter leur temps de travail pour des raisons personnelles, familiales ou de santé. Ces personnes précisément ne doivent pas être pénalisées financièrement.

- Les jeunes âgés de moins de 25 ans, qui vivent de manière autonome et ont un emploi, doivent également pouvoir bénéficier des possibilités de soutien du Revis.
- Le CSV veut prendre en compte les formes alternatives de logement ou de communauté domestique des bénéficiaires du Revis. Les dispositions dérogatoires, qui prévoient qu'une personne hébergée à titre gratuit dans une communauté domestique où le REVIS n'est pas dû ou n'est pas demandé, peut, dans certaines hypothèses et sous certaines conditions, être considérée comme formant seule une communauté domestique pendant une durée maximale de douze mois, doivent être étendues à d'autres situations et être également étendues en partie dans le temps.
- Nous insistons à ce les procédures relatives au nouveau Revis fassent le plus rapidement possible l'objet d'une évaluation afin que celles-ci puissent être améliorées et simplifiées rapidement.

Il est précisément d'une grande importance que les procédures prévues soient de manière générale facilement compréhensibles et vérifiables pour les personnes financièrement, socialement et moralement déstabilisées. Nous plaillons partant pour la mise en place d'un « guichet unique » auprès duquel devraient être créés une cellule d'évaluation commune de l'Ademet de l'ONIS. Celle-ci accompagner et orienter les requérants et les bénéficiaires.

- Nous plaillons pour que les partenaires sociaux, les représentants de la société civile ainsi que les professionnels et les organisations sociales actives dans le domaine social aient leur place au sein de l'« observatoire des politiques sociales », afin de pouvoir utiliser leur expertise dans la mise en œuvre de la réforme Revis.

### 3.6. Soins médicaux et secteur hospitalier

Le Luxembourg dispose de l'un des meilleurs systèmes de santé au monde, mais cela ne signifie pas qu'il ne peut pas être amélioré et réformé.

Pour le CSV, des soins de santé accessibles à tous et adaptés aux besoins du patient sont la « *conditio sine qua non* », la condition nécessaire d'une société solidaire. Cela signifie que même, et surtout dans notre pays prospère, on ne saurait accepter des résistances au motif d'une pression fiscale accrue, à l'encontre de toute idée d'optimisation des prestations et structures existantes. Des améliorations doivent être apportées à notre système.

- Au cours des 30 dernières années, malgré un grand désir de réforme du secteur hospitalier, une approche claire, globale et cohérente en matière de soins de santé n'a pas pu être développée. Un tel concept fait depuis longtemps défaut et sa mise en place constitue pour nous une priorité. Nous entendons développer un plan de santé basé sur cinq piliers: 1) la prévention, 2) les soins médicaux de base, 3) la planification hospitalière, 4) les soins ambulatoires et 5) les soins gériatriques.
- Compte tenu des récentes discussions concernant le plan hospitalier, des dysfonctionnements qui ont été mis en évidence notamment dans le domaine de l'admission aux urgences et des soins aux patients, de la nécessaire intervention au niveau de la prise en charge des frais médicaux, mais surtout considérant les défis que représente une population croissante dans un environnement européen intégré et à l'ère numérique, le CSV est prêt à élaborer des propositions novatrices. Pour ce faire, il sera nécessaire de réformer de fond en comble le système de pilotage. Les adaptations à apporter devront, quant à elles, s'intégrer dans un plan global orienté vers le patient.
- Notre objectif est une prise en charge efficace sans délais inacceptables et des soins dans un système cohérent et de plus en plus axé sur les structures ambulatoires.
- Nous allons créer un organisme national de coordination et de pilotage, appelé « Gouvernance nationale de la santé ». Cet organe, qui réunira les parties prenantes, les partenaires sociaux, les compagnies d'assurance maladie et les représentants des patients, décidera sur la base de données de santé pertinentes et d'avis d'experts fiables des investissements nécessaires et de la répartition efficace des dépenses dans le système de santé. Un comité d'experts, le « Centre national d'expertise des soins de santé », leur sera mis à la disposition. Ce comité combine diverses fonctions et fournit régulièrement des recommandations indépendantes, scientifiquement fondées et actualisées dans le domaine des technologies de la santé.

- Nous créerons un « Observatoire de la santé », qui évaluera systématiquement et de manière anonyme les données de santé, y compris les données excédant la sphère hospitalière. La saisie et l'évaluation des données se feront dans le respect scrupuleux des règles relatives à la protection des données. Les données seront intégrées dans une « carte sanitaire » nationale.
- Nous voulons mettre de nouveaux accents dans le domaine de la prévention et du dépistage précoce et les intégrer dans un concept global et ciblé (p.ex. par une intégration déterminée dans les programmes scolaires ou une éducation régulière des adultes sur le lieu de travail), et qui tiennent compte des différentes catégories d'âges.

De manière générale, il s'agit de promouvoir les compétences essentielles de vie et de santé dans le but de renforcer l'auto-prise en charge et d'améliorer l'hygiène de vie en général. Le médecin de référence doit jouer un rôle central dans ce contexte.

- Nous entendons améliorer les services de soins ainsi que les services d'urgences dans les régions rurales. La répartition des pharmacies et leurs heures d'ouverture doivent être reconsidérées.
- Nous voulons améliorer les services du laboratoire d'État.
- Nous veillons à ce que la nomenclature médicale obsolète soit révisée et adaptée aux normes en vigueur.

### **Réduction des temps d'attente dans les services d'urgence**

Nous allons attaquer résolument le problème des temps d'attente trop longs dans les services d'urgence des hôpitaux. Tout patient, qui se présente aux urgences, doit être traité aussi rapidement et efficacement que possible, et ce en fonction de la gravité de sa maladie.

- Tous les services d'urgence doivent partant être opérationnels 24 heures sur 24. L'organisation interne des services d'urgence et des services cliniques adjacents doit assurer un diagnostic et un début de traitement rapides.
- L'interface entre le domaine ambulatoire du service d'urgence et celui des soins stationnaires spécialisés est, dans ce contexte, élémentaire. Il faut partant s'assurer que le système dispose des ressources nécessaires et que les ajustements nécessaires soient effectués.
- Nous fournirons les fonds nécessaires à l'achat d'équipement supplémentaire d'imagerie par résonance magnétique (IRM) et, au besoin, nous prolongerons les heures d'ouverture afin de réduire les temps d'attente inacceptables pour ces examens.
- Les centres de diagnostic tels que les scanners, les radiographies, les IRM, etc. doivent pouvoir être offerts également en ambulatoire à l'extérieur d'une structure hospitalière.
- Nous allons promouvoir la création de cabinets multidisciplinaires communs intégrés régionalement. Nous allons étendre le système des « maisons médicales ». Une telle mesure devrait permettre d'aboutir à une offre en soins médicaux de base suffisant dans toutes les régions. L'allongement des heures d'ouverture des maisons médicales devrait permettre de décharger le service des urgences. Le système du médecin de référence, qui vise actuellement surtout les patients atteints d'une maladie de longue durée, doit être étendu partout et pour tous afin de garantir des soins de base, en particulier en médecine préventive. À l'aide d'une fiche de prévention clinique (telle qu'elle existe à l'étranger notamment au Canada), il devrait être possible d'établir un plan de prévention individuel pour chaque patient.
- Nous allons promouvoir le virage ambulatoire dans notre système de santé. Il s'agit d'externaliser les examens et les traitements actuellement assurés dans les hôpitaux vers des centres de diagnostic et de traitement décentralisés. Ce changement présenterait plusieurs avantages pour le patient : des examens diagnostiques simples comme les radiographies, le scanner ou l'IRM, mais aussi des endoscopies simples pourraient être réalisées à proximité du domicile du patient. Même des interventions chirurgicales mineures seraient possibles dans ce cadre. Le cadre ambulatoire est plus personnel et gérable et, grâce à la gamme complète et décentralisée des services, l'accès est plus rapide et plus pratique.

### **Création de structures intermédiaires et renforcement des hôpitaux**

- Nous allons, sous ces aspects, redéfinir le rôle des hôpitaux. Ces derniers doivent former l'épine dorsale d'une prise en charge maximale, le tout dans un système de synergies coordonnées entre les milieux ambulatoires et stationnaires: les blessures graves, les soins intensifs et le traitement de maladies complexes y sont réalisés au plus haut niveau.

- Des centres d'excellence doivent en outre être créés dans les milieux hospitaliers où des maladies spécifiques sont traitées selon les normes de qualité les plus élevées.

Notre objectif est de créer le meilleur et territorialement le plus étendu service de santé. Nous ne voulons cependant pas mettre les différents hôpitaux dans une situation de concurrence malsaine. Si une telle évolution aura pour conséquence de réduire le besoin de lits de soins aigus dans le secteur hospitalier, le besoin en matière de structures intermédiaires (pour les patients qui, sans devoir bénéficier de soins aigus, sont trop malades pour rentrer à la maison et y être soignés), de structures pour des traitements ultérieurs (réadaptation) et de structures d'accueil (pour les patients dont l'état ne peut plus être amélioré) augmentera quant à lui. Le développement de ces structures doit se faire en étroite collaboration avec les structures hospitalières.

Le Collège médical et le Conseil supérieur pour certaines professions de santé doivent être réformés et bénéficier d'une plus grande autonomie.

La formation des médecins et des professionnels de la santé sera développée.

### **La santé mentale : une condition préalable au bien-être**

La santé mentale constitue un élément clé de la santé humaine. Elle comprend des aspects tels que le bien-être, la satisfaction, la confiance en soi, la capacité à établir des relations, ainsi que la capacité à faire face à la vie quotidienne et celle à travailler.

Les troubles mentaux et le stress psychosocial font partie des plus grands défis auxquels doit faire face la santé publique. Une personne sur quatre au moins sera affectée par des problèmes de santé mentale une fois dans sa vie. Les classes socialement défavorisées le seront beaucoup plus fréquemment. Les maladies mentales représentent près de 20 pourcent des charges des maladies, et la tendance est à la hausse.

Les maladies psychosociales dans le monde du travail prennent de plus en plus d'ampleur. Selon l'IGSS, la dépression et les maladies liées au stress représentent plus de 23 % de l'absentéisme à long terme, 5 % des maladies et de 17 % des congés de maladie.

- Nous proposons d'élaborer un plan d'action national pour le maintien et la promotion de la santé mentale. Un tel plan ferait partie intégrante du plan national de santé. Ce plan nécessite un guidage intersectoriel par un comité de pilotage (domaines politiques: santé, sécurité sociale, famille, éducation, justice, emploi, logement, développement durable et environnement) ayant une approche cohérente, inclusive et participative.

Les plans d'action existants ou futurs devraient être pris en compte (promotion de la santé affective et sexuelle, « Gesond iessen, méi bewegen » (« manger sainement, bouger davantage »), prévention du suicide, prévention de la violence domestique et de la violence à l'école, plan national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent, plan national contre le harcèlement scolaire et la cyber-intimidation, promotion de la santé et la sécurité au travail, lutte contre l'alcool, le tabac et les drogues et les dépendances, l'hépatite, le sida, les cyber-maladies, la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement, la démence).

D'une manière générale, il convient de promouvoir les compétences de vie et de santé, en se basant sur la meilleure éducation scolaire possible, afin de renforcer l'auto-prise en charge (Saluothérapie) et d'améliorer ainsi l'hygiène de vie en général.

- La priorité absolue doit être accordée au domaine d'action de la (petite) enfance et de la jeunesse.
- Nous allons orienter la médecine préventive de telle manière à ce qu'elle corresponde aux objectifs fixés et tienne compte de l'âge de la personne concernée. La prévention du stress doit être renforcée. La psychiatrie doit, quant à elle, également jouer un rôle préventif plus important. Notamment la psychiatrie infantile et juvénile. Elle ne peut et ne doit pas jouer le rôle de « l'extincteur de feu ». Elle doit avant tout avoir une orientation clinique. Elle doit être considérée comme faisant partie de la psychiatrie familiale et doit être connectée avec les mesures prises au niveau de la famille ou dans d'autres domaines.

- Un réseau social intact, comme base du bien-être, devant être promu. Le CSV veut améliorer les soins psychiatriques et garantir une chaîne de traitement complète pour les patients. Dans la lutte contre les dépendances, nous défendons une politique coordonnée qui prend également en compte les nouvelles formes de dépendance.
- Le CSV a soutenu la loi sur l'utilisation médicale du cannabis comme traitement adjuvant pour diverses maladies sur la base des dernières découvertes scientifiques. Nous nous engageons à ce que les caisses d'assurance maladie légales couvrent les coûts de ce type de thérapie.

L'adéquation et l'efficacité de la loi doivent être contrôlées par le biais d'une étude anonyme. Des ajustements seront, au besoin, apportés à la liste des indications.

- Le CSV rejette la légalisation de l'usage récréatif du cannabis dans les circonstances actuelles, car la législation de nos pays voisins créerait des obstacles pratiques insurmontables quant à notre exposition au tourisme de la drogue. Nous sommes toutefois favorables à ce qu'un bilan de la situation actuelle au Luxembourg soit dressé et nous restons ouverts à des discussions ultérieures.

### **Du personnel bien formé comme garant d'une qualité de haut niveau et d'une prise en charge interdisciplinaire**

La formation et la formation continue obligatoire du personnel soignant, adaptée aux nouvelles exigences, constituent la *conditio sine qua non* d'une prise en charge de qualité.

L'attrait des professions existantes devrait être amélioré via des incitations spécifiques (par exemple, la profession d'infirmier psychiatrique, les gériatres, les spécialistes psychosomatiques, les médecins palliatifs, les médecins du travail) et les nouvelles professions nécessaires (par exemple, les infirmiers gériatriques) devraient être rendues possibles. Nous allons remédier à la pénurie en personnel soignant qualifié en créant des postes de formation supplémentaires pour les professions de soins de base (comme aide-soignant). Nous entendons sensibiliser les jeunes tôt sur la possibilité d'embrasser ce genre de profession.

Certaines professions thérapeutiques complémentaires devraient être réglementées au sein des professions de santé, et ce en accord aux offres et aux exigences professionnelles de nos pays voisins.

### **Un nouveau dynamisme grâce au « Health Hub »**

Nous voulons développer le Luxembourg en tant que plaque tournante internationale de la santé, en tant que « Health Hub » international. Les interfaces entre les structures de recherche et de formation et la médecine clinique sont de cette façon optimisées, de sorte que patients puissent mieux et plus rapidement bénéficier des résultats de la recherche. Les problèmes que la pratique clinique quotidienne rencontre pourraient faire l'objet d'une recherche plus efficace.

Grâce à des liens étroits entre avec la recherche, l'enseignement et la formation, notamment grâce à des échanges permanents et des comparaisons au niveau international, ce qui profite directement aux patientes dans le domaine des soins de santé.

Les soins ambulatoires et hospitaliers connaîtront un gain sensible en termes d'innovation et de qualité grâce à la connexion étroite à la recherche, l'enseignement et la formation, et notamment grâce à des échanges et comparaisons permanentes au niveau international dont profite directement le patient. Dans un tel environnement se développera une dynamique qui positionnera le Luxembourg pendant des décennies pour devenir une plate-forme internationalement connue et reconnue pour toutes les questions de médecine et de soins de santé.

La recherche doit être placée dans un cadre juridiquement et éthiquement contraignant.

## **3.7. Place du sport dans notre société**

Les aspects positifs du sport et de l'exercice sont incontestables. Outre l'aspect de la prévention des maladies et l'impact sur la santé et le bien-être des personnes, les composantes sociales et éducatives deviennent de plus en plus impor-

tantes : le sport rassemble des personnes de toutes les cultures et de tous les milieux, ce qui en fait un outil important au service de la cohésion sociale. Pour promouvoir encore plus fortement cet aspect, il faut promouvoir efficacement le sport populaire et le sport d'élite.

Des infrastructures sportives de haute qualité sont des prérequis indispensables pour de nombreuses activités sportives. Il importe que ces infrastructures puissent être utilisées pour le plus grand nombre possible de sports. Il est dès lors essentiel d'attacher une grande importance à une bonne fonctionnalité. Le Luxembourg manque de salles multifonctionnelles qui peuvent être utilisées pour différents événements. Au-delà, il faut également garantir aux citoyens de toutes les régions du pays un bon accès à ces infrastructures.

- Pour le CSV, un lycée sportif, qui répond aux exigences les plus modernes et offre aux jeunes talents un environnement dans lequel ils peuvent combiner de manière optimale école et sport, fait partie de ces infrastructures de haute qualité dont nous avons besoin. Ne doit pas non plus manquer dans ce cadre un internat.
- La construction du stade national de football et du Vélodrome doit se poursuivre de manière conséquente et rapide.
- A bien des égards, le sport au Luxembourg ne saurait exister sans bénévolat, sans les efforts d'un grand nombre de bénévoles. Le bénévolat dans le sport doit être reconnu afin de garantir la sécurité des clubs et des associations dans le futur.

### **Enfants et jeunes : Grandir avec le sport**

Les enfants et les jeunes qui grandissent avec le sport, considèrent tout au long de leur vie l'activité physique comme normale. Ils peuvent se développer sainement et consciemment. La formation sportive au niveau de l'école fondamentale doit de ce fait être revue et améliorée. Le sport et la nutrition doivent être abordés, en particulier dans la lutte contre l'obésité.

- Les infrastructures publiques et librement accessibles, telles que les « mini-stades », sont nécessaires si on souhaite promouvoir de manière ciblée les sports populaires et récréatifs et les rendre plus accessibles à tous les résidents.
- Le CSV soutient le sport de haut niveau et s'en tient aux exigences de sa proposition de loi de 2016 : la création d'un statut pour les athlètes d'élite de niveau mondial; un renforcement des conseils et de l'assistance dans la sélection au niveau de l'orientation scolaire et la formation professionnelle, et un soutien à la réinsertion professionnelle après la fin de la carrière sportive.
- Afin d'ancrer fermement le Luxembourg sur la carte internationale du sport, des efforts seront faits pour que des associations internationales s'établissent au Grand-Duché. En outre, l'organisation de manifestations sportives internationales au Luxembourg sera encouragée.
- Le dopage est combattu par le biais d'une loi antidopage complète et des informations détaillées dès l'enfance.

## **3.8. Politique de la jeunesse**

### **Une voix forte pour la jeunesse**

Par « jeunes », on n'entend pas uniquement des jeunes adultes. Les jeunes ont leur propre vie, leur propre monde émotionnel, leurs propres soucis et besoins.

Le CSV plaide pour une politique de la jeunesse autonome, qui est à même de formuler des offres qui correspondent aux différentes circonstances de vie des jeunes. Nous voulons que les jeunes puissent voir leurs capacités à prendre des initiatives s'épanouir. Nous allons créer le cadre nécessaire y approprié.

Le CSV veut donner aux jeunes une voix, afin qu'ils puissent être entendus au niveau national.

- Le rôle des organisations de la jeunesse, comme p.ex. la Confédération générale de la jeunesse (CGJL), doit être renforcé en tant qu'organe d'organisation et de lobby :
- Le rôle pédagogique du parlement de la jeunesse national doit être développé et son rôle politique soutenu.

- Le CSV envisage un cadre juridique pour une association d'étudiants nationale à l'instar de la Conférence nationale des élèves (CNEL).
- Les associations et organes représentatifs des jeunes doivent disposer de moyens financiers et personnels appropriés afin que la jeunesse luxembourgeoise dispose de porte-paroles légitimes et efficaces.
- Pour le CSV, la participation des jeunes à la vie en société constitue une condition fondamentale pour la formation de citoyens émancipés, responsables et indépendants.
- Le bénévolat doit également être promu de manière ciblée auprès des jeunes et recevoir une plus grande reconnaissance formelle, e.a. au niveau de l'école.
- L'introduction d'un stage de solidarité dans les écoles doit renforcer la solidarité des jeunes et leur montrer des milieux de vie nouveaux et inconnus.
- Les organisations de jeunesse actives dans l'intégration d'enfants et de jeunes issus de l'immigration ou ayant un handicap seront soutenues.
- Nous voulons développer de manière ciblée les offres culturelles et sportives pour les jeunes.
- Les organisations de jeunesse et les maisons des jeunes continueront à être soutenues dans le cadre de leurs activités de loisirs et autres offres.
- Nous voulons promouvoir de la manière la plus étendue possible l'éducation politique au sein des écoles. Les compétences médiatiques des enfants et des jeunes seront également promues de manière intensive à l'école. L'éducation aux médias et le « safe internet » seront développés.

Le CSV continue à s'engager en faveur d'un soutien coordonné et ciblé pour les jeunes en difficultés. Nous voulons promouvoir un environnement sain et non-discriminatoire pour les jeunes qui mette l'accent sur la prévention et l'information.

- Des programmes d'intervention contre la violence, le (cyber-)mobbing, les maladies psychiques et les problèmes de dépendances doivent être développés. Des principes universels (respect, solidarité, entre-aide,...etc.) seront promus.
- La loi sur la médecine scolaire fera l'objet d'une évaluation et des adaptations y seront apportées si nécessaire. Le CSV veut mieux coordonner et relier les nombreux services de conseil et d'aide pour jeunes ayant des besoins de santé spécifiques qui existent au niveau scolaires et extra-scolaires. La détection précoce doit, de manière intensifiée, recevoir une orientation globale. Elle devra également tenir compte d'éventuels problèmes psychiques.
- Le CSV entend étendre le nombre d'établissements ouverts et de places de thérapie pour les jeunes ayant des problèmes d'alcool et les jeunes toxicomanes de même que pour les enfants et les jeunes ayant un comportement suicidaire.
- Dans la cadre de la réforme envisagée de l'ONE, il faudra précisément tenir compte des situations problématiques des jeunes adultes et développer les offres en matière de structures d'aide et de soutien.
- Nous avons besoin de suivis de longue durée pour jeunes affectés de maladies psychiques, de logements encadrés qui permettent néanmoins aux jeunes concernés de vivre de manière autonome, d'ateliers thérapeutiques ainsi que d'une insertion ciblée sur le marché du travail primaire.
- Nous allons promouvoir les mesures destinées à soutenir les enfants et les jeunes ayant des besoins spécifiques. Il est démontré que les enfants et les jeunes issus de milieux socio-économiques défavorisés sont davantage concernés par l'échec scolaire. Pour le CSV, il s'agit d'en déterminer les causes exactes et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir l'égalité des chances.

### 3.9. Politique du troisième âge

#### **La politique du troisième âge : en faire une plus grande priorité**

Dans le domaine de la politique du troisième âge il est important que la politique prenne en compte les besoins et les exigences des personnes âgées qui changent rapidement. Le processus de vieillissement s'allonge et les personnes restent plus longtemps physiquement, mentalement, psychiquement et socialement aptes.

Le CSV veut apporter aux seniors, tant à ceux qui sont en pleine forme qu'à ceux qui ont besoin de soins, le soutien dont ils ont besoin. Les personnes âgées ont beaucoup accompli pour notre pays. Ils méritent une politique du troisième âge qui reconnaisse leurs efforts et performances et leur garantisse l'aide et l'assistance dont ils ont besoin.



Les modifications apportées au système de l'assurance dépendance, qui sont entrées en vigueur le 1 janvier 2018, ont fait l'objet de mécontentement et d'insécurité. Les personnes âgées ont vues certaines des prestations réduites, alors même que celles-ci encouragent le maintien de leur autonomie. L'encadrement individuel pour effectuer des achats, les fameuses « courses-sorties », ont été supprimées. La réforme pénalise en particulier les personnes à mobilité réduite et celles souffrant de démence. Une telle situation est inacceptable pour le CSV. Après de longues tergiversations, le ministre de tutelle a fini e.a. sur pression du CSV, par apporter des modifications au texte de loi. Nous nous assurerons que toutes les prestations utiles et nécessaires seront réintroduites et garanties par la loi.

- Le CSV veut reconnaître à la politique du troisième âge une plus grande importance. Dans l'intérêt des personnes âgées, nous allons intégrer la politique du troisième âge dans un plan d'action national pour personnes âgées, promouvoir la prévention et le vieillissement actif en mettant tout particulièrement l'accent sur la démence, le handicap et les centres intégrés pour personnes âgées.

Dans ce sens, nous voulons :

- que, malgré l'évolution démographique, des places en structure d'accueil en nombre suffisant soient garanties aux personnes âgées (tant en long qu'en court séjours).
- que les soins ambulatoires pour personnes âgées et pour les personnes malades (« Brückenpflege ») continue à être développés afin d'éviter aux personnes âgées de longs séjours dans des structures hospitalières.
- que la télémédecine ainsi que les suivis dans le cadre des soins ambulatoires des personnes âgées soient développés de manière ciblée.
- que les maisons de retraite et de soins pour personnes âgées soient mieux préparées à accueillir et soigner les personnes âgées démentes ainsi que les seniors dépendants présentant des troubles psychiques ou de dépendance.

Les générations âgées seront tôt sensibilisées avec la thématique « Wohnen und Leben im Alter » et ce grâce à des campagnes d'information et de sensibilisation.

- Nous voulons développer l'offre alternative de forme de logement pour les personnes âgées (cohabitation, logements encadrés,...etc.).
- Nous allons étudier la possibilité de la mise en place d'un « congé social » pour soutenir les personnes âgées dépendantes et promouvoir le concept des « conseils de seniors » au niveau communal, afin de donner également aux personnes âgées une voix forte.
- Nous plaçons pour la mise en place d'une représentation des seniors au niveau national.
- Pour les personnes âgées, qui ne peuvent ou qui ne sont plus à même de suivre l'évolution digitale, notamment au niveau des services financiers offerts, il importe de leur mettre à la disposition une offre de base suffisante.
- Chaque commune doit établir un « registre de la population âgée » afin que les personnes âgées (en particulier les seniors vivants seuls) puissent être atteintes plus facilement et de manière plus ciblée.
- Les activités intergénérationnelles et les projets générationnels dans les communes doivent être promus afin d'assurer la participation active des personnes âgées.
- Nous allons également soumettre à examen les dispositions de la loi ASFT et analyser la pertinence de la mise en place d'un dialogue structuré avec les différents prestataires de services. De nouvelles formes de logements encadrés et de logements munis de systèmes télématiques seront définies.
- La mobilité est également une question importante pour les seniors. Les personnes âgées, qui pour des raisons de santé ne voient plus renouveler leur permis de conduire, sont réduites dans leur mobilité. Nous proposons que ces personnes puissent obtenir un abonnement gratuit pour les transports en public.

### 3.10. Personnes en situation de handicap

#### **Pour l'inclusion et l'accessibilité**

Le CSV continue de s'engager pour une politique familiale au sens large du terme qui prenne en compte également les personnes à besoins spécifiques. Dans le domaine de la politique relative aux personnes handicapées, notre préoccupation principale est d'aider les personnes en situation de handicap à mener, dans la mesure possible, une vie auto-

nome. Nous allons dès lors transposer dans le cadre d'un nouveau plan d'action la convention relative aux droits des personnes handicapées. Cette transposition se fera en étroite collaboration avec toutes les personnes concernées.

- Nous allons renforcer le médiateur dans son rôle de chargé des intérêts des personnes handicapées.
- L'accessibilité aux lieux publics, aux transports en commun de même qu'à des moyens de transports spécifiques pour les personnes ayant un handicap sera sans cesse adaptée et améliorée. Les communes ont également leur rôle à jouer en l'espèce.
- Nous voulons rapprocher l'école régulière des écoles spécialisées. L'inclusion doit devenir la règle. Les écoles spécialisées doivent être l'exception. S'il est impossible d'établir un plan scolaire commun, il faudra les remplacer par des plans scolaires individuels et axés sur des directives différenciées. Il importe que les enfants et les jeunes à besoins spécifiques puissent disposer d'un certificat attestant de leurs compétences à la fin de la scolarité.
- Nous allons prévoir des conditions préalables et des services d'aides flexibles, afin de permettre aux employeurs d'engager, dans la mesure du possible, des travailleurs handicapés et de les intégrer ainsi sur le marché du travail primaire. A cette fin, il est nécessaire de disposer de certificats attestant des compétences acquises et qui mettent en avant les qualités et les talents des personnes concernées.
- Les ateliers protégés demeurent utiles et nécessaires. Il faudra continuer à offrir de telles structures et prévoir même de les développer.
- Nous allons encourager la mise en place de logements accessibles aux personnes présentant un handicap au niveau des logements subventionnés par les pouvoirs publics.

### 3.11. Bénévolat et médiation

#### **Pour une société forte**

Le Luxembourg a besoin de bénévoles engagés et convaincus qui se mettent au service d'une société forte. Sans bénévolat dans les associations, les œuvres caritatives, les services de secours ainsi que dans les organisations sportives et culturelles, beaucoup de services ne pourraient pas fournir.

- Le CSV s'engage afin de soutenir activement et de renforcer le bénévolat.
- L'engouement pour le bénévolat doit être promu et exigé dès le plus jeune âge. L'école constitue en l'espèce le cadre par excellence. Elle permet aux jeunes d'approcher le bénévolat et de connaître ses multiples facettes.
- Les bénévoles sont, de nos jours, soumis à de nombreux risques. Les questions autour de la sécurité des bénévoles sont dès lors importantes. Pour le CSV, il est essentiel de soutenir le bénévolat comme un pilier important de notre société et de réaffirmer sans cesse son importance.
- Nous voulons procéder à une adaptation du « congé jeunesse ».

#### **Promotion de la médiation dans de nombreux domaines**

Le CSV est en faveur du principe de la médiation qui permet dans de nombreux domaines de mettre un terme à un litige et ce de manière extra-judiciaire et à l'amiable.

- Le CSV continuera à promouvoir et à soutenir cet instrument notamment dans les domaines de politique sociale.

### 3.12. Egalité des chances

#### **Egalité des chances : une priorité pour le CSV**

Nous continuerons à nous engager fermement afin que les femmes et les hommes disposent des mêmes chances personnelles, scolaires, professionnelles, politiques et familiales. Les données ventilées systématiquement par sexe revêtent dans ce cadre une grande importance. Nous allons continuer à transposer en droit national les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW).

Il importe d'agir à l'encontre de toute forme de stéréotypes au regard des hommes et des femmes dans tous les domaines par le biais d'une éducation et d'une sensibilisation ciblées. Les médias jouent un rôle central en l'espèce.

Les établissements scolaires sont également essentiels dans l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes. A l'école, les filles réussissent souvent mieux que les garçons et ont de ce fait une longueur d'avance sur ces derniers. Cette longueur d'avance ne se répercute cependant pas dans le monde du travail. Les stéréotypes fondés sur le sexe ont également un impact négatif au niveau de l'orientation scolaire des garçons et des filles. Il s'agit de contrecarrer cette situation. Nous soutenons les choix de carrières professionnelles au-delà des stéréotypes fondés sur le sexe.

La conciliation entre vie familiale et professionnelle, doit être promue par le biais d'une organisation du travail plus flexible et plus favorable aux familles et ce en vue d'offrir aux femmes et aux hommes de réelles chances de carrière et d'aboutir à l'égalité de traitement.

- Nous allons continuer à promouvoir l'accès des femmes à des postes à responsabilités via les soi-disant « actions positives ». Nous sommes en faveur de l'égalité de traitement et nous nous assurerons que celle-ci se concrétise.
- Ensemble avec les partenaires sociaux, nous allons examiner si des mesures seront nécessaires afin d'aboutir à l'égalité de traitement et dans l'affirmative quelles mesures il faudra prendre. La possibilité d'une réinsertion professionnelle après une pause consacrée à la famille par le biais de mesures spécifiques visant à la réinsertion sera également examinée.
- Nous allons continuer à viser, grâce à des rapports équilibrés entre les femmes et les hommes à tous les niveaux, l'accès des femmes aux postes de responsabilités au niveau de la politique, de l'économie, de la fonction publique, du monde financier et de l'industrie ainsi que dans le domaine de la technologie, des médias, de la culture et de la société. Nous entendons également suivre l'évolution en la matière.

### **Egalité des chances et prévention de la violence**

Le CSV s'engagera de manière encore plus ciblée dans la prévention de toutes les formes de violences et élaborera un plan national d'action. Nous devons porter notre attention de manière plus ciblée vers les personnes les plus vulnérables. L'accès anonyme à des services d'aide et d'assistance doit être amélioré, de même que la formation des professionnels œuvrant dans ce domaine.

- L'offre en termes de structures d'accueil pour les victimes doit être adaptée aux besoins. Les personnes particulièrement vulnérables telles que les demandeurs de protection internationale féminins, les femmes sans domicile fixe ainsi que celles bénéficiant de mesures de coopération doivent recevoir une attention accrue. Nous nous engageons à ce que la violence sexuelle lors des conflits armés soit reconnue comme crime de guerre. Dans le domaine de la politique de la coopération, nous nous engageons pour la mise en œuvre des droits de la femme.
- Des dispositions pénales relatives au harcèlement sexuel seront élaborées.

## **PRÉPARER LE PAYS AUX DÉFIS DE DEMAIN**

### **4.1. Aménagement du territoire**

Pendant les cinq dernières années, il n'y a pas eu assez d'efforts concrets dans le domaine de l'aménagement du territoire. Beaucoup de temps précieux a été perdu. Le besoin d'agir est partant grand. Ceci d'autant plus, qu'en avril 2018, le pays a franchi le cap des 600.000 habitants.

L'aménagement du territoire ne peut se permettre de courir après l'évolution démographique, de rester derrière elle.

A l'avenir, l'aménagement du territoire doit être abordé de manière concrète et cohérente. Les faiblesses sont à la fois de nature conjoncturelle et structurelle.

Au niveau structurel, il s'agit pour l'essentiel de déficits déjà connus qui pèsent d'autant plus lourd aujourd'hui :

- La possibilité de recourir à un arbitrage interministériel fait toujours défaut.
- Il manque des ressources financières substantielles pour mettre en œuvre une politique d'aménagement du territoire cohérente.
- L'interaction entre les décideurs locaux et nationaux (ministères, administrations) et la *conditio sine qua non* d'un aménagement de territoire réussi.
- Il manque également une vision transfrontalière au niveau de l'aménagement de territoire.
- Au niveau conjoncturel, la croissance rapide du pays a poussé l'aménagement du territoire à jouer un rôle passif. L'évolution territoriale n'a pas su suivre la croissance démographique.

Le CSV veut agir tant au niveau conjoncturel que structurel pour que le Grand-Duché soit du point de vue de l'aménagement du territoire prêt pour l'avenir.

Nos solutions au niveau structurel :

- L'aménagement du territoire doit être doté de ressources financières suffisantes pour pouvoir mettre en œuvre la politique souhaitée notamment par le biais d'incitations concrètes. Font partie de telles incitations, les subventions pour les communes.
- La priorité doit être accordée aux plans directeurs sectoriels qui doivent avancer ainsi qu'à la réforme territoriale qui y est associée. Celle-ci implique, en contrepartie, une réduction substantielle du nombre de communes.

Nos solutions au niveau conjoncturel :

- Il n'y a plus de temps à perdre au niveau de l'aménagement du territoire. A l'avenir, le développement spatial doit se concentrer sur la soi-disant épine dorsale centrale Nord-Sud. Il s'agit d'une part, de l'agglomération autour de la Ville de Luxembourg ainsi que de la région Sud qui vient s'y raccorder et d'autre part, de la vallée de l'Alzette et de la région de la Nordstad. Ce développement doit s'accompagner d'une offensive dans le domaine de la mobilité.
- Afin de pouvoir atteindre ces objectifs, il faudra que les acteurs dans le domaine de la mobilité - les responsables de l'administration des ponts et chaussées et ceux des transports publics - et ceux de l'aménagement du territoire unissent leurs forces et travaillent tous ensemble dans la même direction.
- Au-delà des l'épine dorsale Nord-Sud, il faudra également développer les zones rurales de manière cohérente et en particulier, les communes qui ont été identifiées comme « centres de développement et d'attraction (CDA) ». Ces communes pourront contribuer à soulager les agglomérations urbaines. Une attention particulière pourrait être accordée aux grandes communes proches des frontières en y créant davantage d'emplois dans ces communes. Une telle évolution permettrait d'endiguer partiellement le flux de circulation.

- La Nordstad doit enfin devenir réalité. Les obstacles au niveau politique doivent être surmontés pour que la Nordstad puisse enfin devenir la capitale régionale du nord du pays – avec Wiltz et Clervaux en tant que villes satellites dans l'intérêt de la population rurale.
- Le développement de l'épine dorsale centrale Nord-Sud doit être accompagné d'une offensive adaptée au niveau du logement. L'Etat doit s'impliquer dans ce contexte en tant que promoteur notamment dans le domaine de la création de logements locatifs. Ceci signifie que les politiques nationales de logement et d'aménagement du territoire doivent être coordonnées aussi étroitement que possible et les ministères respectifs doivent travailler en étroite collaboration.
- Afin que l'aménagement du territoire reçoive l'importance qu'il mérite face à une croissance soutenue, il doit s'accompagner de mesures fiscales, et ce notamment dans les domaines du foncier et de la consommation du foncier (à des fins non-agricoles).
- Au niveau communal, le développement territorial durable selon les principes de l'aménagement du territoire doit être récompensé financièrement. Ceci signifie que les petites communes rurales, qui doivent croître dans une moindre mesure, soient adéquatement récompensées, le tout conformément aux objectifs de la réforme territoriale.
- La région frontalière ne doit pas être négligée, alors qu'elle est devenue une sorte d'arrière-pays du Grand-Duché, de nombreux Luxembourgeois s'y étant installés. Des projets transfrontaliers dans le domaine de la mobilité doivent à l'avenir être cofinancés. Les projets routiers ne doivent pas, dans ce contexte, être exclus dès le départ.
- La région frontalière ne doit pas non plus être ignorée au niveau économique. En effet, des opportunités de synergies pourraient s'ouvrir ici pour certains clusters et domaines économiques pour lesquels le Grand-Duché ne dispose pas de surface suffisante.

## 4.2. Mobilité

Qui dit aménagement du territoire, pense automatiquement mobilité. Un temps précieux a été également perdu dans ce domaine. Le tramway ne peut et ne saurait à lui seul solutionner les problèmes en matière de mobilité dans le pays.

Actuellement, le Luxembourg compte un peu plus de 600.000 habitants et les prévisions du gouvernement tablent à moyen terme sur 1,1 millions d'habitants. Personne ne sait aujourd'hui, comment une telle croissance pourra être maîtrisée.

Les infrastructures routières sont déjà maintenant au bord de l'effondrement. Actuellement, la mobilité ne parvient à suivre ni le rythme de croissance économique ni celui de l'évolution démographique du pays.

Les défis pour l'avenir sont clairs :

- Le réseau routier autour de la capitale est désespérément saturé – une saturation qui s'étend aux heures de pointe jusqu'à un rayon de 20 kilomètres autour de la capitale.
- La saturation du réseau routier est également omniprésente dans la région Sud, la région de la Nordstad et à certains endroits du nord du pays lors des heures de pointe.
- Aux heures de pointe, les transports publics, qui pourraient constituer une alternative à la voiture, sont également bondés.
- Aux endroits sans couloirs de bus, les transports publics sont bloqués dans les bouchons ensemble avec le trafic individuel.
- Lors des heures de pointe, le réseau ferroviaire est au bord de l'étranglement aboutissant des retards.

Le CSV propose dès lors une nouvelle offensive, le « Mobil Offensiv » qui concerne tant le bus, que le train, le tram et le trafic individuel. Cette nouvelle initiative entend mettre en place des idées novatrices, qui, il y a un an à peine, auraient été inimaginables, mais qui, au vu de la croissance démographique et économiques persistantes, s'imposent carrément.

Parmi les mesures de l'offensive « Mobil Offensiv » on peut citer :

## **Tram**

- Après la liaison du Findel, Kohlenberg/Cloche d'Or et le Ban de Gasperich, une nouvelle étape en matière de liaisons au réseau devra être projetée en direction de Leudelange, Niederanven/Munsbach respectivement en direction de Sandweiler/Contern via la N1.
- La construction d'un « tramway rapide » de Luxembourg via Leudelange vers l'agglomération de Esch/Alzette doit être réalisée. Il s'agit d'une solution alternative au trafic individuel. Individuel.
- Au Kirchberg, la bifurcation du tracé du tram le long du siège CLT/RTL, avec une connexion avec la gare « pont Rouge », s'impose.
- L'extension du tracé en direction de l'ouest via Strassen, Bertrange et Mamer est une priorité absolue. Il reste une question à trancher : celle de savoir si la connexion avec Mamer se fera via la route d'Arlon ou si Mamer sera connecté grâce à un nouveau tracé périphérique via Hollerich.
- Sur le territoire de la capitale, un réseau de bus à haut débit doit permettre de connecter les différents quartiers périphériques entre eux, sans devoir passer par le centre-ville.
- L'offre en parkings-relais (P+R) devra être étendue parallèlement avec les différentes extensions du tramway.

## **Réseau ferroviaire**

- Les travaux relatifs à l'extension de la voie ferrée vers Bettembourg doivent être réalisés de manière plus rapide.
- Un bypass pour la liaison vers Bettembourg à hauteur de Howald-Cessange en direction de la Belgique devra être mis en place afin de décharger la gare centrale de Luxembourg.
- Un autre bypass a comme objectif de diriger directement le trafic ferré venant de l'est sur le réseau allant vers le nord du pays respectivement la gare « Pont Rouge ».
- Les gares Hollerich-Cessange et Ettelbrück devront être réalisées le plus rapidement possible.
- L'extension de la gare de Dommeldange est indispensable.
- La voie ferrée vers le nord devra à long terme être étendue à deux voies. Dans une première phase, il faudra réaliser une « voie d'évitement ».
- L'offre en parkings-relais (P+R) devra être étendue dans la mesure du possible, de sorte que toutes les gares disposent à l'avenir de tels espaces de stationnement.

De manière générale, il faudra que toutes les possibilités d'augmentation des capacités de l'ensemble du réseau ferroviaire soient exploitées et mises en œuvre.

## **Bus**

- Des « bus à très haut niveau de service (BNHS) » doivent circuler sur les grands axes routiers et ainsi constituer une alternative au trafic individuel.
- Des bus « express » doivent être mis en service aux heures de pointe afin de dans le but de rendre la circulation plus fluide en déchargeant le trafic individuel.
- De vastes parkings-relais (P+R) seront mis en place aux carrefours et connectés aux réseaux d'autobus régionaux.
- Le terminus des lignes d'autobus régionaux doit se situer à l'intersection avec le tram, afin d'endiguer le trafic au niveau du centre-ville.
- Dans la mesure du possible, les couloirs d'autobus devraient être aménagés de façon à ce qu'ils puissent être utilisés dans les deux sens aux heures de pointe.
- L'introduction à l'échelle nationale d'un système « Rufbus » dans les zones rurales doit permettre d'assurer la connexion vers les bus express.
- Le site internet « Mobilité.lu » doit également indiquer les correspondances de bus dans la région frontalière.
- De meilleures liaisons de bus transversales seront créées notamment dans les zones rurales afin de relier les différentes localités.

## Vélo

- Les liaisons entre les pistes cyclables communales, régionales et nationales doivent être mises en œuvre le plus rapidement possible.
- Les pistes cyclables doivent être davantage sécurisées afin que le nombre de personnes, qui envisagent sérieusement de passer de la voiture au vélo pour se rendre sur leur lieu de travail, augmente considérablement.
- Pour parcourir en toute sécurité et de façon rapide des distances plus longues entre deux localités, il faudra créer des soi-disant « autoroutes cyclables ».
- Des pistes cyclables doivent d'office être intégrées dans la planification de nouvelles infrastructures routières.
- Le vélo doit être considéré comme moyen de transport prioritaire dans le cadre de nouveaux quartiers ou projets urbanistiques.
- Un stationnement adéquat pour bicyclettes doit être prévu sur tous les parkings publics.
- Le Code de la route doit être adapté dans le but de promouvoir la cohabitation entre piétons, cyclistes et automobilistes.
- Une « M-Box » devra être installée au niveau de toutes les gares du pays.

## Voies routières

- La mise en place de contournements dans les localités suivantes: Luxembourg-Merl, Luxembourg-Cessange, Hesperange/Alzingen, Bascharage, Dippach, Diekirch, Ettelbruck/Feulen, Clervaux, Hosingen/Heiderscheid, Hoscheid-Dickt et Contern s'impose.
- A long terme, toutes les autoroutes devront être étendues à 3 voies par sens du trafic, la 3e voie pouvant être réservée, le cas échéant, au covoiturage aux heures de pointe. Les « bandes d'arrêt » ou de sécurité pourront être utilisées par les transports en public en cas d'embouteillage.
- Au niveau de certains tronçons du réseau routier, il faudra prévoir une voie de bus qui puisse être utilisée de manière alternée dans les deux sens.
- Une interdiction de dépassement pour les poids lourds sur les autoroutes entre 06h00-09h00 et entre 16h00 et 19h00 doit être envisagée.
- La faisabilité d'un nouvel accès/sortie dans les deux sens sur l'A7 à hauteur de Mersch/Schoenfels doit être examinée.
- La tangente ouest avec connexion à l'autoroute A6 doit être finalement être construite.
- La liaison avec Sélange (B) nécessite un nouvel avis.
- La N7 sera portée à 4 voies (avec des accès/sorties au lieu de carrefours et des voies d'esquive pour machines agricoles). Les travaux relatifs au contournement de Hosingen, qui est d'ores et déjà planifié, sera entamés de suite. L'extension à 4 voies suivra le plus rapidement possible.
- Nous nous engageons à soutenir les projets dans nos pays voisins qui permettront une connexion au réseau routier international.
- Nous soutenons dans nos pays voisins tous les projets routiers visant à améliorer les connexions aux réseaux routiers internationaux.
- Le contournement de Bascharage ayant été voté, le contournement de Dippach doit suivre logiquement.
- Un deuxième accès à la zone industrielle de Contern doit être construit, afin de décharger le Syrdall.

## 4.3. Logement

Au cours des dernières décennies, de nombreuses mesures fiscales et financières ont été prises afin d'aider les ménages à acquérir un logement. Malgré ces mesures, le nombre de logements au Luxembourg n'a pas pu être augmenté de manière satisfaisante.

Nous avons besoin d'une politique du logement à long terme courageuse et cohérente qui mise sur l'offre. En d'autres termes, d'une politique visant à mobiliser et à créer des logements.

Notre politique de logement doit également promouvoir une qualité de vie élevée. Les nouveaux projets de logements doivent s'intégrer harmonieusement dans le tissu urbain existant. Dans le cadre de nouvelles constructions en parti-



culier, il faudra tenir compte de la qualité de vie de tous les résidents et assurer une mixité sociale via une planification ciblée. Des espaces verts en quantités suffisantes, la protection de la vie privée, la promotion de la mobilité douce et la protection de notre patrimoine culturel devraient être les lignes directrices à suivre.

L'Etat, avec l'aide de la « Société Nationale des Habitations à Bon Marché » et « le Fonds du logement », ainsi que les communes devront assumer une plus responsabilité afin de calmer le marché du logement.

Le CSV propose le paquet suivant de mesures nouvelles :

- La création de logements sociaux, de logements pour personnes âgées, pour personnes handicapées et pour étudiants doit être soutenue.
- Les communes devront être soutenues de manière plus renforcée au niveau de la création de logements sociaux et à coûts modérés destinés à la location, et ce grâce à un nouveau « Pacte Logement 2.O. » et au « Fonds de dotation communale ».
- Nous voulons augmenter dans les prochaines années les aides étatiques pour la construction de logements sociaux destinés à la location.
- A l'avenir, les communes devront être aidées, conseillées, accompagnées et soutenues par une nouvelle société de droit privé. Cette nouvelle structure aura pour mission d'aider les communes sur le plan logistique lors de l'acquisition de foncier constructible et lors de la planification ; ceci jusqu'à la construction de logements. Cette structure pourrait également aider les communes à gérer ces logements. Des promoteurs privés pourraient en sus être chargés de la construction de logements afin de viabiliser les fonds fonciers en question.
- De nouvelles grandes zones accolées et destinées à l'habitat seront déterminées le cadre du « Plan sectoriel Logement ».
- Les terrains définis dans le cadre du « Plan sectoriel logement » devront être acquis à court terme contre paiement d'un prix raisonnable.
- Dans ce contexte, l'Etat doit pouvoir recourir à l'expropriation. Ce moyen ne saurait cependant être mis en œuvre qu'en dernier ressort. Les propriétés destinées exclusivement à des fins privées et les terrains à destination agricole ne sont pas concernés par l'expropriation.
- Nous sommes favorables à une densification plus élevée notamment à l'intérieur des nouveaux quartiers bien connectés aux transports publics.
- Dans le cadre de modifications futures des PAG, il est nécessaire de prévoir la possibilité d'une ouverture plus large du périmètre de construction.
- Les terrains non bâtis mais se trouvant dans le périmètre de construction, ainsi que les logements longtemps inoccupés pour des raisons de spéculation seront taxés de manière plus élevée via une taxe nationale.
- Le principe des contrats d'aménagement dits « Baulandverträge » continuera à être promu de même que la fermeture des « Baulücken » (terrains non utilisés) par le biais d'incitations fiscales, limitées dans le temps.
- La durée pendant laquelle les logements sociaux ne peuvent être vendus sera prolongée (le propriétaire du logement doit personnellement l'occuper). Au cas où le logement en question sera néanmoins vendu, ce sera le prix d'achat indexé qui s'appliquera.
- Les logements sociaux locatifs, construits par un promoteur public (FdL, SNHBM, commune,... etc.) et bénéficiant d'une subvention étatique à cet égard, doivent rester à long terme en possession de la collectivité. Le loyer est calculé selon les dispositions du règlement grand-ducal de 1998.
- Dans le cas de la construction d'un logement social par un investisseur privé, la période pendant laquelle le logement ne saurait être vendu est de 25 ans. Pendant cette période de 25 ans, le loyer doit être lié au prix de la « Gestion locative Sociale ». Dans le cas d'une vente après 25 ans, le prix du marché s'applique.
- Nous allons continuer de promouvoir la « Gestion locative Sociale » et allons la doter de ressources financières supplémentaires.
- Nous voulons augmenter le montant maximal pouvant être remboursé à titre de l'application directe du taux super-réduit de 3% en cas d'acquisition d'un premier logement par une jeune famille à condition que ce logement soit utilisé à titre de logement principal.

- Le principe de la location-vente sera introduit. Il s'agit d'aider les jeunes familles et les personnes à revenus moyens à devenir propriétaires. Le loyer payé comprend le montant de l'épargne pour l'achat subséquent et sera déduit du prix d'achat lors de l'acquisition du bien immobilier. Après une période de cinq à dix ans, le bien peut être acheté via un droit de préemption ou un droit emphytéotique.
- Nous allons créer un cadre juridique pour le « contrat de mise à disposition ». Ce nouveau type de contrat doit permettre la mise à disposition de structures sociales et autres structures d'accueil aussi longtemps que le recours à ce genre de structures s'avère nécessaire. Un tel instrument devrait permettre une meilleure affectation des structures en question.
- Nous voulons apporter davantage de transparence dans la masse des annonces immobilières, et ce grâce à une plate-forme harmonisée pour les annonces avec des informations détaillées à propos des biens en question via le « cadastre vertical » ainsi que grâce à des actes notariés portant sur des ventes antérieures.
- Toutes les procédures doivent être analysées et la loi sur la protection de la nature doit être revue en conséquence.
- Nous allons promouvoir de manière plus ciblée la construction de logements plus petits et plus adaptés. Chaque personne a droit à un logement approprié. Les autres formes de logements tels que p.ex. les cohabitations ou les logements intergénérationnels devront à l'avenir obtenir une base légale.
- Le degré de notoriété de la garantie de l'Etat pour un prêt immobilier auprès des jeunes doit être renforcé. Chaque personne, qui a atteint sa majorité, doit être informée par lettre de l'existence d'une telle mesure.
- Nous allons introduire le « Cadastre volumétrique ».

## DES STRUCTURES MODERNES POUR PLUS D'EFFICACITÉ

### 5.1. Réforme constitutionnelle

Le CSV reste convaincu de la nécessité d'une réforme constitutionnelle. Il est évident que nous allons adapter la loi fondamentale aux circonstances actuelles. Il existe un consensus politique sur le texte élaboré.

L'actuel projet de de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre des députés est synonyme d'un renforcement des droits fondamentaux et des libertés. La langue luxembourgeoise en tant que la langue du pays et « Ons Heemecht » en tant que hymne national sont ancrés au niveau du projet de réforme constitutionnelle. Le Grand-Duc conserve une place importante dans ce texte. Il symbolise l'indépendance et l'unité de notre pays. Le pouvoir judiciaire est démocratisé. Un conseil de la justice lui sera adjoint. Celui-ci aura son mot à dire dans la procédure de nomination des juges, ainsi que dans les procédures disciplinaires.

La Constitution est le socle de notre ordre social. Dès lors que la Constitution sera complètement refondue, les citoyens doivent être impliqués.

- Avant le premier vote constitutionnel, le texte de la Constitution sera présenté et discuté avec les citoyens lors de tables rondes organisées au niveau régional. Si des constatations pertinentes devraient en résulter, celles-ci devraient trouver leur traduction dans le texte. Ce n'est qu'à ce moment, que la Chambre des Députés procédera au premier vote constitutionnel. Ce texte sera ensuite soumis aux citoyens lors d'un référendum, lequel remplacera le deuxième vote constitutionnel. Si le résultat est positif, le pays disposera d'une nouvelle Constitution au cours de la prochaine législature.

### 5.2. Communes et aménagement du territoire

#### **Le Luxembourg a besoin de communes fortes et efficaces**

Tous les citoyens ont droit à des services communaux complets et efficaces. Une telle exigence ne saurait cependant être satisfaite par toutes les communes dans la même proportion. C'est la raison pour laquelle, nous avons besoin de communes moins nombreuses, mais plus fortes. C'est dans l'intérêt des citoyens.

- Nous allons refondre la loi communale et définir clairement les tâches qui incombent aux communes.
- Les administrations communales seront modernisées et les procédures administratives simplifiées.
- Toutes les communes doivent être en mesure de remplir leurs tâches de manière autonome et d'offrir à leurs citoyens les services de base.
- L'autonomie des communes à remplir leurs missions sont une conditio sine qua non pour la simplification et l'accélération des procédures administratives. Une réforme administrative et une modernisation du pays s'imposent dès lors.
- Le secteur communal sera étroitement associé au réaménagement territorial. Nous voulons des nouvelles fusions avec les communes et non contre elles.
- Nous allons créer une plateforme de partenariat entre l'Etat et les communes. La voix des communes sera respectée. Une nouvelle cartographie des communes sera préparée en concertation avec le secteur communal, et ce dès le début de la nouvelle période législative. Les travaux se baseront sur les coopérations communales existantes et prendront en compte les réalités historiques, géographiques et culturelles. Les coopérations ainsi créées et renforcées seront développées et aboutiront d'ici 2029 à des fusions.
- Les projets de fusions respectivement les fusions qui sont en voie d'élaboration continueront à être soutenues, mais ils devront s'inscrire dans le concept global de l'aménagement du territoire.
- Le statut du bourgmestre sera renforcé dans le cadre d'un nouveau réaménagement du territoire. Nous voulons des bourgmestres à temps plein.
- Nous entendons abolir le double mandat de député et de bourgmestre dans le cadre de la réforme territoriale.

- Nous proposons la création d'une nouvelle représentation statutaire des bourgmestres. Cette représentation disposera d'un droit de parole étendu en ce qui concerne les questions importantes de politique communale.
- En raison de la réorganisation territoriale et de la restructuration administrative du pays, il y aura lieu d'établir un ordre financier communal qui soit équitable et d'élaborer des propositions de réformes correspondantes. Le financement public des communes devra tenir de la composition de la population et de la surface.
- La loi sur les finances communales devra immédiatement être réadaptée afin de tenir compte des exigences des communes rurales à grandes surfaces ainsi que des communes ayant des zones d'activités commerciales.
- Les fusions s'accompagneront d'un soutien financier durable de l'Etat.
- La réforme territoriale dans son ensemble doit à la fin du processus être soumise à référendum.

### **Les communes au service des citoyens**

- Parallèlement au renforcement du secteur communal, nous allons réformer l'autorité de tutelle administrative afin d'aboutir à une diminution des « actes soumis à approbation ».
- Nous allons réformer la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, simplifier et accélérer la procédure des plans d'aménagement (PAG) et les procédures d'autorisation de constructions.
- Le CSV introduira une « délégation de signature » afin d'augmenter la flexibilité au niveau de des administrations communales.
- Nous allons revoir les conditions de recrutement du receveur communal et du secrétaire communal.
- Les services sociaux doivent être maintenus et renforcés dans les communes de 6.500 habitants ou plus. Les membres du conseil échevinal doivent avoir la possibilité d'être représentés dans les organes de décisions des offices sociaux.

### **La réforme des services de sécurité sera évaluée**

Le CSV accueille favorablement le principe de la réforme des services de secours et a soutenu la mise en place du CGDIS. En ce qui concerne la question du financement, le CSV avait proposé une autre voie que celle empruntée. Nous allons effectuer un bilan intermédiaire de la réforme et revoir dans ce contexte les aspects financiers.

## **5.3. Communautés religieuses**

Pour le CSV, l'exercice public de la religion est et demeure un élément important d'une société ouverte et tolérante, attachée à des valeurs communes.

- Nous allons consacrer et garantir la liberté religieuse et son exercice public dans la Constitution. Les relations entre les communautés religieuses, les communautés philosophiques et l'État seront régies par des conventions.
- Nous allons également continuer de définir à l'avenir les modalités de financement en nous fondant sur des critères objectifs. Ceci dans le respect de l'ordre fondamental libéral-démocratique.
- Avant l'entrée en vigueur de la réforme constitutionnelle, les relations entre les églises et l'État doivent être définies par la loi. Nous avons besoin d'un cadre légal qui détermine les devoirs et les droits des acteurs impliqués. Une telle loi œuvrera pour une grande sécurité juridique. Le CSV déposera de manière prioritaire un tel texte en la matière et le soumettra rapidement au vote pour ne pas retarder inutilement l'entrée en vigueur de la réforme constitutionnelle.

Les communes doivent être capables de cofinancer des rénovations d'églises

En 2013, le CSV s'était déjà exprimé en faveur d'une modernisation des fabriques d'églises.

- Le CSV n'abolira pas la loi du 13 février 2018 sur le fonds national des biens du culte catholique («Kierchefong»). Cependant, le CSV procédera à des modifications ponctuelles et, le cas échéant, à des corrections.
- Le CSV maintient son opinion que les communes devraient avoir la faculté de participer financièrement aux frais d'entretien ou de rénovation des bâtiments d'église. Nous nous prononçons en faveur de la possibilité pour les communes de financer certains projets déterminés.

- Une convention entre le « Kierchefong » et les communes doit fixer les modalités de la participation financière des communes.
- Le CSV soumettra le cours « Vie et Société » (VISO) dans l'enseignement primaire et secondaire à une évaluation critique. D'éventuelles adaptations devront se faire dans le dialogue avec les parties prenantes et les communautés religieuses concernées.
- Nous regrettons que la proposition des différentes communautés religieuses d'introduire un cours de religion interconfessionnel comme alternative au cours de l'Education aux valeurs ait été ignorée. Un tel cours en commun aurait pu contribuer à une meilleure entente interconfessionnelle. L'importance de la transmission de connaissances sur les religions doit être valorisée dans le cadre du cours « Vie et Société », et ce en collaboration avec les communautés religieuses reconnues.

## 5.4. Presse

Le respect de la presse et de la liberté d'opinion forment des indicateurs utiles d'une démocratie. Nous soutenons le principe du pluralisme de la presse, principe qu'il y a lieu de maintenir.

- Nous réviserons la législation et la réglementation en matière d'aide à la presse afin de les adapter aux réalités actuelles du paysage médiatique et à l'évolution du comportement des consommateurs. Le financement public de la presse ne saurait se limiter à la presse écrite. Nous avons besoin d'un cadre légal général.
- Pour le CSV, le subventionnement étatique de la presse devra viser à préserver le pluralisme. Outre le critère de la liberté d'opinion, l'attribution de l'aide financière devra également tenir compte de la pluralité de la société. Les conditions relatives à l'obtention d'une aide financière publique seront complétées respectivement modifiées en ce sens. Ceci vaut par exemple pour la clause linguistique du système actuel d'aide à la presse.
- Le droit d'accès à l'information pour les journalistes sera redéfini dans le cadre d'un dialogue avec les représentants des médias. Il s'agit de s'assurer que les droits des journalistes n'entrent pas en conflit avec les droits personnels et les libertés individuelles.
- Nous allons réexaminer de manière critique les dispositions de la circulaire dite « Bettel » et élaborerons un projet de texte, qui améliore l'accès à l'information tout en garantissant une la sécurité juridique.

## 5.5. Fonction publique

### **Pour une administration moderne et de qualité au service du citoyen**

Les citoyens et les entreprises ont droit à un service public efficace et de bonne qualité. Par conséquent, dans tous les domaines un service de qualité et facilement accessible doit être offert.

Les administrations publiques sont au service des citoyens et du pays. La neutralité, l'efficacité et la transparence les caractérisent.

- Nous favoriseront en priorité l'échange entre le citoyen et l'État. Le CSV continuera à moderniser l'administration. Tous les processus administratifs devront être rapides et facilement accessibles. Le portail « guichet.lu » sera élargi. Il s'agit également d'un élément important de la stratégie « e-Government ». Le processus de la simplification administrative devra être repris et structuré. La réforme administrative doit être un processus fondamental.
- Le CSV souhaite une modernisation conséquente de l'administration, accompagnée de mesures de coordination organisées, d'une gestion de la qualité et d'un développement de la stratégie « e-Government ».
- « eGovernance » favorise une meilleure interaction entre toutes les institutions publiques (ministères, administrations, communes), les citoyens et les entreprises. Il en résulte une interaction simplifiée, plus efficace, plus pratique et plus rapide avec les autorités publiques. L'utilité d'un tel instrument ne se résume pas uniquement en une meilleure offre de services publics. Les effets de synergie de la modernisation vont également avoir un impact positif sur l'organisation interne des différentes administrations.
- La législation budgétaire devra être réexaminée dans ce contexte pour vérifier si elle satisfait toujours aux exigences actuelles en matière de gestion moderne.

- Le CSV respectera l'accord partiel conclu entre le Gouvernement et la CGFP quatre mois avant les élections. Le contenu et l'organisation du stage ainsi que sa durée dans les différentes carrières nécessiteront des négociations supplémentaires. Une bonne formation et une formation continue de qualité sont les conditions préalables à une administration performante, compétente et efficace.
- Afin de remédier aux problèmes de recrutement dans la Fonction publique, le CSV recourra à des campagnes d'information dans les écoles ainsi que dans l'espace public. Les profils professionnels devront motiver les élèves à poursuivre des études spécifiques et à s'orienter vers les professions y afférentes.
- Si toutefois, dans certains secteurs professionnels, des spécialistes s'avèreraient nécessaires, et qu'il serait difficile voire impossible de les recruter sur notre marché de l'emploi, nous allons identifier les postes en question dans le dialogue et proposerons des procédures de recrutement appropriées.
- La neutralité de la fonction publique devra être respectée, car elle constitue un pilier important du travail de l'administration publique.
- Nous réformerons la formation dans la Fonction publique.
- Nous créerons des postes politiques temporaires sous la responsabilité directe des membres du Gouvernement (« cabinet ministériel »). Un tel cabinet assisterait le ministre dans son travail, sans pour autant remettre en cause le principe de neutralité de l'administration.
- Les primes d'Etat seront également examinées afin d'éliminer certaines incohérences. Une fonction d'analyse et d'audit interne sera introduite, à laquelle il pourra être recouru pour analyser le travail administratif et le rendre plus efficace.

## VIVRE ENSEMBLE

### 6.1. Justice

#### **Pour un système judiciaire efficace et accessible**

Le CSV œuvre en faveur d'un système judiciaire efficace et facilement accessible. Les citoyens ont le droit de voir leurs affaires évacuées dans un délai raisonnable.

La révision de la procédure judiciaire (« procédure de mise en état ») et la promotion de la numérisation de la justice (« justice sans papier ») seront une priorité absolue à cet égard. Les compétences du juge unique devraient également être discutées.

Les jugements sous forme « anonyme » (jugements sans indication des noms des parties), de même que tous les textes juridiques sous forme thématique et coordonnée, devraient être publiés.

Le programme de recrutement actuel des juges sera revu au-delà de l'année 2021 (moyen terme) et, si nécessaire, le nombre de juges sera augmenté.

Les juridictions administratives devraient être compétentes non seulement en matière de litiges dans le domaine des impôts directs, mais aussi pour ceux impliquant le domaine des impôts indirects.

#### **Le CSV poursuivra une politique judiciaire au service de la société**

- Pour le CSV, l'intérêt supérieur de l'enfant est au centre de ses préoccupations. La loi sur la filiation garantira dès lors l'égalité juridique de tous les enfants.
- Nous donnerons à la procréation médicalement assistée un cadre légal. Les droits et le bien-être de l'enfant doivent primer sur le droit à l'enfant. Nous nous prononçons contre la commercialisation du corps féminin.
- La réforme de la loi sur la protection de la jeunesse, qui est pendante devant la Chambre des Députés, sera poursuivie et la législation régissant la tutelle sera réformée.
- Le CSV révisera la nouvelle loi sur le divorce. Le CSV s'est clairement prononcé pour le maintien de la faute en cas d'inconduite grave comme cause du divorce. Le divorce pour faute coexisterait ainsi à côté du divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales et du divorce par consentement mutuel. Bien que les enfants doivent pouvoir être entendus, ils ne devraient pas devenir parties au divorce de leurs parents. Nous allons, en outre, empêcher que les personnes, en principe les femmes, qui se sont occupées de la famille pendant le mariage tombent dans la pauvreté après le divorce.
- Le CSV va réintroduire le livret de famille.
- Nous nous prononçons également pour la possibilité d'une carte d'identité sans distinction du genre.
- Nous allons inscrire l'infraction de voyeurisme dans le Code pénal.
- Nous allons étendre l'interdiction de la dissimulation du visage à l'ensemble de l'espace public. En outre, nous allons ériger en infraction le fait de contraindre une personne à dissimuler son visage.

Le CSV renforcera la protection des citoyens

Il convient de combattre de manière plus efficace, plus systématique et plus rapide la cybercriminalité et la criminalité économique. Par conséquent, la police judiciaire et le ministère public doivent être dotés de plus de ressources et d'enquêteurs bien formés.

- La vidéo-surveillance dans l'espace public sera élargie de manière intelligente aux endroits où une telle surveillance a du sens.



- Nous allons moderniser le Code pénal et le Code de procédure pénale. Le CSV renforcera la présomption d'innocence: les procureurs et les juges d'instruction devront à l'avenir informer endéans un laps de temps déterminé les personnes concernées sur l'état des enquêtes et des procédures en cours. Les enquêtes ne pourront, en outre, être poursuivies que sur base d'un avis motivé.
- Nous continuons à soutenir l'introduction d'avertissements taxés pour les infractions mineures. Celles-ci doivent pouvoir être traitées de manière plus rapide grâce aux amendes forfaitaires.
- Le CSV met de manière renforcée l'accent sur la prévention et le travail de proximité.
- Nous allons introduire la prérogative de pouvoir expulser ou de faire déguerpir des gens en cas de troubles d'ordre public (« Platzverweis »).
- Nous allons également élargir les attributions des agents municipaux. La formation de ces agents sera révisée et améliorée. Nous aspirons à une coopération entre les agents municipaux et les agents de police.

### **Réformes ponctuelles**

- Le CSV plaide en faveur d'une augmentation du nombre d'études de notaires. Le nombre actuel d'études de notaires, calculés par rapport à la population actuelle, est insuffisant. Nous voulons que les notaires soient également à l'avenir en mesure de conseiller de manière professionnelle leurs clients.
- Nous envisageons le renforcement du droit de la concurrence via un contrôle facultatif ex ante des groupements économiques et l'augmentation du nombre d'agents au service du conseil de la concurrence.
- Le CSV soutient l'introduction d'actions collectives dans le domaine de la protection des consommateurs.
- Les législations sur les associations sans but lucratif (a.s.b.l.) et les fondations seront réformées.
- Le CSV entend continuer la modernisation du droit commercial pour garantir la sécurité juridique et pour pérenniser l'attractivité du Luxembourg comme centre d'affaires. Nous poursuivrons la réforme du droit des faillites.
- Le CSV a soutenu la législation du cannabis à des fins thérapeutiques. Les récentes études scientifiques ont démontré l'intérêt du cannabis comme thérapie complémentaire dans le cadre de certaines maladies. Dans les circonstances actuelles, le CSV rejette cependant la légalisation du cannabis à des fins récréatives. En raison de la législation existante en la matière dans nos pays voisins une telle légalisation aboutirait à des obstacles pratiques insurmontables et nous exposerait au « tourisme de la drogue ». Nous préconisons cependant une analyse de la situation actuelle et restons ouverts à toute discussion ultérieure.

## **6.2. Police**

### **La sécurité est un droit civil et fait partie de la qualité de vie**

La proximité et la prévention sont et restent des missions fondamentales de notre police. S'y ajoutent une présence visible sur le terrain et un contact direct ainsi que des échanges avec les citoyens. Pour le CSV, la proximité s'étire comme un fil rouge à travers le travail de la police et constitue une garantie des libertés individuelles. Compte tenu des exigences quotidiennes, nous améliorerons et définirons de manière fondamentale les missions, les moyens, et la formation des policiers.

- Le CSV exige la présence de la police en particulier dans les zones rurales : « Expansion plutôt que démantèlement » telle pourrait être notre devise.
- La mesure du « Platzverweis » ne doit pas uniquement donner aux agents de police les moyens juridiques nécessaires pour l'accomplissement de leurs missions de prévention, mais elle doit également donner au citoyen un véritable sentiment de sécurité. Cette mesure permet à la police d'intervenir avant qu'une infraction ne soit commise en premier lieu.
- Le CSV analysera de manière précise les moyens légaux et les ressources humaines de la police judiciaire et améliorera, le cas échéant, le texte sur l'organisation policière.
- Nous devons faciliter ponctuellement l'accès aux bases de données disponibles par les agents de sécurité, dès lors qu'il s'agit d'éclaircir ou d'éviter de graves crimes.
- Le CSV estime également que, dans l'esprit de proximité, la région Luxembourg devrait conserver une antenne locale.
- Le CSV soutient en outre la possibilité d'un recrutement direct pour la police judiciaire en offrant des conditions de travail attrayantes et de meilleures perspectives de carrières.

- Le CSV poursuivra l'ensemble du processus de recrutement auprès de la police et empruntera de nouvelles voies. Le CSV engagera en particulier davantage de personnel administratif afin de décharger les agents policiers, qui pourront ainsi se concentrer sur leurs véritables missions. Nous entendons également avoir recours à un personnel en civil compétent pour permettre à la police de faire face aux exigences de qualité croissantes.

Afin de garantir une sécurité plus efficace dans les trains, dans les bus et dans les gares, nous soutenons la création d'une unité de police pour les transports publics, sur le modèle de la « Police de la route » existante.

### 6.3. Sécurité routière

Pour le CSV, plus de sécurité sur nos routes est et demeure un objectif primordial.

- La sensibilisation systématique de tous les usagers sera poursuivie.
- Les contrôles par les agents de la sécurité continuent à être un moyen efficace dans le sens d'une plus grande sensibilisation.
- Les points dangereux, notamment au niveau du réseau routier, doivent être neutralisés.
- Les aspects sécuritaires doivent être pris en compte dès la planification dans le cadre de nouveaux projets d'infrastructures.
- Les initiatives « shared space » doivent être soutenues.

## **GÉRER LA CROISSANCE DE MANIÈRE RESPONSABLE**

### 7.1. Développement durable

Notre pays est engagé dans un processus de croissance et de transformation sans précédent. Un tel processus nous place devant une grande responsabilité au vu du développement durable économique du pays et des conséquences pour la qualité de vie y afférentes pour les générations actuelles et futures.

En ce qui concerne la garantie d'une économie circulaire efficiente, d'une gestion responsable de la protection du climat et de l'approvisionnement de l'eau, des actions au niveau politique sont de plus en plus requises.

Le CSV est en faveur d'actions cohérentes et d'objectifs bien définis dans l'intérêt de la nature et des citoyens.

### 7.2. Economie circulaire et réduction de déchets

Concernant la gestion des déchets, le CSV tient à donner la plus haute priorité à la prévention des déchets et à leur réutilisation. L'Etat et les Communes sont responsables et servent de modèle dans ce domaine. L'ensemble de la thématique relative au gaspillage des ressources et à la prévention des déchets doit être intégré de manière renforcée au niveau de la réglementation générale. Ces thèmes doivent également être abordés au niveau de l'école, afin que les jeunes générations prennent conscience de cette problématique.

- Nous voulons atteindre un taux de recyclage national de l'ordre de 65%.

L'évolution d'une logique d'élimination pure et simple vers une utilisation plus circulaire des matériaux et ressources (« circular economy »), liée à la croissance de la population voire un développement économique positif, constitue la base pour de nouvelles branches économiques ou celles-ci sont en pleine croissance.

Nous apportons une grande attention au recyclage des éléments nutritifs.

- Nous allons promouvoir la récupération de nutriments à partir des eaux d'égout et leur réinjection dans l'agriculture, et ce dans le sens de l'économie circulaire.
- Tout projet de construction doit être accompagné pour les matériaux utilisés d'un concept de réutilisation et de gestion des déchets.
- Le CSV veut soutenir de manière concrète les entreprises et les initiatives innovantes et ainsi favoriser leur propre dynamique. Ceci vaut surtout pour les nouveaux acteurs (boutiques secondhand, Repair-Cafés, vente sans emballage superflu... etc.) tout comme pour le recyclage des déchets « classiques ». La stratégie européenne « European Strategy for Plastics in a circular economy » initiée par la Commission européenne, tout comme les mesures de l'UE pour l'économie circulaire, serviront d'orientation en la matière et leur mise en œuvre doit être promue. Les emballages plastiques doivent être réduits de manière continue.

Nous entendons supporter et développer des initiatives comme les systèmes CUP bien connus, qui remplacent les gobelets jetables, ainsi que les initiatives comme l'ECO-BOX pour remplacer les assiettes et les coquilles jetables, afin de réduire les déchets jusqu'à moins de 100 kg par personne par année d'ici 2025. La production et la consommation de « single-use plastics » doivent être strictement réglementées et soumises à une taxation élevée afin de minimiser l'utilisation de ces matériaux synthétiques tout comme leur impact négatif sur la nature et l'environnement. Des partenariats internationaux ainsi que des initiatives européennes dans ce domaine doivent être soutenus.

- La collecte de matériaux recyclables doit être étendue à des groupes et espèces supplémentaires. La loi du 28 mars 2012 sur la gestion des déchets et le plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) représentent le cadre pour continuer la politique des déchets menée depuis des décennies et couronnée de succès. Une responsabilité particulière incombe dans ce domaine aux communes et aux syndicats. Le principe du pollueur-payeur ainsi que les lé-

gislations nationales et européennes déjà en place devront être mises en œuvre de manière conséquente dans toutes les communes du pays.

En vue d'une offre harmonisée pour tous les ménages et entreprises dans tout le pays, nous devons offrir partout les mêmes services de base pour la gestion de déchets. (e.a. collecte de matières recyclables comme le papier, verre, emballages, accès aux parcs de recyclage). Une attention particulière sera fixée sur la mise en place de la tonne de bio-déchets (« tonne brune » pour déchets ménagers)

- Dans le sens d'un service harmonisé à tous les ménages et les entreprises du pays, il écherra d'offrir les mêmes prestations de base en matière de gestion et de traitement des déchets (e.a. collecte de bois, de matériaux recyclables tels que papier, verre, accès aux sites de recyclage). Une attention particulière sera portée à l'introduction de la collecte des résidus verts ou organiques (« poubelle marron » pour les déchets de cuisine).
- Dans les communes où elle est déjà en place, nous souhaitons par le biais d'une initiative (« Biomüllinitiative ») multiplier le recours à la collecte de déchets organiques. En outre, lors de la réorganisation de l'aménagement territorial, il échet d'intégrer les décharges de débris de construction dans un plan national.
- Nous entendons de surcroît promouvoir la réutilisation des déchets de construction dans la perspective d'une économie circulaire.
- L'interdiction d'incinération générale, qui existe pour les coupes vertes, devrait être à une révision ponctuelle. Une telle révision devrait se baser sur les expériences faites depuis son entrée en vigueur et en collaboration avec les agriculteurs et les viticulteurs.

En cas d'un emploi approprié de toutes les mesures qui consistent à éviter les déchets et à recycler, les coûts de traitement des déchets résiduels vont baisser et une taxation structurée, échelonnée et motivée des communes peut les répercuter aux citoyens de manière avantageuse. Parmi les solutions appropriées, on peut citer p.ex. une extension de l'offre en matière de conteneurs et/ou un système de collecte et de facturation (Système Idnet avec pesage des tonnes par un chip) qui tient compte du principe du pollueur payeur.

- Le CSV soutiendra les Initiatives européennes en matière de lutte contre les obsolescences programmées.

### 7.3. Eau

Nous devons utiliser la ressource eau de façon optimale et œuvrer afin que l'eau potable puisse être remplacée, là où cela s'avère possible, par l'eau pluviale partout. De cette manière, nous pourrions parvenir à réduire considérablement la consommation d'eau potable par personne. L'eau potable de haute qualité ne doit plus être gaspillée dans les processus industriels. Dans ce domaine, nous devons développer des concepts alternatifs selon les besoins des industries respectifs.

Les eaux usées traitées, qui répondent à des critères hygiéniques spécifiques, devront de plus en plus être utilisées pour des besoins d'irrigation ou de refroidissement. Les eaux résiduaires éventuelles doivent être traitées selon des traitements qui répondent aux meilleurs critères possibles, afin que la qualité de nos eaux corresponde le plus rapidement possible aux exigences de la directive-cadre sur l'eau de l'UE.

- Nous allons nous engager en faveur de projets de renaturation raisonnables, afin que l'état de nos fleuves soit bon et proche de l'état naturel de nos fleuves. Les eaux renaturées constituent un terreau propice au développement spontané de la flore et de la faune. Ils sont d'importants fondements pour contrer la perte de la biodiversité. Ils représentent, en outre, une protection efficace et peu coûteuse contre les inondations et sont des espaces de loisirs importants.
- Il est essentiel de continuer à miser sur une protection constante de la qualité et de la quantité des eaux souterraines. Des zones de protection de l'eau potable supplémentaires doivent être désignées et les programmes de mesures y afférents mis en œuvre. À cette fin, il faudra miser sur une bonne coopération entre le monde agricole et les fournisseurs d'eau.
- Le « plan de sécurité de l'eau », nécessaire pour garantir la qualité de l'eau jusqu'à l'utilisateur final (extraction, traitement et distribution), doit être mis en œuvre par tous les syndicats responsables pour l'eau potable.

– Le Luxembourg aura, en outre, besoin d'une deuxième usine de traitement de l'eau. Comme les réserves d'eau souterraine ne peuvent plus assurer une captation plus poussée, il faudra recourir au traitement des eaux de surface. Dans cette perspective, une filtration de rive de l'eau de la Moselle constitue une possibilité. Le CSV entend promouvoir la réalisation d'une usine de traitement sur la Moselle et élargir systématiquement le réseau d'approvisionnement, assurant ainsi la sécurité d'approvisionnement du Luxembourg.

### **Extension du réseau des stations d'épuration**

- En raison de la croissance rapide de la population, de la création d'emplois et de l'augmentation du nombre de frontaliers, une adaptation des stations d'épuration existantes s'impose. Les nouvelles stations, qui sont projetées, doivent tenir compte de cette croissance. L'agrandissement rapide des installations existantes ainsi que la construction de nouvelles installations dotées de réserves suffisantes devraient permettre une bonne qualité de nos eaux. La 4ème étape de purification (élimination des micropolluants) doit immédiatement être mise en œuvre en ce qui concerne les installations de plus de 100.000 unités de population (EH). Les subventions pour les stations de traitement des eaux usées seront vérifiées et ajustées. Les installations de moins de 100.000 unités de population seront équipées d'une quatrième étape à moyen terme (10 ans).
- Les rejets potentiels de métaux lourds, de produits chimiques industriels et de résidus de médicaments, ainsi que les pollueurs à grande échelle, devront assumer leurs responsabilités et obligés de neutraliser leurs eaux usées avant que celles-ci ne soient introduites dans le réseau d'égout public. Le niveau de ces eaux doit correspondre au moment de l'introduction dans le réseau d'égout public à celui des ménages.
- Dans le secteur des eaux usées, il faudra tenir compte, outre les critères de qualité, des considérations économiques lors du choix des concepts de traitement et des dimensions des raccordements des stations d'épuration. En fonction de la capacité d'absorption des eaux réceptrices, il peut être préférable de combiner plusieurs installations de stockage locales dans une station d'épuration centrale. Cela permet des processus de clarification plus stables et une clarification étendue simplifiée (4ème étape). Les procédures d'autorisation dans ce domaine devraient être encore simplifiées.
- Les récentes inondations dues aux fortes pluies devraient susciter de nouvelles réflexions dans le contexte du problème actuel des eaux pluviales. L'accent devrait être mis de plus en plus sur la rétention efficace et rentable dans le domaine de l'eau.
- Le problème des boues d'épuration doit être résolu au niveau national avec les acteurs respectifs et à travers une coopération transfrontalière. Le CSV s'engage pour une solution globale.
- Une refonte des aides accordées par l'État dans le secteur des eaux usées s'impose. Les subventions au titre d'investissement initial doivent prendre en compte les coûts réels. Les subventions forfaitaires seront réexaminées et ajustées en tenant compte des prix réels du marché afin de correspondre aux circonstances locales. Les périodes de financement seront examinées. Tous les syndicats auront droit à un traitement équivalent en ce qui concerne les subventions pour les bâtiments administratifs.

Une extension rapide des installations existantes et la construction de stations d'épuration des eaux usées supplémentaires devraient contribuer à protéger nos eaux et à améliorer leur qualité. Il sera également indispensable de doter les grandes installations d'une étape de traitement supplémentaire (élimination des résidus de médicaments et des produits chimiques domestiques et industriels).

En plus, la législation nationale devrait permettre de décréter des directives claires en l'espèce et obliger les acteurs susceptibles de jeter dans les canalisations publiques des métaux lourds, des produits chimiques industriels et des produits pharmaceutiques, ainsi que des résidus de médicaments, à neutraliser ces substances avant leur rejet dans les égouts.

### **Mettre l'accent sur l'innovation en matière d'approvisionnement en eau potable**

- L'approvisionnement en eau, l'assainissement des eaux usées, la désignation et le contrôle des zones de protection des eaux deviennent de plus en plus complexes et les communes ne sont le plus souvent plus en mesure de répondre aux exigences. Par conséquent, nous estimons nécessaire de fusionner ces tâches et de charger des syndicats régionaux en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement de l'accomplissement de celles-ci.

- Nous allons réduire considérablement le nombre de ces syndicats. Seuls des syndicats disposant de suffisamment de personnel sont en mesure de gérer leur travail de manière convenable. En l'espèce, l'État et les municipalités devraient chacun avoir une part de 50% dans ces structures, à l'instar du Sebes. Il est ainsi possible, de regrouper et d'étendre les compétences existantes de manière judicieuse et de les faire bénéficier à tous les citoyens. Les syndicats d'assainissement devraient, outre l'exploitation de la station d'épuration, ajouter à leurs missions la maintenance et le contrôle préventif ainsi que la surveillance en ligne des réseaux d'égouts pour que des goulots d'étranglement et la contamination puissent être rapidement détectés et remédiés.
- Nous continuerons à promouvoir l'harmonisation du prix de l'eau. A moyen terme, toutes les tâches devraient être centralisées dans un seul syndicat afin d'introduire un prix de l'eau uniforme par secteur. La possibilité d'introduire un prix de l'eau socialement progressif sera discutée avec la Commission européenne.
- Nous allons introduire des mesures compensatoires pour les communes. Nous analyserons l'opportunité d'une subvention pour les communes dont les coûts en termes d'eau et d'eaux usées sont plus élevés en mètres cubes que le prix maximum prévu de sept euros par mètre cube à facturer aux ménages.

Dans les secteurs de l'industrie et des services, ainsi qu'au niveau de la consommation domestique, nous allons mettre davantage l'accent sur les technologies innovantes afin de réduire les besoins en eau potable. Au niveau des nouveaux grands quartiers d'habitations, qui seront développés par des promoteurs publics, nous soutiendrons les projets visant à traiter les eaux grises accumulées (douche, évier, lave-vaisselle...) avec les eaux pluviales et à les réutiliser pour les chasses d'eau, l'irrigation des jardins, etc.

- En ce qui concerne l'implantation de nouvelles entreprises industrielles, le CSV ne souhaite promouvoir et subventionner que les mesures qui vont au-delà de l'état actuel de la technique, récompensant ainsi les solutions innovantes.

## 7.4. Protection des sols, pollution lumineuse et protection contre le bruit

Le sol constitue pour les hommes une ressource vitale qui ne saurait être remplacée. Il joue un rôle important comme source de substances nutritives et grenier pour la production agricole. Il est aussi indispensable pour la conservation de la biodiversité.

- Le CSV s'engage à limiter l'utilisation des sols tout comme leur imperméabilisation et à prévenir l'érosion des sols en soutenant des pratiques agricoles durables et innovantes.

Les activités humaines et économiques impliquent une forte utilisation de la lumière, de telle sorte qu'il est possible de parler d'une véritable « pollution lumineuse ». Des conséquences significatives et néfastes sur notre écosystème et sur notre santé sont indéniables. La pollution lumineuse nuit non seulement aux humains mais aussi à la faune et à la flore.

- Afin de réduire les coûts énergétiques, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique, de réduire la pollution lumineuse mais aussi d'assurer la sécurité des citoyens, le CSV soutiendra la conversion vers des systèmes d'éclairage intelligents.

Pour tous les projets d'infrastructure nécessaires, il faudra limiter le bruit qui en résulte.

- L'objectif du CSV est d'utiliser la multitude de possibilités techniques, en particulier au niveau du trafic routier et aérien, mais aussi dans l'industrie et la construction, afin de contribuer à la protection active et passive du bruit.

## 7.5. Politique climatique et énergétique

### **Respecter les objectifs climatiques**

Le CSV soutient les objectifs convenus dans l'accord de Paris sur le climat et s'engagera en faveur de leur mise en œuvre. Nous réviserons régulièrement le plan national sur le changement climatique en tant que document dynamique et conduirons le Luxembourg vers une sortie à moyen terme des énergies fossiles et à la promotion des énergies renouvelables avec des objectifs bien définis.

- Le CSV vise une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 40% (par rapport à 1990) d'ici 2030, ainsi qu'une limitation du réchauffement climatique d'au moins deux degrés. Les bâtiments publics et municipaux doivent être conçus et construits de manière neutre en termes de CO<sub>2</sub>.

Le changement climatique affectera également aussi les précipitations. Au-delà, le risque que les eaux d'inondation se mélangent eaux usées et autres substances dangereuses joue un rôle important. Les communes et les syndicats devront continuer à être conseillés et soutenus financièrement afin de mettre en place des mesures d'adaptation.

La réduction des gaz à effet de serre ne peut être atteinte qu'en dissociant la dépendance directe de la production des combustibles fossiles. Une telle dé-carbonisation du marché de l'énergie va de pair avec une plus grande efficacité énergétique et une augmentation substantielle de la part des énergies renouvelables.

- Le CSV vise à augmenter de manière significative la part des énergies renouvelables d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif, les dispositions légales doivent également être révisées et ajustées et les obstacles administratifs réduits.
- Les tarifs de rachat doivent également être vérifiés et ajustés régulièrement pour que les conditions économiques soient remplies. Cela exige également que les réseaux énergétiques soient étoffés afin de garantir une augmentation de la production d'énergie décentralisée. Cette revendication doit être prise en compte aussi bien au niveau national qu'au niveau de la coopération avec la Grande Région et l'UE. Il s'avère également important de promouvoir de manière proactive les efforts visant à exploiter l'énergie solaire et à soutenir de manière renforcée la recherche et sa mise en œuvre dans le secteur économique. Les mesures mises en œuvre jusqu'à présent, en particulier avec les communes (par exemple, le « Klimapakt »), devraient être poursuivies avec un nouvel élan.
- Le « Klimapakt » sera poursuivi avec d'autres incitations financières pour les communes dynamiques. Les obstacles qui entravent l'engagement des communes en l'espèce devront être éliminés. La préservation climatique devrait être définie comme une tâche principale des administrations communales. Au-delà, nous voulons introduire un pacte climatique similaire pour les entreprises.

Des investissements ciblés dans tous ces domaines devraient nous aider à atteindre nos objectifs climatiques, à renforcer le site économique du Luxembourg comme site emblématique de l'«industrie verte» et des «emplois verts», à promouvoir les développements nationaux et à lancer et commercialiser systématiquement les nouveaux progrès.

La promotion des bioénergies locales doit davantage être encouragée. Parallèlement, des matières premières renouvelables et des résidus agricoles et forestiers doivent être exploités pour une utilisation énergétique et matérielle.

Un examen de la durabilité des nouveaux projets d'infrastructure et des immeubles de grande taille sera soutenu. De cette manière, nous voulons promouvoir les objectifs de l'économie circulaire.

- Dans le domaine de l'approvisionnement énergétique, nous continuerons à promouvoir le principe du « Prosumer ». Des possibilités supplémentaires d'auto-approvisionnement et d'auto-marketing doivent être identifiées. Le CSV est également en faveur d'ajustements réglementaires dans ce domaine afin d'offrir à l'initiative propre un cadre juridique. Des formes juridiques de sociétés, telles que les coopératives, doivent être spécifiquement soutenues dans le secteur énergétique.
- Le CSV continuera à s'engager pour que la production d'énergie nucléaire se termine le plus rapidement possible. Nous allons nous engager fermement pour une sortie du nucléaire également au niveau européen.



## 7.6. Protection de la nature

L'économie circulaire et l'utilisation rationnelle et efficace des ressources constituent des objectifs primordiaux et interfèrent avec tous les domaines.

En ce qui concerne la conservation générale de la nature, le CSV vise les objectifs suivants :

- Les communes devraient se voir attribuer une plus grande responsabilité en matière d'aménagement de zones vertes.
- Les procédures d'évaluation des plans de développement communaux (PAG et PAP) par le Ministre de l'environnement devraient figurer dans la loi sur l'utilisation des sols communaux.
- Nous proposerons aux communes un pacte de biodiversité en collaboration avec l'Etat pour renforcer la conservation de la nature au niveau local.
- La nouvelle loi sur la protection de la nature devrait être révisée pour tenir compte de la diversification dans le secteur de l'agriculture. L'activité agricole doit être définie de manière plus prospective et flexible. En outre, aucune restriction quant au nombre de logements que les exploitations agricoles situées en dehors des villages ne saurait jouer, aussi longtemps que les exploitations sont gérées par les exploitants/gestionnaires actuels ou anciens (plusieurs générations).
- Nous revendiquons la protection de terres agricoles précieuses.
- Les sujets concernant la chasse seront ré-analysés objectivement, selon des critères scientifiques.
- La simplification administrative dans les administrations devrait être poursuivie et accélérée. Nous allons de ce fait créer un « Guichet unique » qui couvre toutes les procédures administratives en matière d'environnement.
- Nous allons élaborer et adopter une loi adaptée portant sur les forêts. Cette loi doit prendre en compte les différentes fonctions de la forêt et l'efficacité économique en termes de durabilité.
- Nous allons davantage promouvoir la transformation régionale de la matière première que constitue le bois.

## **MISER SUR LE SAVOIR COMME RESSOURCE**

### 8.1. Politique de l'éducation orientée vers la pratique

Notre pays aborde un cycle de croissance et de changement sans précédent.

L'éducation constitue une priorité pour le CSV. Il s'agit de la ressource centrale de développement de notre société et doit être accessible à tout le monde de façon égalitaire. Nous sommes cependant contre un rythme de réformes précipitées. Le CSV veut ramener le calme dans l'éducation nationale.

Le développement de l'école ne peut se faire que de manière participative. La politique d'éducation ne fonctionne qu'ensemble avec les personnes concernées. Nous voulons institutionnaliser dans ce sens le dialogue – un échange régulier- avec les partenaires scolaires.

L'autonomie scolaire est importante afin que les établissements scolaires puissent eux-mêmes tenir compte des multiples défis que l'hétérogénéité de leurs élèves comporte. Les évaluations standardisées des élèves, qui permettent la mise en place de niveaux d'éducation comparables et les projets qui seront mis en place dans le cadre de l'autonomie, doivent être évalués de manière systématique.

Le CSV s'engage pour l'égalité des chances. Des études montrent que les enfants issus de familles socio-économiquement défavorisées ont des perspectives de réussite scolaire moins bonnes – et vice versa. Un tel constat est cependant loin de suffire. Il ne constitue pas de fin en soi. Les écoles et établissements scolaires qui se trouvent dans des régions ou des quartiers défavorisés devront, en particulier, être soutenus de manière adéquate. Il faudra en collaboration avec le personnel enseignant et en se basant sur les études scientifiques élaborer à l'avenir des solutions qui garantissent à tous les élèves les mêmes chances.

Les compétences digitales des adolescents doivent, dès le début, être systématiquement promues. Le développement des compétences appropriées dans le cadre de l'utilisation et le maniement des technologies doit s'étendre tel un fil rouge à travers l'ensemble du système éducatif (de l'école fondamentale jusqu'à la fin des études secondaires). Un concept pédagogique et didactique d'éducation aux médias doit être élaboré. Il ne s'agit pas uniquement de permettre aux élèves de maîtriser les nouvelles technologies et compétences digitales (p.ex. la programmation), mais surtout aussi de promouvoir chez les élèves un comportement responsable face au monde digital.

### 8.2. Ecole fondamentale

L'enseignant est le facteur décisif de l'éducation. Les enseignants doivent disposer de compétences techniques et pédagogiques adéquates. Le pays a besoin de bons enseignants, d'enseignants motivés et, surtout, d'enseignants en nombre suffisant. Il est impératif de rendre la profession de l'enseignant de nouveau attrayante. Le métier d'enseignant doit à nouveau être mieux considéré.

- Nous allons réorganiser le stage afin qu'il soit axé davantage sur la pratique. Celui-ci devrait correspondre à une espèce de coaching lors des travaux pratiques et ne doit en aucun cas être considéré comme un mal nécessaire.
- Nous réduirons les tâches administratives.
- Nous allons analyser l'efficacité des organes et postes nouvellement créés, et y apporter au besoin des ajustements.
- Nous analyserons les opportunités nouvellement créées pour exercer la profession d'enseignant et nous lancerons une large discussion sur la profession enseignante. La qualité de l'enseignement doit être garantie.
- Nous allons rendre aux enseignants l'espace de liberté nécessaire pour la transmission du savoir et des connaissances.

Le CSV reste persuadé de la nécessité d'une direction d'école sur place.

- Nous plaillons pour la professionnalisation des comités d'écoles respectivement la mise en place au niveau de l'école fondamentale d'un directeur d'école disposant de compétences dirigeantes.
- Le directeur de l'école doit être disponible sur place pour les enseignants, les élèves et les parents. Le CSV propose d'initier un projet pilote dans le cadre duquel il sera possible d'évaluer les expériences d'un directeur par rapport à « ses » enseignants qu'il est censé soutenir dans l'accomplissement de leurs missions quotidiennes.

Le développement scolaire sur le terrain est important.

- Nous voulons soumettre le « plan de développement scolaire (PDS) » à une évaluation précise et l'adapter au besoin. Un développement scolaire ciblé nécessite des moyens et des instruments adéquats.
- Le CSV propose d'introduire au niveau de l'école fondamentale le « projet d'établissement » par analogie à ce qui existe déjà au niveau de l'enseignement secondaire. Un tel instrument permettra d'emprunter de nouveaux chemins et ouvre la voie à des moyens supplémentaires.

Le CSV entend de surcroît :

- soumettre la procédure d'orientation nouvellement introduite à une analyse approfondie et l'ajuster au besoin.
- revoir les « bilans intermédiaires » afin de les rendre plus compréhensible pour les parents.
- analyser la coopération entre les communes et le ministère de l'éducation et l'adapter au besoin.
- introduire les élèves aux questions liées à la nature, à l'agriculture, à la technique et technologie dès le premier cycle, et soutenir toutes sortes d'ateliers de sensibilisation des élèves à l'économie circulaire.
- promouvoir et enseigner de manière plus ciblée l'expression orale des élèves, et ce à tous les niveaux (école fondamentale, enseignement secondaire). L'expression orale correcte est une compétence qui revêt une importance primordiale dans la vie professionnelle et dans la vie privée. Elle devrait dès lors se voir accorder une plus grande importance à l'école.
- optimiser la collaboration entre maison relais et l'école fondamentale. L'aide aux devoirs doit être organisée de concert et être gratuite pour les enfants. Il est urgent de mener une réflexion approfondie concernant les aides aux devoirs et autres possibilité de soutien. Nous allons tester par le biais de projets pilotes les différentes formes de collaboration étroite entre maisons-relais et école fondamentale.
- Nous harmoniserons les réglementations existantes et concernant la planification des bâtiments et leur utilisation par les structures d'accueil et les écoles.
- La coopération entre maison relais et les associations sportives et culturelles sera promue.
- Nous allons évaluer la prise en charge des enfants à besoins spécifiques à l'aide de moyens d'évaluation adaptés et simplifier et améliorer l'accès aux aides spécifiques pour les familles concernées.

### 8.3. Enseignement secondaire

#### **L'école est bien plus qu'un simple vecteur de savoir**

L'école doit s'éloigner du dogme selon lequel elle doit se concentrer à transmettre du savoir et que du savoir. Il importe de continuer à transmettre aux élèves des connaissances de base. Le savoir au sens strict du terme perd de l'importance. Les compétences clefs sont de plus en plus importantes. Les élèves doivent être capables de s'approprier eux-mêmes du savoir, d'identifier et de résoudre des problèmes, ainsi que de développer des idées innovantes.

Dans ce contexte, les programmes scolaires devraient être constamment révisés à l'avenir. Les approches pédagogiques spécifiques doivent, quant à elles, être adaptées aux besoins changeants.

Les projets interdisciplinaires doivent encouragés de manière ciblée. Les initiatives dans le domaine de l'« entrepreneuriat » seront soutenues.

- Nous accorderons à l'orientation une plus grande importance. Les tests devant permettre aux jeunes d'orienter leur choix professionnels (« Berufsfindungstest ») seront généralisés et les stages pratiques seront également généralisés et prévus à l'avenir au niveau de l'enseignement secondaire classique.
- En collaboration avec le monde économique, nous voulons promouvoir de manière plus intensive l'esprit entrepreneurial ainsi que les compétences entrepreneuriales des élèves.
- Nous voulons que les matières, telles que les mathématiques, l'informatique, les sciences naturelles et la technologie, soient renforcées.
- Nous prendrons des mesures afin de permettre une évaluation régulière des programmes scolaires, des recommandations méthodologiques et de la didactique utilisée.
- Nous allons revaloriser le « régime préparatoire » - après une analyse y afférente.
- Nous allons adapter aux besoins le stage des enseignants de l'enseignement secondaire. Les futurs enseignants doivent acquérir de l'expérience dans les différents ordres d'enseignement (secondaire classique, général, professionnel).
- Nous entendons soumettre à évaluation les expériences acquises des soi-disant « classes iPad ». La variété de méthodes et les compétences digitales seront promues de manière ciblée. Les programmes scolaires doivent être adaptés en conséquence, le matériel didactique doit être développé. Les premières sections d'informatique (sections I) devraient être évaluées et être, le cas échéant, étendues à d'autres écoles.
- Nous évaluerons le cours nouvellement créé « vie et société » et adapterons les contenus. L'objectif poursuivi est l'éducation des élèves à la citoyenneté responsable. La coopération avec le « Centre pour l'éducation à la citoyenneté » sera développée. Un « stage de solidarité » doit être envisagé. Les actions de solidarité seront soutenues de manière ciblée.
- Nous allons réformer la loi sur les écoles privées et l'adapter aux besoins actuels.
- Au regard d'un monde professionnel, où il est de plus en plus rare de nos jours qu'une personne puisse ou veuille exercer le même métier pendant toute sa vie professionnelle active, il faudra examiner avec les partenaires scolaires si notre système actuel, qui mise sur une spécialisation précoce, puisse être conçu de manière plus ouverte et flexible.
- Ensemble avec les professionnels, nous allons développer de manière renforcée les projets ayant pour objectif la lutte contre la violence physique et l'intimidation (« Mobbing ») dans les écoles.

## 8.4. Formation professionnelle

La formation professionnelle est d'une importance inestimable pour l'économie nationale et le marché du travail. En conséquence, il est nécessaire que le calme revienne dans ce domaine de l'éducation. Afin de fournir le meilleur soutien possible aux établissements d'enseignement concernés, il faudra examiner la pertinence des structures mises en place au niveau du ministère de l'Education et les adapter, au besoin.

Nous allons adapter les offres en matière d'orientation des étudiants au regard des métiers de l'avenir et de l'évolution dans les domaines de l'informatique et des sciences naturelles.

Le CSV valorisera la formation professionnelle et lui donnera l'importance sociale qu'elle mérite.

Le CSV veut en conséquence :

- discuter avec tous les partenaires le texte actuel et l'adapter au besoin.
- évaluer la réforme de la formation professionnelle ainsi que son système de promotion.
- analyser quels métiers sont porteurs à l'avenir resp. seront exigés. Il faudra adapter régulièrement ces profils professionnels aux circonstances et développer des possibilités de formation correspondantes.
- analyser et développer l'offre en matière de formation professionnelle dans la Grande Région.
- examiner la possibilité de revaloriser le « bac technique » (13e technicien) en prévoyant une nouvelle carrière spécifique (rédacteur technique) au niveau de la fonction publique.
- introduire un système d'apprentissage dual au niveau du BTS.
- élargir l'offre en matière de « Bachelor » professionnel après une analyse approfondie.
- soumettre le brevet de maîtrise à une réforme.

- concevoir le système de reconnaissance de l'expérience professionnelle (validation de l'acquis de l'expérience – VAE) de manière plus pratique.
- organiser rendre le stage des professeurs de manière à ce que celui-ci soit plus axé vers la pratique afin d'accroître l'attractivité de la profession.

## 8.5. Lifelong learning

Nous mettrons enfin en œuvre la stratégie nationale «Lifelong Learning» et introduire, dès lors, une agence d'accréditation pour le «Lifelong Learning». En outre et parallèlement à ce qui précède, le CSV considère que l'offre en formation continue doit être soumise à une évaluation permanente - avec un ajustement si nécessaire. Nous allons réviser les dispositions relatives au financement de la formation continue.

## 8.6. Cours de langue et programmes scolaires

### **Le multilinguisme comme opportunité**

Notre multilinguisme constitue sans aucun doute un avantage important. Il constitue cependant aussi un grand défi et représente aussi pour beaucoup d'étudiants un obstacle insurmontable. L'apprentissage des langues doit dès lors être adapté.

### **La langue doit promouvoir la cohésion sociale**

Le CSV veut ancrer la langue luxembourgeoise, en tant que langue commune des adolescents, ainsi que la culture, l'histoire et la géographie luxembourgeoises dans l'enseignement national, et ce dans l'intérêt de l'intégration et de la cohésion sociale.

- Nous allons encourager systématiquement l'apprentissage de la langue luxembourgeoise dès le cycle 1. La nouvelle orientation multilingue du cycle 1, qui vient d'être introduite, sera évaluée.
- En ayant recours à des méthodes scientifiquement éprouvées, nous allons jeter les bases pour l'apprentissage ultérieur des langues : A cet effet, il faudra élaborer du matériel didactique spécifique.
- Dans un souci d'égalité des chances, le CSV plaide pour des capacités d'accueil pour enfants suffisantes au niveau de l'éducation précoce dans les communes. Chaque enfant, quel que soit le lieu où il réside, doit avoir la possibilité de suivre chaque jour l'enseignement précoce. A cette fin, il faudra mener une large discussion avec les communes.
- Les programmes scolaires, ainsi que la méthodologie pédagogique et la didactique au niveau des cycles 2.1 à 4.2 seront évalués et adaptés si nécessaire.
- L'apprentissage des langues sera également adapté au niveau de l'enseignement secondaire. Une offre variée d'écoles différentes ou de classes internationales ne saurait à elle seule être la solution. Le CSV est en faveur d'écoles publiques fortes avec des offres de compétences similaires à travers tout le pays afin d'offrir à tous les jeunes des opportunités comparables.
- Nous allons analyser l'enseignement des langues dans nos lycées publics par rapport aux méthodes d'enseignement, d'évaluation et de programmes scolaires Futilisés. L'objectif recherché est d'organiser dans son ensemble l'apprentissage des langues étrangères de manière plus flexible. L'élève aura plus de possibilités de choix.
- Nous introduirons l'apprentissage de l'anglais dès les classes de 7ième.
- Nous évaluerons le besoin en classes internationales et ajusterons l'offre.

## 8.1. Enseignement supérieur, recherche et innovation

Le CSV soutiendra de manière conséquente l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation et développera le Luxembourg comme plateforme incontournable en matière d'éducation, de recherche et d'innovation.

Nous allons lier et harmoniser de manière renforcée notre « know-how » dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Grâce à ce triangle de la connaissance, nous voulons augmenter durablement

notre croissance économique. La collaboration entre le monde entrepreneurial, c'est-à-dire les entreprises d'une part et l'université et la recherche d'autre part, doit encouragée de manière ciblée.

Le CSV augmentera encore l'attractivité du site luxembourgeois pour les élèves et les étudiants.

Nous allons dès lors :

- offrir aux étudiants et aux jeunes chercheurs une offre intéressante en matière de logement et de concepts de logements.
- positionner rapidement l'Université du Luxembourg comme site d'enseignement supérieur proposant des modèles d'études en ligne (« UniLu devient numérique »).
- développer l'apprentissage et l'enseignement digital. Nous avons besoin de plus de diplômés en informatique.
- développer la formation en médecine (Bachelor) en étroite collaboration avec les universités des pays voisins. Le but doit être d'offrir aux étudiants un Master dans des universités étrangères reconnues.
- faire du Luxembourg un leader en matière de biomédecine. L'université du Luxembourg doit être incitée à proposer des formations dans ce domaine.

La performance doit être récompensée: nous introduirons une « bourse d'excellence2.

Notre paysage universitaire luxembourgeois doit évoluer en termes de haute qualité. Des règlements d'accréditation appropriés pour des universités privées luxembourgeoises seront développés. Les différents domaines d'enseignement et de formation de l'Uni.lu seront également accrédités.

### **Recherche et innovation - des piliers importants de notre développement**

Pour le CSV, la recherche et l'industrie doivent s'imbriquer avec succès. Tout d'abord, il est avant tout question d'identifier les coopérations entre l'université, la recherche et l'économie et de les accompagner dans leur mise en œuvre. Les centres d'excellence, en tant que partenariats publics-privés, devraient être systématiquement développés et encouragés.

- Nous avons besoin d'une plus grande interconnexion et collaboration entre Luxinnovation, FNR, incubateurs, chambres professionnelles et de l'Institut de la propriété intellectuelle.
- Les petites et moyennes entreprises de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, de l'industrie et du secteur des services seront soutenues de manière plus renforcée dans leurs efforts d'innovation, par les institutions publiques (bons d'innovation) ainsi que par les centres d'excellence à l'étranger. A cet effet, il sera mis en place dans les différents centres de recherche, des «cellules PME» qui agiront en tant que interlocuteurs et médiateurs.
- La coopération internationale sera encouragée grâce aux participations renforcées à des programmes de recherche UE / ESA (« Competitive Funding »).
- Nous créerons des incitations pour les chercheurs et les fondateurs d'entreprises qui traduisent les idées de recherche en produits commercialisables.

La science et la recherche doivent également servir de catalyseurs en ce qui concerne les grands défis de notre pays, et ce dans les domaines de la planification de l'Etat, de l'environnement, de la numérisation, du multilinguisme, de la mobilité, etc.

L'évaluation du rapport Input/Output sera améliorée tant pour la recherche publique que privée.

## **8.8. Luxembourg digital**

Il y dix ans, le gouvernement CSV de l'époque effectuait des investissements novateurs dans le domaine de l'infrastructure à large-bande constituant aujourd'hui la base de notre site IT international. Le Luxembourg est devenu le leader du numérique. La digitalisation change rapidement notre vie personnelle et notre vie commune. Il est de ce fait de notre devoir de veiller à ce que la numérisation apporte un développement positif à tous les membres de la société.

Le virage numérique représente une énorme opportunité. Notre politique d'innovation ne se limite dès lors pas uniquement à la promotion de start-ups œuvrant au niveau des niches technologiques. Nous souhaitons également accompagner l'industrie, l'agriculture et le secteur financier sur de nouvelles voies tournées vers l'avenir. Qu'il s'agisse de dossiers médicaux numériques, de démarches administratives en ligne ou des possibilités digitales pour les demandeurs d'emploi : il n'existe pratiquement aucun domaine de la politique gouvernementale qui ne soit concerné par la numérisation.

- L'initiative « Digital Luxembourg » fournit une marge de manœuvre précieuse pour le travail interconnecté des ministères. Cependant, nous voulons élargir le « Digital Luxembourg » en incluant par exemple le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ainsi que le ministère de l'Education nationale et le ministère du Travail intégralement dans sa stratégie. Grâce à ce format plus large, « Digital Luxembourg » pourra encore mieux jouer son rôle de soutien neutre de projets innovants.
- Il ne s'agit pas de courir après chaque nouveauté digitale à la mode (« digitale Buzzwords »), mais d'identifier les créneaux pertinents pour une économie avancée, et ce dans le dialogue avec les représentants du secteur de la recherche, de la communauté des start-ups et des grands acteurs de l'industrie. En tant qu'interface entre le secteur public et l'initiative privée, « Digital Luxembourg » devra jouer un rôle neutre afin de permettre que les questions relatives aux technologies telles que l'intelligence artificielle, les centres de données ou le « blockchain » puissent avancer.

### **Secteurs privé et agents publics main dans la main**

Nous voulons attribuer deux missions clés supplémentaires aux protagonistes de « Digital Luxembourg » :

- Identifier et développer plus intensivement les partenariats publics-privés. Une coopération étroite avec les plus grandes entreprises internationales et nationales est importante afin de renforcer les effets de cluster pour le site IT du Luxembourg.
- En étroite coopération avec les entreprises, le thème des « compétences numériques » devra être davantage soutenu et développé. Afin de pallier à la pénurie en spécialistes IT au Luxembourg, il faut à la fois former plus de spécialistes IT et des coaches, capables de former de tels spécialistes. Le leadership numérique, le « upskilling » (mise à niveau des compétences) et des formations technologiques orientées vers la pratique doivent être mis à la disposition de chaque employeur ; au mieux dans une structure fixe.
- En même temps, il ne faudra pas négliger les questions sociales liées à la digitalisation. Une orientation purement économique du virage numérique échouera tôt ou tard. Il faut une vision sociale. Il est, dès lors, nécessaire de disposer d'un forum neutre qui permette d'accompagner de manière constructive également les conséquences sociales causées par la numérisation, telles que l'intelligence artificielle, les « fake news » sur les plateformes en ligne ou l'évolution du marché de l'emploi. Le numérique devrait rendre nos vies plus agréables plutôt que de créer de nouveaux problèmes.
- Nous voulons doter le Luxembourg d'une politique de données gérable et compétitive, qui soit solidement ancrée dans le nouveau paradigme de protection des données, et qui ne joue pas exclusivement en faveur des multinationales. Nos start-ups doivent également tirer parti du potentiel de croissance de l'économie axée sur les données et développer de nouveaux modèles commerciaux.

En 2018, il ne suffit pas de définir une politique digitale. Nous avons besoin d'une vision plus large. La politique digitale n'est pas une thématique parmi tant d'autres, mais chaque ministère, chaque administration doit contribuer à la soutenir et à la façonner. Seulement ainsi, nous pourrions garantir que tout un chacun puisse profiter des opportunités du monde digital.

Nous souhaitons nous concentrer sur l'essentiel : le travail interconnecté, que ce soit au sein du Conseil de Gouvernement ou de groupes de travail interministériels, afin d'aborder de manière dynamique des priorités actuelles et nouvelles ; et la coopération innovante axée sur les projets en tant que nouvelle méthode de travail y compris des services publics.

## **Demeurer le leader de la connectivité**

Le Luxembourg a été jusqu'à présent un pionnier en ce qui concerne les investissements dans les infrastructures TIC. Le pays se trouve dans le peloton de tête mondial en matière de connectivité. Cela doit être maintenu.

- Nous continuerons à investir dans les infrastructures de communication et de données.
- L'identification précoce de nouvelles technologies et l'adaptation des infrastructures restent pour nous une maxime.
- Le Luxembourg est idéalement positionné pour devenir un terrain d'essai pour la technologie 5G. Nous élaborerons une stratégie 5G et la mettrons en œuvre rapidement.

## **8.9. Culture**

La culture est l'âme d'une nation. Elle est synonyme de créativité et d'innovation et constitue la base pour la cohésion sociale. La culture a une signification sociale dans son ensemble. La culture contribue à la formation de l'identité.

### **Nous misons sur la professionnalisation des artistes et des professionnels de la culture**

Pour le CSV, la culture est d'intérêt public. Notre pays a besoin d'acteurs culturels et de professionnels de la créativité. Ces derniers nécessitent, quant à eux, un environnement professionnel adéquat. Les conditions pour exécuter leur vocation ne sont cependant pas devenues plus faciles.

Le CSV souhaite renforcer le soutien et la couverture sociale des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle.

Pour cette raison, il faut :

- réformer à nouveau et ensemble avec les acteurs concernés le statut des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle.
- développer au fur et à mesure « Music :LX » afin que cet instrument devienne une agence ou centre pour toutes sortes de disciplines culturelles dans le but de soutenir les artistes sur la scène internationale.
- introduire une « aide à la diffusion.
- étendre et généraliser l'aide à la mobilité.

Nous plaillons pour l'introduction d'aides spécifiques en tant que « coup de pouce » financier pour de jeunes artistes professionnels et de nouvelles troupes professionnelles à travers la création d'une sorte de « Fonds d'aide au démarrage ». La couverture des charges supplémentaires pour l'employeur « charges patronales ») durant une durée déterminée en serait une possible mesure d'encouragement.

- Les maisons et des centres culturels doivent proposer des résidences pour artistes tout en bénéficiant d'un soutien financier de l'Etat.
- Les centres culturels régionaux doivent être traités sur un pied d'égalité et d'après des critères prédéfinis.
- Il échet de multiplier, également en collaboration avec les communes, les infrastructures (ateliers, salles de répétition etc.).
- Il faudra analyser la possibilité d'un taux de TVA réduit sur la création artistique, ainsi que d'une simplification des dispositions relatives à l'impôt sur le revenu pour les représentations à l'étranger.
- Il faudra élaborer une loi sur le mécénat en améliorant les incitations fiscales.

Le CSV propose également d'organiser un échange régulier avec des commissaires et agents internationaux ainsi que la presse culturelle suprarégionale, dans le but de promouvoir la scène artistique et culturelle luxembourgeoise.

Pour le CSV, un nouveau bâtiment pour les Archives nationales est une nécessité absolue. La mise en pratique de la nouvelle loi sur l'archivage devra être étroitement surveillée, de même que la formation des utilisateurs, en accordant une attention particulière à leur qualification.



Nous cherchons activement une solution à la problématique des dépôts de musées et des locaux de stockage.

- Nous sommes favorables à l'idée d'une galerie nationale. Ce projet devra s'appuyer sur un concept fondamental, cohérent et inclusif de l'exposition des artistes locaux. Ceci avec des espaces de travail et de start-ups pour les professions de la culture et pour l'industrie créative. Sur base de ceci, nous analyserons la possibilité d'instaurer ces locaux dans l'ancien collège des Jésuites.
- L'État doit continuer à mettre à disposition des futurs artistes un espace d'exposition dans un lieu central.
- La stratégie d'exportation et de présentation des auteurs luxembourgeois et du livre luxembourgeois sera revue avec tous les acteurs en la matière. L'objectif est la promotion cohérente de la littérature luxembourgeoise et du livre.
- La médiation culturelle doit être développée.
- Nos institutions culturelles devront attribuer davantage de contrats et de résidences aux artistes. Il s'agit de l'une de leurs plus importantes missions. Afin qu'elles puissent accomplir leurs tâches, il faudra leur mettre à disposition des ressources adéquates.

Le travail professionnel des associations et structures culturelles conventionnées devra être exercé dans un cadre financier décent. Leur mission comprend également la promotion et la professionnalisation des artistes des différentes disciplines.

La digitalisation ainsi que les projets dans le domaine de la « réalité virtuelle » et de la « réalité augmentée » jouent un rôle de plus en plus important dans l'art et la culture. Le pays doit relever ce nouveau défi dans sa politique de financement.

L'industrie cinématographique au Luxembourg a fortement évolué. Elle est devenue une véritable branche d'activité et a aidé le pays à se présenter comme un lieu ouvert et multiculturel. Après près de 30 ans d'existence, le Fonds de soutien à la production audiovisuelle constitue un instrument important, dont le cadre légal et l'organisation devront être analysés, évalués et, le cas échéant, adaptés. Nous visons à soutenir l'essor de ce secteur.

## **La culture est soutenue dans la vie quotidienne**

La littérature contemporaine du pays doit être traitée dans les écoles, partant dans les programmes scolaires. En conséquence, les auteurs et les artistes des diverses disciplines devront être eux-mêmes impliqués dans les cours ordinaires. La coexistence avec la culture et les artistes devrait être rendue davantage possible et financée également au sein des crèches, jardins d'enfants, maisons de retraite et structures d'accueil pour demandeurs d'asile.

- Le CSV souhaite développer l'éducation aux médias et à la culture dans les programmes scolaires.
- La loi sur le financement de l'enseignement musical doit être révisée. Une éducation musicale de base devra obligatoirement être proposée par les communes, moyennant des frais d'inscription uniformisés. Parallèlement, le statut du personnel des écoles de musique devra être révisé.
- Il nous faut une approche responsable de notre patrimoine culturel. La sauvegarde des bâtiments et de l'archéologie devra être renforcée. Une nouvelle loi sur la protection des monuments devra entrer en vigueur au cours de la prochaine législature. L'interaction de l'aménagement communal et la préservation des monuments jouera un rôle important. La consommation inutile de l'énergie grise devra être contenue. L'architecture qualitative devra être promue car elle rend nos villages vivables.
- Les centres historiques des villages devront être préservés afin de ne pas détruire irrémédiablement les biens culturels. Nous ne voulons pas de centres de villages sans âme et sans identité, qui rendent l'intégration difficile. Nous devons plutôt promouvoir la cohabitation et la qualité de vie.
- Le CSV souhaite un concept pour le maintien et le soutien du patrimoine de l'Unesco luxembourgeois. Le patrimoine culturel européen, tel que Schengen en ce moment, peut lui aussi y être associé. Un « sentier Steichen » et des conférences sur le message de paix organisé par l'exposition « Family of Man » d'Edward Steichen complèteront cet important site du patrimoine mondial de l'Unesco.
- Nous soutenons le projet « capitale européenne de la culture Esch 2022 » et ses environs. La soufflerie de Belval sera conservée et mise à disposition du comité d'organisation de « Esch 2022 ».

- L'animation culturelle régionale joue son rôle dans les régions, également pour soutenir les communes et les événements culturels dans les régions et les communes.
- La loi sur les bibliothèques publiques régionales doit être analysée, notamment en ce qui concerne les exigences pour les bibliothèques régionales. Le Luxembourg a besoin de nouvelles bibliothèques régionales. Par conséquent, l'Etat devra prévoir les premières années des aides accrues et des moyens incitatifs.
- Les projets régionaux visant la préservation de la culture industrielle devront être promus et finalisés.
- La « Maison de la Grande Région » appartient à Schengen. Sa dénomination pourrait s'en inspirer. La coopération culturelle dans la Grande Région devra par ailleurs recevoir un nouvel élan. Le Luxembourg doit en être le moteur.

Le CSV propose d'engager un représentant pour l'interculturalité. La force d'intégration de la culture et la diversité culturelle devraient ainsi être mieux mises à profit.

Une attention particulière sera accordée à l'accessibilité de la culture. Chaque personne devra y avoir accès, indépendamment de son milieu social. La culture devra également être accessible aux personnes handicapées.

### **Une charte de la langue luxembourgeoise**

Le CSV souligne l'importance d'une charte de la langue luxembourgeoise. Celle-ci doit être rapidement mise en œuvre. Tous les acteurs clés doivent être impliqués dans cette initiative.

- La promotion et la subvention culturelles doivent être soumises à des règles claires. Le CSV examinera les dispositions y relatives et adaptera, le cas échéant, les règles de gouvernance. Nous mettrons en avant un plan d'action politique à partir de la proposition de plan de développement culturel, prévu pour l'automne 2018, et nous le mettre en œuvre étape après étape.
- A partir des assises culturelles, il y aurait lieu de développer un échange et un dialogue réguliers entre artistes et créateurs d'une part, et la politique et l'administration d'autre part. Le cas échéant, un conseil nommé par le secteur pourrait être utilisé comme contact politique.

### **Le Luxembourg en tant que nation culturelle**

Le Luxembourg devrait être représentée en tant que nation culturelle et, à ce titre, être intégré dans la stratégie nationale de promotion de notre pays.

## **UNE EUROPE FORTE EST NOTRE MEILLEURE PERSPECTIVE**

### 9.1. Politique étrangère

La politique étrangère du Luxembourg doit être un concentré des compétences majeures et des énergies du pays afin de défendre ses intérêts et pour faire entendre sa voix dans le monde.

En tant que petit pays, le Luxembourg ne dispose pas des capacités nécessaires pour jouer un rôle important à tous les niveaux. Cependant, le CSV veillera à ce que le Luxembourg puisse rétablir et développer encore davantage son rôle important traditionnel de médiateur et de «Go Between».

- Nos réseaux diplomatiques doivent être plus interconnectés, aussi bien sur les plans économiques que d'intégration.
- En tant que petit pays, le Luxembourg doit se concentrer sur le multilatéralisme. C'est ainsi que nous avons le plus à gagner en tant que pays et partenaire. Telle sera la politique du CSV.

### 9.2. Politique européenne

#### **Pour une politique qui protège le citoyen et renforce l'importance internationale de l'UE**

Le CSV est un parti résolument pro-européen. Dans ce sens, nous allons aider l'UE à évoluer positivement, dans l'intérêt des États membres et donc aussi du Luxembourg.

- Le Luxembourg doit renouer avec sa politique européenne forte et retrouver et étendre son poids lors des décisions européennes.
- Nous voulons mettre fin à la diplomatie de la navigation à vue et de l'impulsivité afin de faire aboutir davantage les intérêts stratégiques de notre pays au sein de l'Union européenne, sans pour autant perdre de vue la vision globales des choses.

Dans son histoire, le Luxembourg a souvent été la force motrice de l'intégration de l'UE. Notre pays doit travailler pour retrouver cette notoriété.

#### **Pour une Europe communautaire, forte et influente**

De l'Europe, le citoyen attend que ses préoccupations et ses besoins soient pris au sérieux.

- Le CSV favorisera le développement et le renforcement d'un marché intérieur sans entraves, tant dans le secteur conventionnel que financier et numérique. Ce n'est que de cette manière, que la croissance et l'emploi peuvent être sécurisés, en particulier dans l'intérêt de la génération future.
- Pour le CSV, le développement de la coopération en matière de recherche, le renforcement de l'économie de l'environnement, la lutte contre le dumping social et contre la pauvreté font partie des principaux objectifs dans ce contexte.

En matière de commerce international, l'Europe ferait bien d'élargir davantage sa position, d'établir des règles claires pour un nouveau fondement du commerce équitable et d'établir avec une nouvelle confiance en soi des normes à l'échelle mondiale.

Au niveau de l'économie numérique, l'Europe doit continuer à renforcer son leadership dans la recherche et l'innovation, encourager l'investissement privé et sensibiliser les jeunes à l'esprit de création d'entreprise.

Le citoyen doit pouvoir se sentir en sécurité en Europe.

Nous voulons une Europe qui protège.

Le terrorisme et le crime organisé doivent être combattus avec une politique européenne résolue et coordonnée, et ce à la fois au niveau de l'échange de données ainsi qu'en matière de poursuite pénale européenne.

- Le CSV soutient le renforcement de l'unité antiterroriste d'Europol.
- Le CSV veut intensifier la coopération au niveau de la police, de la justice et des services de sécurité au sein de l'UE en général et dans l'espace Schengen en particulier.
- Le CSV préconise une politique de sécurité européenne coordonnée qui doit conduire à moyen et à long terme à la création d'une armée européenne.
- A moyen et à court terme, le CSV propage un approfondissement de la Coopération structurée permanente (CSP/ PESCO), une augmentation de l'investissement dans la recherche et l'achat en commun de matériel militaire ainsi que la création d'une force commune d'intervention.
- Le CSV favorise également la création d'une cyberdéfense européenne.

Devant les vagues de réfugiés persistantes, le CSV travaillera à une adaptation des procédures d'asile européennes.

- Nous plaçons pour une réforme de la législation sur l'asile (Dublin III) tout comme pour le versement d'une aide financière dans l'intérêt des régions qui accueillent les demandeurs d'asile. Dans ce contexte, nous favorisons une réforme des fonds régionaux et structurels pour promouvoir la solidarité.
- Le CSV soutient la conclusion d'autres accords de coopération, comprenant également des critères de retour pour les personnes ne bénéficiant pas d'un permis de séjour.

L'Union européenne doit être encore renforcée. L'Europe doit être capable de se réformer et de se développer. Telle est la vision du CSV dans laquelle nous allons nous investir corps et âme.

### **Nous voulons une Europe sociale et durable**

Le processus d'intégration européenne est fondé sur des valeurs et des normes communes qui nous unissent. Ces valeurs et normes sont indispensables.

Nous nous engageons pour les droits fondamentaux et l'Etat de droit, qui doivent être défendus.

En ce qui concerne la réglementation du marché unique et les projets d'investissements en Europe, les aspects sociaux et environnementaux doivent continuer à jouer un rôle clé et central. En tant que parti, notre but est de garantir une Europe sociale et durable.

Le CSV promouvra l'introduction d'un programme sur la capacité de fonctionnement de l'UE ainsi que sur la diversité culturelle européenne ou son intégration dans les écoles. Cela pourrait être basé sur les réalisations du programme « EP Ambassador School ».

## **9.3. Coopération**

### **La politique de la coopération demeure un pilier de la politique étrangère du Luxembourg**

Dans un monde globalisé, les actions répondant aux crises lointaines ainsi qu'aux problèmes du sous-développement, du changement climatique, des inégalités et de la crise sociale et politique doivent elles aussi être globalisées et connectées. Une politique de développement et de coopération fondée sur des convictions de solidarité et des objectifs de paix demeure, pour le CSV, un pilier fondamental de la politique étrangère luxembourgeoise. Ainsi, l'engagement financier actuel doit être maintenu tout en développant les expériences acquises afin de rester un acteur crédible et cohérent dans l'intérêt d'une politique globale et durable de développement.

- La contribution annuelle du Luxembourg à la politique de développement de 1% du PNB sera maintenue.
- Nous allons promouvoir les produits issus du commerce équitable et prendre en considération les critères du commerce équitable lors de l'attribution des marchés publics.

- Les droits de l'homme sont universels et doivent aussi être protégés dans les chaînes d'approvisionnement et de valeur globales. Si le plan d'action national devrait prouver l'inefficacité de l'engagement volontaire des entreprises, nous allons assurer la responsabilité des entreprises pour le respect des droits de l'homme par la loi et déterminer en outre des normes vérifiables de leur devoir de diligence.

### **Un engagement fort avec un nombre limité de pays partenaires**

Le CSV entend maintenir le principe du nombre limité de pays partenaires ainsi que le modèle actuel de coopération à travers des organisations non gouvernementales qui doivent être soutenues plus activement dans leur acquisition de fonds publics européens et internationaux à travers le réseau de nos missions diplomatiques.

- La subsidiarité reste, pour le CSV, un principe fondamental dans la mise en œuvre de la politique de développement du Luxembourg. En particulier, cela devrait bénéficier à des projets pour aider les gens à s'aider eux-mêmes ainsi qu'à optimiser la « bonne gestion de l'Etat » sur le terrain.
- La coopération entre autres par les organisations non gouvernementales (ONG) sera maintenue. Nous allons la rendre encore plus efficace.
- Le Luxembourg devrait utiliser davantage ses connaissances sectorielles et thématiques ainsi que ses capacités opérationnelles pour assumer de nouvelles tâches de leadership et de coordination, en particulier en ce qui concerne les programmes et projets financés par l'UE, et d'augmenter ainsi son influence globale au niveau de la politique internationale de développement.
- La politique de coopération peut être accompagnée intelligemment par la politique économique.
- L'Agence luxembourgeoise de développement (Lux-Development S.A.) doit être réformée et valorisée.

## **9.4. Défense**

Le Luxembourg continuera à apporter sa contribution en tant que partenaire international et allié fiable dans le domaine de la défense. Dans ce contexte, les ajustements humains et structurels nécessaires doivent avoir lieu pour que l'armée luxembourgeoise puisse remplir ses obligations, notamment au niveau de l'OTAN.

En conséquence, le CSV réaffirme son attachement aux « Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà ».

- Le CSV soutient la vision européenne de la défense. L'Agence européenne de défense (AED) doit encore être renforcée.
- Le CSV soutient la participation de l'armée dans les missions européennes de maintien de la paix, ainsi que l'extension de ces missions. Nous sommes conscients des risques personnels de ces missions, mais nous pensons également que le sens des responsabilités doit être renforcé et que le Luxembourg doit garder un rôle de leadership européen.
- Le CSV est clairement en faveur d'une extension du service volontaire de l'armée, et ce afin d'optimiser le savoir-faire des soldats. Le CSV soutient un service militaire « à la carte » sur une période de trois à dix ans.

La médecine militaire doit être promue de manière proactive. Le CSV fera avancer le projet d'un hôpital militaire à Luxembourg. Des coopérations internationales doivent être recherchées à cet effet dans la mesure du possible.

Nous voulons, entre autres, donner une nouvelle orientation à l'armée dans le domaine de la cyberdéfense.

Afin de promouvoir davantage l'impact sociétal de l'armée, le CSV propose une formation professionnelle militaire autonome (« Formation professionnelle technique pour les professions de l'armée »).

**CSV**

# CLAUDE WISELER LIVE

## EISE SPËTZEKANDIDAT - EIS EKIPP - EISE PLANG FIR LËTZEBUERG.

Mir hunn e Plang fir Lëtzebuerg. Dëse Plang  
wëlle mir Iech virstellen.

Léiert eis Virschléi fir d'Zukunft vum Land kennen.

Zesummen als Ekippe komme mir bei Iech.

Sidd mat derbäi.

Mir freeën eis, Iech ze begéinen.

### ESCH-UELZECHT

Donneschdes, den 27. September  
um 19.30 Auer

Kulturfabrik zu Esch-Uelzecht,  
116 Rue de Luxembourg, Esch-Alzette

### DIKRECH\*

Donneschdes, den 4. Oktober  
um 19.30 Auer

„Al Seeërei“ zu Dikrech,  
Rue de l'Industrie, L-9230 Diekirch

\* Et gëtt eng Iwwersetzung an d'Gebäerdesprooch.

### JONGLËNSTER

Dënschdes, den 2. Oktober  
um 19.30 Auer

Centre Polyvalent „Gaston Stein“ zu Jonglënster,  
1 Rue Emile Nilles, L-6131 Junglinster

### LËTZEBUERG

Donneschdes, den 11. Oktober  
um 19.30 Auer

Centre Culturel Tramschapp um Lampertsbiërg,  
49 Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg